

سكدا من لامل

Avec ce numéro, supplément « Initiatives »

# Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14353 - 6 F.

MERCREDI 20 MARS 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

## Victoire pour qui en URSS ?

**VICTOIRE** à la Pyrrhus ou à la Pyrrhus pour tout le monde ? Les résultats définitifs du référendum soviétique de dimanche 17 mars ne seront pas connus avant plusieurs jours, mais ce que l'on en sait confirme l'impression que donnait la préparation de cette consultation : celle-ci a aggravé les clivages plus qu'elle ne les a surmontés, sans apporter de solution nouvelle aux problèmes du moment.

Du côté des indépendantistes, le fossé s'est encore approfondi entre les majorités nationales des six Républiques qui ont refusé ce scrutin et les minorités russophones, mobilisées par l'armée et le parti communiste pour voter dans des conditions douteuses : que vaut le chiffre de 850 000 votants dénombrés par l'agence Tass en Lituanie, lorsque l'on sait que rien n'empêchait en fait l'électeur de voter plusieurs fois ? De même les 90 % et plus que le « oui » a obtenus en Asie centrale ne sont pas tout à fait convaincants, même s'il est vrai que ces Républiques, compte tenu de leur environnement international, ont tout intérêt pour le moment à préserver leur alliance avec le grand frère du Nord.

Il reste que c'est à la périphérie relativement lointaine, au vote des campagnes solidement tenues en main par l'appareil, que M. Gorbatchev devra finalement son « succès ». Même l'Ukraine s'est montrée réticente, notamment à Kiev et dans sa partie occidentale, où les électeurs ont plébiscité qui la souveraineté, qui « l'indépendance » de la République.

Quant à M. Eltsine, qui d'ailleurs ne préconisait pas le « non » à la Fédération, il recueille un succès plus convaincant en mobilisant largement les grandes villes russes telles que Moscou, Leningrad et son flanc de Sverdlovsk, autrement dit les couches les plus modernes de la société. Et son intention de se faire élire président de Russie au suffrage universel a d'autant plus de chances d'être approuvée qu'il lui suffit pour cela d'obtenir, contrairement aux premières informations, le soutien de 50 % des votants, et non des inscrits. Il sera, dans ces conditions, bien hasardeux de le faire destituer par son Parlement actuel, comme les conservateurs en avaient l'intention.

Il serait également hasardeux pour M. Gorbatchev de chercher à pousser son « avantage » en utilisant la manière forte contre son opposition, comme certains lui en prêtent l'intention. D'autant que le président soviétique se retrouve devant les mêmes problèmes qu'avant. A commencer par celui du « traité de l'Union », puisque l'accord partiel annoncé au début de ce mois entre neuf Républiques reste contesté et qu'il n'a pas été discuté par les Parlements respectifs : les électeurs auront en somme approuvé une « Union renouée »... qui n'existe pas encore.

Mais la première échéance sera celle des problèmes économiques et sociaux. Sans attendre la hausse des prix de détail que le premier ministre, M. Pavlov, a annoncée pour le début du mois prochain, 50 000 mineurs d'Ukraine et de Russie se sont déjà mis en grève. M. Gorbatchev aura passé un hiver un peu moins difficile que prévu, mais il n'est pas sorti de la zone des tempêtes.

Lire page 4 les articles de JEAN-BAPTISTE NAUDET, MICHEL TATU et DANIEL VERNET

M0147 - 0320 0 - 6.00 F



## Contre l'aggravation du chômage

### Importantes manifestations dans l'ancienne RDA

Des dizaines de milliers de personnes ont défilé, lundi soir 18 mars, dans plusieurs villes de l'ex-RDA, et notamment à Leipzig, pour protester contre l'aggravation du chômage et la politique du chancelier Kohl. Ces rassemblements ont eu lieu un lundi, en mémoire des rendez-vous hebdomadaires qui précipitèrent la chute du régime communiste à l'automne 1989. Le mécontentement social ne cesse de croître dans les cinq Länder de l'est de l'Allemagne. Selon les experts, entre 30 et 50 % de la population active pourrait se trouver sans emploi d'ici à la fin de l'année.

### A Dessau, rien n'a changé...

DESSAU (Anhalt)  
de notre envoyé spécial

Dessau déprime. Dans cette ville industrielle de taille moyenne, rien n'a vraiment changé depuis l'union monétaire du 1<sup>er</sup> juillet dernier. On s'est certes habitués au deutschemark, aux étalages de produits de l'Ouest, aux voitures occidentales. Le clocher de l'ancienne cathédrale est entouré d'un échafaudage : signe qu'un jour on en commencera la restauration. Le nouveau supermarché est installé sous son chapiteau au milieu de la place centrale, transformée en

un vaste marché de plein air permanent. Dessau ne sort pas du provisoire.

L'Office du travail local vient de rendre publiques ses statistiques pour le mois de février. Sur une population active de 156 000 personnes pour Dessau et toute sa région, 11 698 (soit 7,5 %) étaient sans emploi. 36 000 autres sont au chômage partiel dont 7 400 dans la catégorie « Kurzarbeit null » (travail partiel zéro) : officiellement, ils sont employés... mais à ne rien faire !

HENRI DE BRÉSSON  
Lire la suite et nos informations page 5

## La rentrée parlementaire

### M. Rocard cherche l'appui des centristes pour sa politique de la ville

Le Parlement devait se réunir mardi 19 mars en session extraordinaire, prélude à la session ordinaire, qui commencera le 2 avril. Après un débat sans vote sur la crise du Golfe, les députés se saisiront du projet de réforme des finances locales, et les sénateurs, du statut de la Corse. Sur le premier texte, qui tend à favoriser les communes pauvres dans la répartition de l'aide de l'Etat, M. Rocard a indiqué, lundi,

qu'il « espère » ne pas recourir à la procédure contraignante de l'engagement de responsabilité du gouvernement.

M. Delebarre, ministre d'Etat chargé de la ville, défendra, à l'Assemblée nationale, ce projet souhaité par M. Mitterrand, rejeté par le RPR et le groupe UDF, mais que les centristes n'excluent pas de voter. (Lire page 9 l'article de PIERRE SERVENT.)

### Les habits neufs de François Mitterrand

par Jean-Marie Colombani

Alors que la France retrouve avec la session parlementaire le cours de ses jours ordinaires, sinon tranquilles, alors que les milieux politiques continuent de spéculer sur la durée du bail consenti à M. Michel Rocard et que celui-ci s'en sort comme il peut, c'est-à-dire en feignant de ne pas se poser la question, le président est tout à la fois de cet instant privilégié où le sort des armes l'a placé. Il a retrouvé toutes ses prééminences. Tout est de nouveau suspendu à la moindre inflexion de ses décisions

ou de ses humeurs. Et surtout, il est à l'aise comme sans doute il ne l'a jamais été, manifestement heureux d'avoir pu enfin endosser son propre habit, être lui-même sans complexes, libéré de toute contrainte apparente.

Comment, au reste, n'apprécierait-il pas une situation qui lui permet, dans l'ordre extérieur, de retrouver sa langue maternelle, ses propres options, sans être obligé de parler le gaullien ; et dans l'ordre intérieur de donner le « nouvel élan » qui doit le conduire à parachever son second septennat ? La guerre n'a donc pas été qu'une simple et gigantesque opération de

police internationale. Elle a provoqué de multiples ondes de choc que l'on commence à peine à discerner.

Ainsi, le nouveau cours extérieur mis en lumière par le conflit peut-il apparaître comme un nouvel *aggiornamento*, une sorte d'ultime conversion au réalisme, qui n'est peut-être que la suite logique du tournant libéral de 1982-1983. Certains y verront d'ailleurs la poursuite d'un processus d'alignement du pays sur les normes des grandes démocraties occidentales ; la fin, en quelque sorte, de l'exception française.

Lire la suite page 9

## Un mort-né de soixante-treize ans, la Yougoslavie

Du royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes aux déchirements d'aujourd'hui les peuples de Slavie du Sud n'ont jamais fait bon ménage

La Serbie poursuit son offensive de déstabilisation de la présidence collégiale de la Yougoslavie. Le Parlement serbe a destitué, lundi 18 mars, le représentant du Kosovo au sein de l'instance suprême de l'Etat. Celle-ci, après les démissions des délégués de Serbie, de Voïvodine et du Monténégro, ne compte plus que quatre membres et n'atteint plus le quorum requis par la Constitution fédérale. Toutefois, des intellectuels serbes, opposés à cette politique jugée « dangereuse », ont réclamé la démission de M. Slobodan Milosevic.

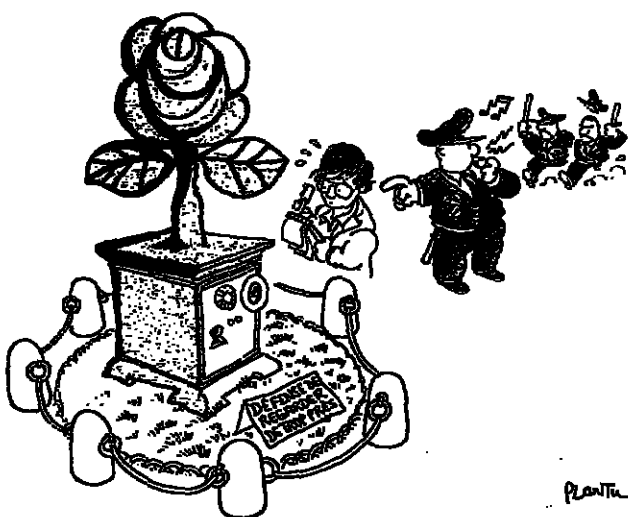
par Bernard Féron

Depuis plus de soixante-dix ans, tout le monde se demande comment peut vivre encore cet Etat nommé Yougoslavie, ou Slavie du Sud. Il naquit en décembre 1918 et se donna pour premier père un membre de la dynastie des Karagevitch. C'était alors le royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes, constitué par l'ancienne Serbie indépendante, qui avait ramassé dans le voisinage les débris de l'empire des Habsbourg. Pour gagner à leur cause Croates et Slovènes, les Serbes avaient promis, pendant la guerre, de créer un ensemble qui les mettrait en valeur. Stodt après avoir établi sa propre dictature, le roi s'empêcha d'oublier cet engagement. Les nouveaux territoires furent traités en

pays annexés. Entre les deux guerres, la Yougoslavie fut, pour son malheur et celui de l'Europe, un Etat centralisé. Des Croates révoltés par le « chauvinisme serbe » voulurent riposter par la violence à ce qu'ils tenaient pour l'oppression. Sous la conduite de Pavelitch, qui avait fait de Mussolini son modèle, ces extrémistes se retrouvèrent dans une société secrète, celle des oustachis, qui prétendait conquérir par la terreur pouvoir et indépendance. Ce sont eux qui commandèrent l'assassinat à Marseille par un Macédonien, le 9 octobre 1934, du roi Alexandre, et par la même occasion, de Louis Barthou, ministre français des affaires étrangères.

Lire la suite et l'article de FLORENCE HARTMANN page 3

## La révocation de l'inspecteur Gaudino



L'inspecteur Antoine Gaudino a été révoqué par le ministre de l'Intérieur. Il avait été au cœur de l'enquête sur les fausses factures du Sud-Est et le financement du Parti socialiste.

Lire nos informations page 34 et le point de vue de THIERRY PFISTER page 2

## Le commerce extérieur convalescent

L'alourdissement de la facture énergétique a conduit, en 1990, à un léger gonflement du déficit du commerce extérieur français, passé de 43,9 milliards à 50,3 milliards de francs. Le solde déficitaire des échanges industriels s'est toutefois stabilisé, grâce au développement des ventes en Allemagne.

Lire page 23 l'article d'ALAIN VERNHOLES

## La nouvelle mairie de Tokyo

La capitale japonaise vient d'inaugurer l'hôtel de ville construit par l'architecte Kenzo Tange : un gigantesque complexe composé de trois bâtiments, dont deux tours parallèles hautes de 243 mètres, qui se veut « le reflet d'une ère d'opulence à l'aube du vingt et unième siècle ».

Lire page 19 l'article de PHILIPPE PONS

## SCIENCES ♦ MÉDECINE

■ La stérilisation des malades mentaux. ■ Recherche : des étonnantes bien tempérées ■ Les feux de l'artifice. pages 15 à 17

## ANNIE KRIEGEL

### Ce que j'ai cru comprendre

Mémorialiste, historienne, témoin privilégié : une vie, telle qu'en elle le siècle se reflète.

L'historienne remet de l'ordre dans la destinée d'une personne privée bousculée par l'histoire.

André Laurens / LE MONDE

Il faut lire les Mémoires d'Annie Kriegel : notre passé retrouve une âme.

Georges Siffert / LE FIGARO

Un monument de mémoire et d'histoire.

Mona Ozouf / LE NOUVEL OBSERVATEUR



ROBERT LAFFONT  
des livres ouverts sur la vie

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 780 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN. ; Antilles-Réunion, 9 F. ; Côte-d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 12 KSD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 70 p. ; Grèce, 200 DR ; Hongrie, 80 p. ; Italie, 2 200 L. ; Luxembourg, 42 FL. ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL. ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,50 FS ; USA NYN, 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$.





## ÉTRANGER

YUGOSLAVIE : nouveau défi de la Serbie aux autorités fédérales

### Le représentant du Kosovo à la présidence collégiale a été limogé

Par 207 voix contre 9 et 6 votes nuls, le Parlement de Serbie a limogé, lundi 18 mars, M. Riza Sapundzija, le représentant du Kosovo (province du sud de la Serbie, peuplée à 90 % d'Albanais de souche) à la présidence collégiale de la Yougoslavie. Selon les députés, M. Sapundzija s'agissait déjà depuis longtemps au sein de la présidence yougoslave contre les intérêts de la Serbie et du Kosovo et défendait ouvertement les thèses séparatistes de la minorité albanaise.

BELGRADE

de notre correspondante

La mise à l'écart de M. Sapundzija avait été demandée, samedi 16 mars, par le président de Serbie, M. Milošević, qui comptait ainsi déstabiliser la présidence. En effet, la direction collective de l'Etat fédéral est composée de huit membres représentant les

six Républiques de la Fédération ainsi que les deux provinces autonomes (Voïvodine et Kosovo) de la Serbie. Après la démission des représentants du Monténégro, de la Serbie et de la Voïvodine, le week-end dernier, et lundi, le renvoi du représentant du Kosovo, la présidence collégiale ne compte plus que quatre membres représentant la Slovaquie, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine et la Macédoine. Aux termes de la constitution yougoslave, le quorum n'est donc plus atteint. Par cette manœuvre, M. Milošević essaie de rendre illégitime la présidence collégiale du pays qu'il avait décrété « morte » dans son discours du samedi 16 mars (le Monde du 19 mars).

Durant la session du Parlement de Serbie, les députés ont également voté par 221 voix (et une abstention) l'abrogation pure et simple de la présidence de la province du Kosovo. En effet, avec sa nouvelle constitution (1990), la Serbie avait récupéré ses deux provinces « autonomes », le Kosovo et la Voïvodine, en supprimant tous les attributs d'Etat dont

elle disposait selon la constitution fédérale de 1974. Le problème est que celle-ci est toujours en vigueur et les Albanais, majoritaires au Kosovo, ont estimé que cette décision était « illégitime et inacceptable » et qu'elle représentait « une violation brutale des constitutions locales et fédérales ».

#### Appel d'intellectuels

Par ailleurs, M. Tupurkovski (Macédoine), membre de la présidence collégiale, a déclaré à la presse qu'en accord avec la constitution fédérale seul le Parlement du Kosovo pouvait révoquer M. Sapundzija. La décision des députés serbes est donc, à ses yeux, illégale. Personne ne savait, lundi soir, si M. Sapundzija continuait à représenter ou non le Kosovo à la présidence yougoslave, et s'il participerait à la prochaine réunion prévue jeudi 21 mars.

Le discours télévisé de M. Milošević, samedi 16 mars, continue à provoquer des réactions. Selon la majorité des observateurs, le président serbe

est fermement décidé à s'opposer au dénouement démocratique de la crise yougoslave et à isoler ainsi de plus en plus la République. C'est la raison pour laquelle plusieurs mouvements de Serbie ont demandé sa démission. Les intellectuels serbes constatent que « le président de Serbie prône la politique de la guerre ». La présence des chars dans les rues de la capitale, les 9 et 10 mars, et la « sage du dialogue sur l'avenir de la Yougoslavie » témoignent « de l'opportunisme et des attitudes égoïstes que le peuple serbe ne peut plus supporter ». « Dans l'intérêt des habitants de Serbie », plusieurs centaines d'intellectuels réclament la démission immédiate de M. Milošević. Pour leur part, les membres de l'Alliance des forces réformatrices de Serbie (proches du premier ministre, M. Ante Marković), « n'acceptent pas de vivre dans une Serbie qui le président à l'isolement de l'Europe et du monde, et est en train d'isoler de la Yougoslavie ».

FLORENCE HARTMANN

un système qui défie la description. En dépit des conceptions étranges et très doctrinaires de ses auteurs, ce système laisse heureusement la part belle à l'improvisation.

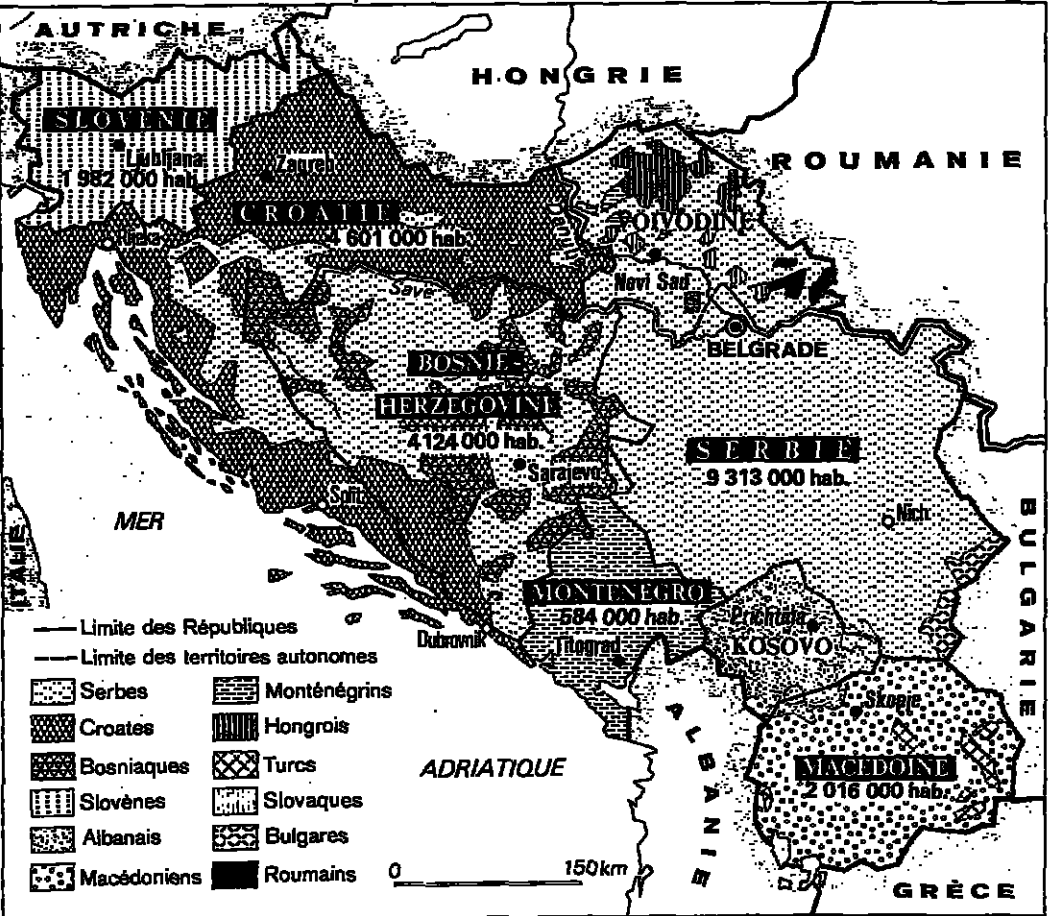
Cela ne marchait pas toujours très bien d'ailleurs du temps de Tito. Déjà les républiques se chamaillaient, les riches du Nord répugnaient à subventionner les pauvres du Sud qui gaspillaient cette aide en dépenses de prestige. Les autorités prétendaient que pour décoller il leur fallait tous les équipements de base, même si ceux-ci étaient double emploi avec ceux des républiques voisines. Le pouvoir exécutif se concentrait dans les républiques. Le pouvoir fédéral ne représentait presque plus rien.

En 1970-1971, les discussions étaient vives et ouvertes entre le chef des communistes de Serbie, M. Nikozić, que l'on qualifiait aujourd'hui de démocrate, et son collègue croate, le flamboyant Tripalo, disciple de Tito, mais qui tablait ostensiblement sur le nationalisme de ses compa-

doine, revendiquée jusqu'à une date récente par certains Bulgares. Il y avait surtout la menace soviétique.

Cette menace fut en effet un des facteurs essentiels de la cohésion yougoslave, maintenue en dépit de tout. Le pouvoir réel passant aux républiques, qui pouvaient encore tisser le lien fédéral ? La Ligue des communistes ? Elle s'était pratiquement divisée en autant de ligues qu'il y a de républiques et de régions. De son vivant, Tito gommait cette réalité.

Depuis dix ans, la Ligue et l'Etat sont dirigés par une présidence collégiale et tournante. Il y a huit membres (un par république et région) et le chef change tous les ans. Les administrateurs de jeux télévisés auraient certainement gagné une fortune s'ils avaient su avant sa démission que le tout dernier chef de l'Etat yougoslave s'appelait Borisav Jovic. Avec la rotation constante des ministres et hauts fonctionnaires, et les nominations à ces postes en fonction, non des compétences, mais de la « clé nationale ».



(chiffre de recensement de 1981).

### Un mort-né de soixante-treize ans

Suite de la première page

Les oustachis se curent vainqueurs en 1941 lorsque Hitler envahit la Yougoslavie. Ils avaient choisi le camp de l'Axe. Avec la bénédiction de leur protecteur, ils s'empressèrent de proclamer l'Etat indépendant et fasciste de Croatie, qui allait bien au-delà de l'actuelle république de ce nom. Certes, ils s'étaient par la Dalmatie, c'est-à-dire à l'Italie, ni bien sûr, l'essentiel de la Slovaquie, que se partageaient Allemands et Italiens, mais ils mangeaient un bon morceau de la Serbie puisque leur territoire s'étendait jusqu'à la porte de Belgrade, l'Albanie - en fait l'Italie, qui avait fait de ce pays son protectorat, annexant le Kosovo. La Hongrie prenait la Voïvodine, peuplée de Magyars. La Bulgarie s'étendait en Macédoine. Les oustachis croates croyaient prendre leur revanche en massacrant par dizaines de milliers les Serbes qui refusaient leurs choix et leurs pratiques. A la libération, la note fut lourde. On estime à environ 100 000 le nombre de Croates exécutés pour avoir combattu parmi les oustachis.

Qui aurait osé prédire à cette époque la reconstitution d'une Yougoslavie ? La notion de Slaves du Sud était et reste, dans une large mesure, artificielle. Autant qu'elle enveloppe des gens, Magyars ou Albanais, qui n'ont rien de slave. Quant aux autres, ils n'ont en commun ni l'histoire, ni la religion, ni le niveau économique. Un peu la langue, mais sur ce point, ils s'acharnaient à marquer leur différence.

La ligne de démarcation sépare ceux qui, au nord et à l'ouest, furent imprégnés de la civilisation des Habsbourg, et ceux qui au sud et à l'est furent marqués par Constantinople et l'empire ottoman. Les premiers, Slovaques et Croates, professent le catholicisme ; les seconds, Serbes, Macédoniens, Bosniaques pratiquent la religion chrétienne orthodoxe ou l'islam. Les disparités économiques sont aussi grandes. C'est au milieu de ce pays que passe la frontière nord-sud. Et la langue ? Les Serbes écrivent en cyrillique, les Croates en caractères latins. Pour le lecteur, ces deux peuples vivent, pensent, s'expriment dans des univers complètement étrangers l'un à l'autre. En fait, quand ils parlent, ils se comprennent fort bien pour peu qu'ils consentent à s'écouter.

#### Tito, Karadjelj et le goût de la complexité

La construction de 1918 n'aurait pu résister à l'épreuve de 1941-1945, si Tito n'avait bénéficié d'un concours de circonstances exceptionnelles pour la remettre d'aplomb. Avec son armée de partisans, il disposait en 1945 de la seule force qui fut en état de contrôler le pays. Croate lui-même, bien que son communisme d'alors l'éloignât du nationalisme, il offrait à ses compatriotes une chance de prendre dans l'Etat nouveau la place qui leur était refusée avant la guerre. Tout en laissant, ou en faisant, tuer les Croates oustachis, il lutait avec autant de vigueur et parfois de cruauté contre ce qu'il appelait le « chauvinisme grand serbe ». Mihailović, ainsi que ses Tchetniks, fut condamné à mort (il avait quand même combattu lui aussi l'occupant) parce qu'il faisait obstacle à l'instauration du communisme et aussi parce qu'il pouvait réincarner le chauvinisme serbe.

Afin d'empêcher la reprise des

importantes par la population ; la Slovaquie et la Croatie, qui se hissaient au niveau des nations développées ; le Monténégro, qui apparaît comme une excoissance de la Serbie ; la Bosnie-Herzégovine, suffisamment hybride pour que beaucoup de ses habitants, même s'ils professent l'athéisme intégral, se reconnaissent ouvertement d'une nationalité musulmane, ce qui n'existe nulle part ailleurs ; en queue de peloton, la Macédoine. Deux esclaves ont le statut de République autonome, à l'intérieur de la République serbe : le Kosovo albanais et la Voïvodine magyare.

La fédération yougoslave prend véritablement son essor après la rupture avec l'URSS. Condamné par Staline, contraint de chercher à l'Ouest les concours indispensables, Tito cultiva sa différence et joua l'ouverture. Avec l'aide de théoriciens, tel Karadjelj, qui avait l'art de compliquer les choses simples et de rendre inextricable une situation aussi complexe que celle de la Yougoslavie, il échafauda

trioles. Tito, qui n'était plus tout jeune, prit peur. Il s'était d'ailleurs peu homme à admettre que ces querelles fussent vidées sur la place publique. Il croyait aussi que l'ennemi guettait le moment propice pour dépecer la proie Yougoslavie. Nikozić, Tripalo et quelques autres tombèrent définitivement en disgrâce. Six ans plus tard, il avait limogé un de ses plus anciens compagnons Ranković, soupçonné, entre autres choses, de complaisance pour le « chauvinisme serbe ».

La crainte de l'explosion plus ou moins provoquée de l'extérieur n'était pas vaine. Le problème du Kosovo se posait déjà avec acuité. Cette région ne compte guère moins d'Albanais que l'Albanie voisine (cette population qui avait été installée par les Ottomans). Les Serbes ne constituent alors que le cinquième de la population, mais ils ne sont pas prêts d'abandonner une province qui fut le berceau historique de leur Etat. Il y avait aussi le problème de la Macé-

l'administration fédérale de la Ligue, ou ce qu'il en reste, et de l'Etat n'est qu'apparence. La crainte du pire - le pire est évidemment la menace soviétique - a disparu depuis que l'URSS a suffisamment à faire avec ses propres problèmes sans se charger de ceux des autres. Avec cette crainte, a peut-être disparu le ciment de l'unité yougoslave. Reste la seule institution dont la compétence, quoique contestée, s'étend à toute la fédération : l'armée, une armée qui se préoccupe de la défense du socialisme. Qu'est-ce que ce socialisme ? On ne le sait trop, mais il faut bien s'approvisionner de quelques formules de ce genre pour affirmer une légitimité. Tito avait inventé, en réinventé l'autogestion, pour justifier son communisme privé du label moscovite. Les perspectives de la Yougoslavie ne sont pas brillantes, c'est le moins qu'on puisse dire, mais sait-on jamais avec ce mort-né qui va sur ses trois quarts de siècle ?

BERNARD FÉRON

GRANDE-BRETAGNE : refonte de l'administration régionale et locale

### La poll tax est vouée à disparaître

Un peu de confusion peut se révéler utile dès lors qu'il s'agit de brader une partie de l'héritage thatcherien. Des fuites massives, organisées par le gouvernement, permettent à tous les quotidiens d'annoncer, mardi 19 mars, la mort prochaine de la poll tax, l'impôt local instauré par M<sup>re</sup> Thatcher. Mais l'événement lui-même devrait être noyé au milieu d'un vaste plan de réforme des collectivités locales, qui supprimerait nombre d'entre elles. M. John Major cherche visiblement une solution qui lui permette d'en finir une bonne fois avec un impôt très impopulaire sans pour autant paraître trahir ostensiblement « la Dame de fer ».

LONDRES

de notre correspondant

Rarement les confidences auront été aussi nombreuses avant une décision gouvernementale. Celle-ci doit être prise jeudi 21 mars. Le cabinet devra alors se prononcer sur l'abolition de la poll tax, sur le type d'impôt qui doit la remplacer et sur la restructuration de l'administration régionale et locale. Cette réforme considérable a été préparée par M. Michael Heseltine, ministre de l'environnement, qui fut le « tombeur » de M<sup>re</sup> Thatcher en novembre dernier, lors de la crise d'autorité au sommet du Parti conservateur. Les fuites devraient permettre à M. John Major de savoir jusqu'où il peut aller, en fonction des réactions de l'opinion, y compris au sein de son propre parti.

Grand écart

La poll tax elle-même, cet impôt local par tête, identique pour tous, riches et pauvres, sur le territoire d'une même commune, devrait disparaître. Elle serait remplacée par une taxe d'habitation qui, d'une façon générale, serait nettement moins élevée. Celle-ci serait calculée selon la taille de l'habitation, mais elle serait modulée en fonction du nombre d'adultes qui résident sous un même toit. M. Major pourrait ainsi déclarer aux adversaires incertains de la poll tax que celle-ci est supprimée, tout en laissant entendre que le principe cher à M<sup>re</sup> Thatcher, selon lequel tout adulte doit contribuer aux finances locales, ne disparaît pas complètement. Cet exercice de grand écart n'est pas toujours aisé. Recevant, lundi 18 mars, vingt-quatre parlementaires conservateurs furieux devant la perspective de l'abolition de la poll tax, M. Major leur a affirmé que les rumeurs qu'ils entendaient étaient excessives.

Le projet de M. Heseltine consiste en fait à transférer au gouvernement central une partie considérable, certains disent jusqu'à 50 %, des dépenses qui incombent actuellement aux collectivités locales. Nul ne sait très bien où seront trouvées les ressources nécessaires. Une solution possible consiste à augmenter la TVA, plus basse en Grande-Bretagne, sur nombre de produits, que dans la plupart des pays européens. L'Angleterre et le pays de Galles sont divisés en 47 comtés, lesquels comptent à leur tour 333 districts.

Les conseils de comté ont la responsabilité de l'éducation, de la police, des services de pompiers et de l'aide sociale. Les conseils de district sont chargés du logement, du maintien de la voirie et du ramassage des ordures, sauf dans les grandes villes telles que Londres où ils assument les tâches normalement réservées aux comtés.

#### Une centralisation plus forte

M. Heseltine souhaiterait remplacer ce système à double niveau par une administration locale unique. Des référendums seraient organisés pour demander à la population de choisir entre le comté et le district. De nombreux comtés seraient supprimés. Il n'y aurait plus dès lors qu'un seul niveau d'administration locale, qui assumerait la charge de tous les services cités plus haut, avec des allocations plus élevées du gouvernement central. Ces nouvelles collectivités locales auraient des maires élus directement au suffrage universel et disposant de pouvoirs accrus, alors que ceux-ci sont actuellement élus par les conseils et changent pratiquement chaque année.

Il s'agit donc d'une refonte d'ensemble de l'administration locale qui va dans le sens d'une plus grande centralisation. L'éducation et la police, qui sont pour l'essentiel gérées par les comtés, seraient davantage financées et dirigées par le gouvernement central. La création d'un corps national de police serait une des conséquences logiques de cette évolution. Il n'existe en effet que des polices régionales qui se sont révélées à l'occasion, comme dans l'affaire des « six de Birmingham », incapables de faire leur travail correctement. La police métropolitaine de Londres, mieux connue sous le nom de Scotland Yard, apporte déjà son aide technique pour certaines enquêtes. Il s'agirait d'officialiser ce rôle en créant un corps de policiers ayant compétence pour l'ensemble du pays.

Toutefois, la grande réforme fiscale de l'ère Thatcher n'est pas en cause. Les Britanniques devraient continuer à bénéficier du régime le plus simple du monde, comportant seulement deux tranches d'imposition, à respectivement 25 % (pour la plupart des contribuables) et 40 %.

DOMINIQUE DHOMBRES

□ GIBRALTAR : L'armée de terre britannique quitte le « Rocher ». - Le dernier détachement de forces terrestres britanniques présentes à Gibraltar a abandonné officiellement, lundi 18 mars, ses fonctions, mettant fin ainsi à près de trois siècles de présence sur le « Rocher ». Ce départ des dernières troupes terrestres présentes à Gibraltar depuis 1704, sera compensé par le renforcement des effectifs du Gibraltar Regiment, l'unité territoriale locale. La décision de retirer les soldats britanniques avait été annoncée le 5 décembre dernier à Londres par le ministère de la Défense. Selon les autorités britanniques, le maintien d'une garnison à Gibraltar ne se justifie plus maintenant que l'Espagne est membre à part entière de l'OTAN et de la CEE. - (AFP)

A TOUCH OF FRED

Montre "1936". Existe en or jaune, or rose et acier. Version joaillière tout or ou or et diamants. Modèles homme et dame à partir de 16 500 F

6 rue Royale, Paris 8 - 42.60.30.65  
Le Clérigé, 74, Champs-Élysées • Espace "Galeries Lafayette", Paris • Aéroport d'Orly • 92, rue Eugène Coles, Deauville • 21, boulevard de la Croisette, Cannes • Hôtel Loeu, Monte-Carlo • 20, rue du Marché, Genève • Beverly Hills • Houston • Séoul • Tokyo

JOAILLIER

## EUROPE

URSS : le référendum sur la Fédération

## Les grandes villes ont plutôt boudé le « oui »...

Les premiers résultats partiels du référendum du 17 mars sur le maintien de l'Union soviétique montrent que les grandes villes ont plutôt boudé le « oui », qui n'a recueilli que 50,02 % des suffrages exprimés à Moscou, 50,9 % à Leningrad, 44 % à Kiev, 34,1 % à Sverdlovsk. En Russie, la question

supplémentaire sur l'élection d'un président au suffrage universel, test de la popularité de M. Boris Eltsine, fait un bon score à Moscou et à Leningrad.

Les résultats du vote rural pourraient toutefois contrebalancer celui des villes. Les Républiques d'Asie centrale, d'autre part,

ont massivement voté pour l'Union. En Lituanie, l'armée soviétique a libéré, lundi 18 mars, le responsable républicain de la défense, M. Audius Butkevicius, douze heures après l'avoir arrêté (nos dernières éditions du 19 mars).

## En Moldavie, le triomphe du président Smirnov

TIRASPOL

de notre envoyé spécial

Igor Nikolaïevitch Smirnov triomphe. 97 % de « oui » à l'Union dans sa République : qui osera dire mieux ? Les résultats — pas encore officiels — de la petite « République » russeophone du Dniestr, qui s'est déclarée l'an dernier indépendante de la Moldavie nationaliste et roumanophone, confirment avantageusement la ligne prosoviétique de son président communiste.

D'autant plus que la République du Dniestr a voté, selon M. Smirnov, qui avance des chiffres à faire pâlir des dictateurs de républiques bananières, à près de 84 %. Qu'importe si le territoire de cette région russeophone, dont Tiraspol est la « capitale », compte plus de 30 % de Moldaves... « Les Moldaves veulent vivre en Union soviétique, ils ne sont pas d'accord avec les autorités de leur République », affirme-t-il, bien que de l'autre côté du Dniestr, la population moldave ait massivement boycotté le référendum, comme l'avaient demandé les autorités élues de Kichinev, la

capitale moldave. La République de Moldavie était l'une des six Républiques d'URSS (sur un total de quinze) à refuser d'organiser le référendum gorbatchévien du 17 mars.

A Slobodia, ville à majorité moldave mais incluse dans la micro-République du Dniestr, la population a voté, selon lui, à plus de 86 %, dont 98 % pour l'Union... « Si la République moldave avait pu voter, les résultats auraient été similaires », assure Igor Smirnov. Le téléphone sonne pour lui annoncer les résultats de l'autre « République » russeophone de Moldavie déclarée indépendante par des nationalistes de Kichinev, la Gagaouzie. « En République de Gagaouzie, le taux de participation, déclare-t-il, a été de 98 %. Et 98,9 % ont voté pour l'Union ». Voilà qui est mieux. A Kichinev, capitale de la Moldavie soviétique où, dimanche, les nationalistes ont presque totalement bloqué le vote, le président du Dniestr concède 150 000 votants sur 400 000 électeurs, passant sur le fait qu'aucune liste électorale n'était là pour empêcher les votes multiples. Pour

Anna Volkova, membre du soviet du Dniestr, « l'armée soviétique aurait dû intervenir dimanche à Kichinev, mais elle n'a rien fait à cause de la tragédie de Tbilissi » (1) qui fut, comme celle de la Lituanie, « une provocation ». M. Smirnov a téléphoné au ministre soviétique de l'intérieur « mais il n'a rien fait », se désolait-il.

A Kichinev, dénonçant les fraudes, M. Alexandru Mosanu, président du Parlement de Moldavie,

conteste vigoureusement les résultats des républiques du Dniestr et de Gagaouzie. « Le centre, dit-il, continue sa politique basée sur la force et le mensonge ».

JEAN-BAPTISTE NAUDET

(1) Le 9 avril 1989, l'armée soviétique était intervenue contre un rassemblement nationaliste géorgien à Tbilissi, tuant une vingtaine de personnes. Le 13 janvier 1991, quinze Lituanais étaient massacrés à Vilnius.

Sur ses bases-là, une URSS nouvelle peut être mise en place avec des droits réels pour les Républiques ; c'est un pas en avant et je m'en félicite ».

□ Visite de parlementaires français en Lituanie. — Deux sénateurs français, MM. Claude Huriet et Michel Pelchat, et un député, M. Michel Destot, se sont rendus en Lituanie pour assister, le 11 mars, aux cérémonies marquant le premier anniversaire de la proclamation d'indépendance de cette république baltique. À cette occasion, ils ont remis le Prix populaire de la paix au président lituanien, M. Vytautas Landsbergis.

□ Un « succès » pour M. Gorbatchev et un « échec » pour M. Eltsine, affirme M. Marchais. — M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, a estimé, mardi 19 mars sur France Inter, que le référendum sur le maintien de l'Union était « un succès pour Mikhaïl Gorbatchev » et « un échec pour Boris Eltsine, qui est un homme de droite et voudrait ramener l'URSS au capitalisme ». « Il y a un mois, je n'aurais pas parié un kopek sur les résultats », a ajouté M. Marchais en affirmant que M. Gorbatchev a « une majorité pour son projet d'union. »

La visite du ministre allemand des affaires étrangères

## M. Genscher a dû traiter à Moscou de plusieurs différends germano-soviétiques

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Pour sa première visite en URSS comme ministre des affaires étrangères de l'Allemagne réunifiée, M. Hans-Dietrich Genscher s'est efforcé, lundi 18 mars, de dissiper l'impression que le transfert de l'ancien dirigeant est-allemand, Erich Honecker, d'un hôpital de la banlieue de Berlin à Moscou, avait jeté un froid dans les relations avec l'URSS. Les protestations allemandes ne semblent pas devoir aller au-delà des pétitions de principe. Personne, en effet, n'avait intérêt à ce qu'un procès soit l'occasion d'un grand débâcle sur les rapports entre Moscou et Berlin-Est pendant quarante ans.

Le deuxième problème bilatéral concerne le retrait des troupes soviétiques stationnées dans le territoire occidental de l'Allemagne. Là encore, M. Genscher s'est voulu rassurant : le départ de ces soldats suit le calendrier arrêté, a-t-il dit. Cela n'a toutefois pas été le cas en janvier et février, où seulement la moitié du contingent prévu a quitté l'ex-RDA. Les difficultés sont de deux ordres : la Pologne, par laquelle une partie de ces troupes devrait transiter, bloque le passage à cause d'un désaccord sur le calendrier de retrait des troupes soviétiques présentes sur son propre territoire. Varsovie voudrait que tout soit terminé d'ici à la fin de l'année alors que Moscou veut conserver les troupes jusqu'en 1994, sous prétexte qu'elles sont nécessaires au transit de ses forces stationnées en Allemagne, d'où

elles doivent partir avant la fin 1994. Le différend soviéto-polonais pourrait être réglé lors de la visite que le président Walesa doit faire en URSS, mais dont la date n'a pas encore été fixée.

A Bonn, on craint aussi que les Polonais, comme les Soviétiques, demandent une « rallonge » en devises pour accélérer l'évacuation. M. Gorbatchev a d'ailleurs soulevé, devant M. Genscher, le problème du rachat des biens immobiliers soviétiques dans l'ex-RDA.

Les Allemands déportés de la Volga

Les Allemands se sont déjà engagés à verser à l'URSS 13 milliards de DM (environ 44 milliards de francs) pour financer le départ des troupes ainsi qu'à construire des logements en URSS pour les militaires rapatriés, mais les Soviétiques commencent à dire que l'on a vu trop juste. Les Allemands ne paraissent pas disposés à payer plus, du moins tant que les lignes de crédits déjà accordées ne seront pas épuisées et que les transformations économiques en Union soviétique ne permettront pas une utilisation optimale de ces fonds.

A propos des troupes soviétiques en Allemagne, Moscou a, en outre, manifesté une certaine irritation face aux refus des autorités de Bonn de rendre les quelques deux cents déserteurs. L'Etoile rouge, journal de l'armée, soulignait, mardi, que ce refus était contraire aux accords passés.

Enfin, M. Genscher a attiré l'attention de ses interlocuteurs sur le sort

des Soviétiques d'origine allemande, dont il a rencontré des représentants. Ces Allemands, descendants d'immigrés arrivés en Russie par Catherine II, ont été pour la plupart déportés par Staline pendant la guerre, de leur République de la Volga vers le Kazakhstan. Ils seraient encore au total deux millions en URSS. Réunis en congrès à Moscou à la mi-mars, leurs représentants ont réclamé la reconstitution de leur République autonome, laissant clairement entendre qu'un refus de Moscou les pousserait vers l'exode.

M. Gorbatchev a promis à M. Genscher de les recevoir personnellement, mais n'a pris aucun engagement sur la reconstitution de la République de la Volga. Moscou souhaite visiblement régler le problème sans créer un précédent. La situation de l'Union est suffisamment chaotique pour que le pouvoir central ne se lance pas dans des transferts de population et des modifications de frontières entre les Républiques qui ne fassent qu'accroître le démenagement de l'Empire.

Coincidence ? L'Etoile rouge de mardi dénonçait une « opération de diversion idéologique » dans la publication, à Kaliningrad, d'un nouveau journal intitulé le *Messager de Königsberg*, dont la dernière page est rédigée en allemand. « D'un point de vue juridique, Königsberg n'existe pas », affirme le quotidien de l'armée. Une manière comme une autre de mettre en garde contre l'idée évoquée ici ou là d'installer les Soviétiques de souche allemande dans la ville de Kant.

DANIEL VERNET

BELGIQUE

## « Parijs (Paris) »

BRUXELLES

de notre correspondant

Un des charmes — et aussi une des difficultés — du voyage en Belgique, destination plus exotique qu'il n'y paraît depuis Paris, est le multilinguisme franco-néerlandais et la rivalité entre communautés. Sur l'autoroute Paris-Liège, par exemple, des dizaines de panneaux ponctuent le trajet pour indiquer à l'automobiliste qu'il sort d'une région francophone pour entrer dans une autre région, néerlandophone celle-là, et inversement.

Pour faire bonne mesure, le nom des destinations change aussi à chaque fois : la Britannique qui avait pris la route de Liège se retrouve brusquement à destination de Luik, à charge pour lui de

consulter le glossaire approprié. Les autorités viennent de prendre conscience du danger que constituent, pour la sécurité de tous les usagers, les hésitations d'un chauffeur étranger qui, croyant rouler vers Lille, se trouve brusquement devant un panneau indiquant Rijssal, le nom flamand de la métropole française du Nord.

Un arrêté royal publié au *Moniteur* du jeudi 14 mars et modifiant le code de la route tente de pallier l'inconvénient. A partir du 1<sup>er</sup> avril, les destinations étrangères devront être mentionnées dans plusieurs langues. Les gros caractères serviront pour indiquer le chemin dans la langue de la région ; entre parenthèses, et en petits caractères, la langue du pays de la destination sera utilisée. Cela donnera par

exemple en région linguistique flamande : Parijs (Paris) ; en région linguistique francophone : La Haye (Den Haag) ; et en région bilingue : Aachen (Aachen).

Le quotidien le *Saïr*, qui donne ces exemples, souligne que certains panneaux risquent d'être passablement chargés. Pour accorder aux gestionnaires des routes le temps de s'adapter à la nouvelle situation, un délai de mise en application est prévu jusqu'en 1995. Pour compliquer qu'elle soit, cette signalisation est sans doute préférable à l'indigestion systématique de l'anglais, préconisée par certains Belges, qui voient dans le parler anglo-américain un remède aux maux du bilinguisme.

JEAN DE LA GUERVIÈRE

ALLEMAGNE

## M. Björn Engholm a présenté la nouvelle équipe du SPD

M. Björn Engholm, ministre-président du Schleswig-Holstein, qui doit succéder au mois de mai prochain à M. Hans-Jochen Vogel à la présidence du Parti social démocrate, a présenté, lundi 18 mars, au comité directeur ses deux principaux collaborateurs. Il s'agit de M. Karlheinz Blessing, jusqu'à bras droit de M. Franz Steinkühler, président du puissant syndicat de la métallurgie, qui deviendra secrétaire général en remplacement de M<sup>me</sup> Anke Fuchs, et de M<sup>me</sup> Cornélie Sonntag, quarante-neuf ans, députée, qui a été désignée comme future porte-parole du parti.

BONN

de notre correspondant

La relève social-démocrate est ainsi plus « nordique » et plus proche du mouvement syndical. M. Björn Engholm, cinquante et un ans, avait accepté d'ajouter à sa charge de ministre-président du Land le plus septentrional d'Allemagne la responsabilité de diriger le parti après le refus de M. Oskar Lafontaine de devenir chef de l'opposition à Bonn. Il avait cependant mis comme condition que la direction lui donne carte blanche pour choisir les personnes qu'il allait placer aux postes-clés du parti.

Le SPD n'avait en fait guère le choix. La cuisante défaite aux élections législatives du 2 décembre et le retrait boudeur en Sarre de son « porteur d'espoir », M. Lafontaine, avaient laissé un parti dé-

semparé. La guerre du Golfe avait également constitué une épreuve pour une social-démocratie allemande partagée entre ses réflexes pacifistes et son souci de ne pas s'isoler des autres partis socialistes et sociaux-démocrates européens qui soutenaient l'action des alliés.

M. Engholm a réfléchi longtemps avant de choisir ses plus proches collaborateurs, et s'est en définitive décidé pour des personnalités peu connues du grand public, mais dont le parcours indique bien la direction qu'il entend imprimer au parti. M. Karlheinz Blessing, trente-trois ans, économiste et sociologue, est tout à la fois le penseur et le stratège de l'IG Metall, le plus puissant syndicat de branche du monde occidental.

Style

moins baroque

Il s'était attaché ces derniers mois à l'implantation du mouvement syndical dans l'ex-RDA, non sans quelques succès comme le démontre la mobilisation, sous l'égide de l'IG Metall, des manifestants de Leipzig. Sa nomination devrait contribuer à normaliser les relations entre le SPD et les syndicats, qui s'étaient quelque peu dégradées dans la période où M. Lafontaine contestait leur stratégie de lutte pour la diminution du temps de travail sans réduction de salaire.

M<sup>me</sup> Cornélie Sonntag, quarante-neuf ans, sera la première femme à exercer les fonctions de porte-parole du SPD. Ancienne journaliste à la radio de Hambourg, elle a fait son entrée au Bundestag en 1988 comme remplaçante de M<sup>me</sup> Heide Simonis, devenue ministre des finances du Schleswig-Holstein. Elle fait partie de cette « équipe de Nordiques », qui, dans le sillage de M. Engholm, est en passe d'imposer au parti un style moins baroque, mais, espérent-ils, plus efficace que celui de M. Lafontaine.

LUC ROSENZWEIG

GRÈCE

## Rome a demandé à Athènes l'extradition de l'organisateur du détournement de l'« Achille-Lauro »

La police grecque a annoncé, lundi 18 mars, que l'Italie a demandé à la Grèce l'extradition du militant palestinien Abdou Rahim Khaled, accusé d'avoir organisé la prise d'otages à bord du paquebot italien *Achille-Lauro* en octobre 1985. Le « cerveau » de ce détournement a été arrêté le 5 mars à Athènes en compagnie de trois Grecs (le *Monde* du 19 mars). La police a découvert une bombe au domicile des quatre hommes et estime qu'ils préparaient un attentat contre une succursale de la banque Barclays dans la capitale grecque.

Abdoul Rahim Khaled, cinquante-sept ans, est considéré comme le bras droit du chef du Front de libération de la Palestine (FLP), Abou Abbas. Jugé par contumace en Italie, il a été condamné en 1987 à la prison à perpétuité. Lors du détournement, un passager infirme, Léon Klinghoffer, avait été tué et son corps jeté par-dessus bord. — (Reuters.)

□ ROUMANIE : l'ancien chef de la Securitate condamné à trois ans et demi de prison. — La Cour suprême de Roumanie a condamné, lundi 18 mars, à trois ans et demi de prison le général Iulian Vlad, ancien chef de la police secrète (Securitate) pour l'arrestation illégale d'un dissident, M. Dumitru Mazilu durant le soulèvement populaire de décembre 1989. Le général Vlad est impliqué dans deux autres procès. Il est notamment accusé d'arrestation illégale de manifestants et de complicité de meurtres en série. — (Reuters.)

BENJAMIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES



## A Dessau, rien n'a changé...

Plutôt que d'allonger les listes des chômeurs, le gouvernement fédéral préfère payer les entreprises — tant qu'elles sont encore en vie — pour qu'elles gardent leur main-d'œuvre surplu dans leurs effectifs.

La capitale de l'ancienne principauté d'Anhalt n'est pas au bout de ses tracass. S'il n'y a pas eu jusqu'ici encore de faillites retentissantes, ce ne donne pas cher de la peau de plusieurs centaines de milliers de personnes, les chertres aux installations trop vétustes, les déchets dans la chimie. Les dégraissages en cours sont sévères. « 40 à 50 % des places de travail sont menacées dans la métallurgie et l'électromécanique », dit aussi même, soit 10 000 emplois. Mais, récemment M. Messias Schorer, le représentant du syndicat IG Metall, venu de Hanovre pour diriger l'organisation locale. En 1990, les métaux avaient obtenu une garantie de non-liquidation, mais expirait le 31 juin 1991. Sa prolongation n'est pas à l'ordre du jour.

La fragilité de l'industrie locale est encore accentuée par son extrême dépendance (estimée à près de 80 % des commandes) du marché soviétique et des pays d'Europe de l'Est. « Si les contrats avec PURSS sautent, ici personne n'a aucune chance! », souligne M. Schorer. L'exemple typique est la firme Waggonbau Dessau, dont la production de wagons frigorifiques était jusqu'ici pratiquement exclusivement destinée à l'Union soviétique. Au cours du dernier semestre (après l'union monétaire), son chiffre d'affaires est tombé de 404 à 216 millions de deutschmarks.

À la suite de longues négociations entre Moscou et Bonn, qui a garanti un crédit à l'URSS, la société vient de signer pour 1991 un contrat de livraison d'un montant de 500 millions de deutschemarks. « Il n'y aura pas de licenciements massifs », affirme le jeune chef du comité d'entreprise, M. Mathias Putze. Sur les tableaux d'affichage syndicaux, la liste de ceux qui sont au chômage partiel pour la semaine est aussi longue que celle de ceux qui travaillent.

*« On est sauvé pour cette année, assure un jeune homme, mais tout sera à recommencer pour l'année prochaine ».*

« Wagonbau » n'a pas échappé à une réduction de ses effectifs qui sont passés de 3 500 à 2 750 personnes, par le jeu des retraitements anticipés ou des départs volontaires. 250 licenciements sont programmés pour juin prochain. La firme Magnetband, fondée il y a une dizaine d'années pour fournir elle aussi les marchés du Comecon et qui produit des bandes magnétiques a vu ses effectifs fondre également en quelques mois de 2 000 à 600 personnes.

A ce prix, et à condition de trouver des investisseurs, cette entreprise a une chance de s'en tirer sans l'URSS reste solvable, le temps de trouver d'autres débouchés. *O. O.*

*Je recommencerai à travailler* soufflé le directeur, M. Walter Herremann, qui envisage avec optimisme les négociations en cours avec une pool d'investisseurs pour la privatisation de sa société par la Trenhannan et le fameux holding d'Etat auquel est confiée la tutelle des 8 000 entreprises de l'ancienne RDA. Le coût humain des compressions d'emploi est lourd pour la ville. 5 000 per-

de notre correspondant

Les Saxons ne sont pas peu fiers d'avoir été le fer de lance du mouvement de contestation de l'automne 1989 dans l'ancienne Allemagne. L'Est qui précipita la chute du régime communiste et aboutit à la réunification allemande. Un an pour jeter après l'élection du premier et dernier Parlement démocratique de l'ex-RDA, ils ont lancé, lundi 18 mars, Leipzig, un sévère avertissement : chancelier Helmut Kohl. Environ cent quarante mille personnes se sont rassemblées pour protester contre le chômage massif qui sévit dans l'Est.

Si la coïncidence avec l'anniversaire des élections était un peu hasard, le choix d'un lundi ne l'est pas. En 1989, le lundi était à Leipzig le « jour de manifestation » après la prière pour la paix de l'église Saint-Nicolas.

Lundi soir, les syndicalistes, l'association militante de l'Eglise, les mouvements qui ont lancé ce fameux automne 1989 et ceux qui ont manifesté cette année contre la crise du Golfe, se sont réunis sur le Ring, comme il y a un an, pour un nouveau rendez-vous et demi. Et un nouveau rendez-vous est pris pour la semaine prochaine.

sonnes, sur une population de 100 000 habitants, sont parties l'année dernière chercher un travail à l'Ouest.

Antant devraient les suivre cette assemblée, « Ceux qui s'en sont tout d'abord des jeunes, des ingénieurs, des ouvriers qualifiés », remarque M. Thomas Steinberg, passé de l'opposition au régime communiste à la rédaction du journal local *Mitteldeutsche Zeitung*. C'est une perte de matière grise que ne compenseront pas les sommes importantes qui ont été versées officiellement pour atténuer le coût social de la crise. Syndicalistes, patrons, responsables communaux : tout le monde est d'accord pour estimer que l'on va vers la catastrophe si l'on ne réussit pas, d'une manière ou d'une autre, à relancer rapidement l'industrie. « Le couvercle de la marmite est devenu cassé », dit-il, « et il faut donc, le directeur d'Abus, une entreprise de mécano, au point d'une réu-

nion de chefs d'entreprise à l'occasion de la naissance de la société municipale d'encouragement à l'investissement.

Dessau n'est pas Dresde ou Erfurt, mais elle n'est pas sans histoire. À mi-chemin entre Berlin et Leipzig sur l'Elbe, c'est d'abord fief d'une famille princière, les princes d'Anhalt, renommés pour leur avant-gardisme. Dessau était le siège, avant guerre, des fameuses usines d'avions Junkers. Son nom est associé au célèbre mouvement du Bauhaus, qui a tant influencé l'architecture mondiale, et qu'elle a hébergé jusqu'à sa destruction par les nazis. L'école est toujours là. L'exemple du Bauhaus a même guère influencé malheureusement les urbanistes communistes. Détruite à près de 80 % lors des bombardements de 1945, Dessau est l'exemple même d'une reconstruction totale, absurde, avec des centres ville décalés à l'extrême, un ghetto de banlieue différente.

La nouvelle société d'encouragement à l'investissement entend prendre la municipalité par les épaules pour faire le nécessaire. Il faudra aux responsables davantage de poigne qu'aujourd'hui et une bonne dose d'imagination pour redorer le blason de leur cité. Un an et demi après la chute du régime communiste, celle-ci bâille toujours d'ennui autour de sa seule attraction : un énorme théâtre d'environ 1 200 places construit par les nazis.



pas eu de chance. Elle avait trouvé les crédits, mais le géant de l'édition allemande, Bertelsmann, lui a-t-on dit, a fait une meilleure enchère. Beaucoup de ses collègues ont pu en revanche racheter.

Ouvrir un nouveau magasin, lancer une nouvelle société, est une entreprise hasardeuse, car on ne trouve pas d'endroit où s'installer. Les banques ne prêtent que si elles ont des garanties, c'est le cercle

vieux. Tout le monde attend que la municipalité, élue en mai dernier — une coalition composée de tous les partis à l'exception des anciens communistes, et conduite par un maire du parti libéral, M. Jürgen Neubert, — fasse quelque chose. Jusqu'à présent elle a géré l'attente. Le budget de 1991 (130 millions de deutschemarks) a été préparé sans que l'on connaisse les recettes. Elles sont de *facto*, quasiment nulles.

**HENRI DE BRESSON**

CHASSEURS DE TÊTES :  
CARTOON, L'YRACQUE,  
SANTA FE, CAPITALE  
DE L'ART BUSINESS.  
LES MEILLEURS  
PLACEMENTS EN  
PÉRIODE DE CRISE.  
LES BÉBES DE LA  
QUARANTAÎNE.  
MODE : UN TAILLEUR  
HAÛSSENT LE TON.  
LES PARFAITS OMBRES  
DE DESIGN ET LE CLOU  
ME FOUT DU COTTAGE.

JEHANE SADATE :  
« MON MARI VIVANT  
LA GUERRE N'AURAIT  
PAS EU LIEU. »



CATHERINE NAY : rédactrice en chef, éditorialiste à Europe 1, à Paris.  
 « Je suis mariée. Chaque mois, elle vous raconte... Un week-end avec... l'homme de son choix. Et moi-ci, et moi-là... l'un des quadras de l'opposition... »

*Contemporaine. Le magazine des femmes qui ont du pouvoir.  
N° 1. Aujourd'hui chez tous les marchands de journaux.*

## LE GOLFE APRÈS LA GUERRE

### L'ayatollah Khamenei, le guide spirituel de l'Iran, préconise un gouvernement « islamique » à Bagdad

L'intervention de l'Iran dans la guerre civile irakienne se précise de plus en plus. Au cours d'une rencontre avec une délégation libano-palestinienne, le Guide de la république islamique, Ali Khamenei, a déclaré, lundi 18 mars, que le président irakien Saddam Hussein était « dangereux » et « devait partir », et a préconisé un gouvernement « islamique » à Bagdad.

Selon Ali Khamenei, M. Saddam Hussein est « dangereux et nuisible pour le mouvement islamique et pour les intérêts des musulmans ». « Nous espérons », a-t-il dit, « qu'un gouvernement islamique et vraiment populaire arrivera au pouvoir dans ce pays ». Il s'agit de la première déclaration officielle du successeur de l'imam Khomeiny, appelé explicitement à l'instauration d'un régime religieux en Irak. Auparavant, il avait été moins précis et s'était contenté de déclarer que « seul l'Islam pouvait sauver le peuple d'Irak des maux ».

qu'il connaît depuis si longtemps, sous la politique malféique de ses dirigeants ». Pour sa part, le président iranien Rafsanjani avait été plus prudent en invitant à plusieurs reprises Saddam Hussein à se démettre, sans toutefois préconiser la création d'un Etat islamique à Bagdad.

Les grands ayatollahs iraniens - ils sont une demi-douzaine - commentent également à prendre part à la campagne anti-irakienne. L'ayatollah Mohamad Reza Golpayegani, quatre-vingt-neuf ans, et généralement fort discret, a dans un message rendu public lundi, dénoncé « le silence des instances internationales devant les crimes perpétrés par le régime de Bagdad contre le peuple irakien ». Il a stigmatisé en outre les attaques contre les lieux saints de Nadjaf et de Karbala qui, a-t-il souligné, constituent une insulte contre « les sanctuaires de l'Islam et son prophète ».

La radio de Téhéran continue à consacrer l'essentiel de ses informa-

tions à la situation en Irak. Elle a affirmé que, « depuis le début des troubles en Irak, entre douze mille et seize mille personnes ont été tuées dans les villes saintes de Nadjaf et de Karbala ». Le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher, a également confirmé lundi que les lieux saints chiites dans la ville de Karbala, avaient été endommagés au cours des récents combats. Il a par ailleurs confirmé que les rebelles kurdes contrôlent une grande partie du Kurdistan, précisant que les peshmergas semblaient contrôler les villes d'Erbil et de Souleymanieh, tandis que Kirkouk et Mossoul seraient aux mains des forces gouvernementales. Il a ajouté que la situation d'ensemble dans le sud était « incertaine » et que les combats continuaient le long des cours inférieurs du Tigre et de l'Euphrate et aux alentours de Nadjaf et de Karbala. - (AFP)

### M. George Bush souligne l'urgence d'une solution de paix au Proche-Orient

« Il y a des raisons d'espérer » une paix globale au Proche-Orient, a déclaré le président George Bush, lundi 18 mars, en soulignant qu'il fallait faire vite pour ne pas retomber dans le statu quo de l'avant-guerre du Golfe qui serait « inacceptable ».

Le président américain qui venait de recevoir le secrétaire d'Etat, M. James Baker, de retour de sa tournée au Proche-Orient et à Moscou a également ajouté : « Le climat (...) est probablement meilleur qu'il ne l'a jamais été ». Il a toutefois indiqué que M. Baker et lui-même devaient se retrouver pour une nouvelle réunion de travail approfondie sur l'après-guerre.

Interrogé plus tard lors d'une cérémonie à la Maison Blanche, M. George Bush a insisté sur les

trois problèmes prioritaires à régler : celui du Liban, celui du Golfe et la question israélo-arabe. Se refusant à faire état d'un calendrier précis en ce qui concerne une solution au problème israélo-palestinien, le président américain a confirmé que les dates du voyage qu'il envisage de faire au Proche-Orient n'avaient pas encore été fixées. Selon des sources américaines, ce voyage qui devrait conduire M. Bush en Egypte, au

Koweït, en Arabie saoudite, en Israël et peut-être en Turquie devrait avoir lieu dans la troisième ou quatrième semaine d'avril.

Enfin, M. Bush a souligné que la première tâche à laquelle il allait se consacrer serait d'obtenir un cesse-le-feu définitif dans la région du Golfe. A cet égard les alliés préparent un texte de résolution qui devrait être proposé à l'ONU en fin de semaine et qui devrait imposer des sévères conditions à l'Irak. - (AFP)

Un soldat de retour du Golfe tué à Detroit. - Un soldat américain rentré du Golfe a été tué lundi 18 mars, à Detroit (Michigan), dans le quartier où il habitait, d'une balle tirée depuis une voiture, a annoncé la police. Anthony Riggs, un jeune Noir de vingt-deux

ans, était rentré le 8 mars du Golfe, où il s'occupait de batteries de missiles anti-missiles Patriot. Il devait reprendre son poste à la base de Fort Bliss (Texas) la semaine prochaine. On ignore si sa mort a un rapport avec le conflit du Golfe. - (AFP)

#### Au Koweït

#### Triste ramadan

KOWEÏT

de notre envoyée spéciale

« Ah ! ce n'est pas un ramadan ! ». Odette a secoué la tête, l'œil noyé. L'appartement encombré de bibelots, de tapis et de plantes vertes, est éclairé faiblement à la lueur d'une unique bougie «... donnée par une voisine », précise-t-elle en offrant du thé, du riz et en ajoutant : « C'est tout ce qu'on a ». Elle soupire, « mes nerfs sont usés », et s'évanouit tranquillement dans un fauteuil tandis que sa fille nous rassure : « Ce n'est rien, ça lui arrive tout le temps depuis l'arrestation de papa par les Irakiens ».

« Il n'y a pas de maison sans chagrin », dit Nadia, une jeune étudiante en arts décoratifs. Ce ramadan est différent à cause de ceux qui manquent et que l'on a perdus. Nostalgie, frustration, lassitude. Le ramadan à Koweït, cette année, ne ressemble à aucun de ceux que l'on a connus. « Jadis, raconte Leila, le carême était une vraie fête. On se levait tard, on jeûnait, mais, le soir, les rues étaient pleines. Les familles, les amis se réunissaient pour dîner, bavarder, regarder la télévision, grignoter des friandises. On se couchait à 3, 4 heures du matin. C'était le meilleur mois de l'année... ».

Nostalgie. Le couvre-feu a beau être levé depuis le premier jour de la fête religieuse, les rues de Koweït, la nuit tombée, restent désespérément vides. Même la parade qui, chaque soir depuis la libération, remplit le front de mer, a perdu de sa spontanéité. L'euphorie des débuts est depuis longtemps retombée. Finis les drapeaux, les chants, les cris, les tirs de

fusil vers le ciel. Les voitures bondées de gens silencieux défilent dans une routine presque triste.

Fête sociale autant que religieuse, le ramadan, cette année, a perdu l'une de ses caractéristiques : la manque d'électricité et de nourriture a tué toute vie sociale. Si certains Koweïtiens ont été en Arabie saoudite pour procéder à leurs emplettes, la plupart sont restés chez eux craignant de ne pouvoir revenir. « Hier, dit Nadia, l'ordinaire était encore plus limité que les autres jours. On a mangé du riz, du bouillon. D'habitude, la nuit venue, on se gavait de sucreries, de mangues, de fraises. Cette année, on a eu deux oranges. »

#### Un jeûne de huit mois

La télévision, rétable de justice deux jours avant le début du ramadan, ne diffuse qu'une heure d'informations chaque soir. On est loin des programmes spéciaux, particulièrement distrayants, réservés jadis à cette période de l'année. Frustration. La fête souligne plus cruellement encore les privations de la vie quotidienne.

Certains se réfugient dans la prière : « Lorsqu'on a vu la mort de près, on est forcément plus religieux », dit un jeune homme. D'autres se retranchent dans la protestation passive : « Ce matin, raconte un catholique, j'ai rencontré deux de mes voisins musulmans : l'un a sorti une cigarette en disant : « Nous avons déjà jeûné depuis huit mois, pourquoi se priver maintenant ? ».

VÉRONIQUE MAURIS

#### Amnesty International s'inquiète des accusations de torture de Palestiniens

Amnesty International a demandé, lundi 18 mars, une « enquête indépendante » sur de nombreuses informations qu'elle reçoit faisant état d'« arrestations arbitraires et de torture » de Palestiniens et de ressortissants de certains autres pays arabes au Koweït, depuis deux semaines.

L'organisation de défense des droits de l'homme indique que des Palestiniens ainsi que, notamment, des Soudanais et des Irakiens ont été, selon ces informations, « arbitrairement arrêtés et torturés, aussi bien par des civils koweïtiens armés que par des membres des forces armées ». Amnesty note toutefois qu'il « est trop tôt pour que nous puissions confirmer » ces informations.

De son côté, le département d'Etat américain a reconnu, lundi, que des membres des forces de l'ordre et de la résistance koweïtienne maltraitaient des étrangers et en expulsaient certains, mais a assuré que le gouvernement y était opposé et tentait de les en empêcher.

L'ambassade des Etats-Unis à Koweït a trouvé « des preuves de mauvais traitements isolés contre des personnes accusées de collaboration », a déclaré un porte-parole du département d'Etat. - (AFP)

#### DIAGONALES

**D**EUX cent mille morts ? Trois cent mille ? On ne savait toujours pas, cette semaine-là, combien de victimes irakiennes avaient fait la guerre du Golfe ; et 85 % des Français, apparemment, vivaient très bien avec cette approximation.

Après des centaines d'heures de « direct » et de tables rondes entre experts galonnés, il était devenu évident, cette semaine-là, que l'information n'était pas plus fiable, en économie de marché, que dans les pires dictatures ; et on s'accrochait fort bien de ce démenti au catéchisme libéral.

Cette semaine-là, George Bush demanda à toutes les Eglises américaines de remercier le ciel pour la victoire occidentale sur l'obscurantisme. Il était enfin envisageable que la planète entière reconnaisse comme universel le droit *made in USA*, gagé sur la monnaie et les armes les plus éblouissantes. Que les affamés des antipodes courent après les rêves du Mid-West, telle était l'unique pensée de la fin du siècle. Et personne pour trouver à redire à cet « ordre nouveau » du plus performant, sinon quelques tiers-mondistes attardés, quelques curistes masoches.

Cette semaine-là, on s'apprêtait à condamner définitivement l'intégrisme musulman, et à célébrer Léon Bloy, prophète d'un temps sans barguignage politique où Dieu « agit enfin seul, comme il lui plaît ».

Cette semaine-là, le pouvoir ami des faibles décida de taxer les vieilles bagnoles, les buveurs d'eau, et de fêter le printemps par la reprise des expulsions de locataires. On est un Etat de droit ou on ne l'est pas !

Cette semaine-là, un intellectuel chouchou des médias décréta à la fois la fin des malféances à penser... ce qu'il fallait penser de cette faillite, réduisant les espérances depuis des millions d'humilités à des bassesses Rive gauche. La contradiction s'exerçant désor-

### M. Shamir refuse d'envisager la restitution du Golan dès l'ouverture de négociations avec la Syrie

JÉRUSALEM

de notre envoyé spécial

Pas question de négocier avec la Syrie sur le Golan, pas question non plus de se retrouver à une table de discussions avec les Palestiniens réputés modérés qui ont récemment pu rencontrer M. James Baker à Jérusalem. A prendre au pied de la lettre, les déclarations faites, lundi 18 mars, à la Knesset par le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, il semble que le « nouvel état d'Israël » noté par le secrétaire d'Etat américain lors de sa tournée d'après-guerre au Proche-Orient n'aura pas résisté longtemps aux exigences de la politique intérieure israélienne.

Invité par deux partis d'extrême droite participant à sa coalition gouvernementale à « expliquer sur les déclarations d'ouverture à la Syrie faites pendant le week-end à Washington par l'un de ses proches (le Monde du 19 mars), le premier ministre, qui s'exprimait à huis clos devant la commission parlementaire des affaires étrangères et de la défense, a, selon la radio israélienne, fait la mise au point suivante : « Ce que M. Ehud Olmert a voulu dire, c'est que lorsque nous arriverons à la table des discussions, les Syriens pourront

nous réclamer le Plateau du Golan et nous, nous répondrons non. C'est alors que les négociations pourront commencer. »

Cette approche du problème, qui cadre parfaitement avec la stratégie traditionnelle du gouvernement - contacts directs avec les pays arabes sans aucun préalable - pourrait permettre, selon M. Shamir, « de parler de paix, de coopération économique et des chemins qui y mènent ». « Mais je ne connais pas beaucoup de pays », a ajouté le premier ministre, qui serait disposé à mener des négociations à condition d'accepter de renoncer à une partie de leur territoire. »

#### Possible conférence à onze

Occupé depuis 1967, le plateau du Golan n'a pas encore été formellement annexé - comme le fut Jérusalem-Est - mais, depuis 1981, c'est la loi israélienne qui y règne. Une nuance juridique qui explique en partie l'inquiétude de quelques milliers d'Israéliens qui s'y sont installés (le Monde du 23 février).

Quant à une éventuelle conférence à onze (Etats-Unis, URSS, Israël et huit pays arabes de la région) qui pourrait avoir lieu au Caire et dont la presse américaine

se fait l'écho depuis quelques jours, M. Shamir n'a pas voulu s'engager outre-mesure. Tout en réaffirmant son soutien à l'idée d'une initiative régionale, le premier ministre a fait savoir aux députés que « rien de spécifique n'a été programmé » sur ce sujet avec le secrétaire d'Etat américain. Il a fait part, en outre, de sa « ferme opposition » à la participation, au sein d'une délégation jordano-palestinienne, des personnalités nationalistes des territoires occupés qui avaient rencontré M. James Baker la semaine dernière à Jérusalem.

« De Yasser Arafat ou de Fayçal Hussein, a déclaré M. Shamir, je ne sais pas qui est le plus dangereux. » Considéré comme l'un des leaders palestiniens les plus marquants des territoires occupés, M. Hussein, qui dirigeait la délégation reçue par le secrétaire d'Etat, avait fait savoir que le siège de l'OLP à Tunis avait autorisé cette rencontre. Alors qu'un député travailliste lui demandait, lundi, avec quels Palestiniens il accepterait éventuellement de discuter, le premier ministre a rétorqué : « C'est aux pays arabes de trouver des représentants modérés pour remplacer les radicaux de l'ancienne génération. »

PATRICE CLAUDE

BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

### Ce printemps-là

mais en fonction de la surface publicitaire de chacun, aucune voix discordante ne s'éleva ; et personne ne vit dans cette absence de débat un danger pour la recherche de la vérité ou la libre formation des opinions.

Cette semaine-là parut sur les écrans un film de Bertrand Blier, *Merci la vie*, d'où il ressortait que la vérole et le sida étaient les seules malféances de l'existence dignes d'attention parce qu'inevitables ; et on trouva bien artistiquement cette nudesse sans issue, ce gommage des frontières entre le réel et les fantasmes, cet enterrement décisif des luttes économiques sur fond de ciel plein de pus et d'or.

Cette semaine-là, on entendit un vieil anar ex-enfant de la rue reprocher aux ouvriers d'arsenaux, ses frères d'hier, de profiter de la guerre, comme il l'aurait reproché à des patrons, libéraux, eux, de choisir leur gagne-pain ; et personne pour rappeler à cette grande gueule gauloise que l'habileté du capitalisme à « mouiller » ses victimes est la plus sournoise de ses ruses. Depuis que le profit est devenu la « moins mauvaise » des solutions, lui voir des tares, c'est être suspect de préférer Ceausescu.

Cette semaine-là, les jeunes paumés de l'île de la Réunion, comme ceux des banlieues métropolitaines, n'en pouvaient plus de rester le nez collé aux vitrines de la société marchande, et de subir, sans travail, sans même l'espoir de s'endormir, ses incitations de drogueuse. Et personne pour trouver mieux à leur envoyer que les CRS.

Cette semaine-là, des voyous mystérieux ont continué à faire gicler sur nos beaux monuments ravalés de neuf leurs signatures

vaguement arabes, sans même dire - suprême insulte aux honnêtes gens - le pourquoi de ces crachats peints. Et personne pour se demander ce qu'il en coûte de ne posséder sur terre qu'une bombe à saleté bien d'autrui.

Cette semaine-là, les désordres d'Albanie et de Yougoslavie, ainsi que le référendum de Gorbachev, ont confirmé la non-viabilité de tous les communismes, quels qu'ils soient ; et personne, parbleu !, pour regretter la sale alternative faiseuse de goules et de misère.

Cette semaine-là, il fut un peu plus admis que droit, vérité et talent appartaient dorénavant aux seuls détenteurs de la force, de l'entregent et du pognon.

**C**ETTE semaine-là, ce fut aussi celle où les bourgeois ont explosé. C'était si soudain, cette explosion des feuilles futures, cet avenir poisseux qui se déchiffonnait en une nuit, qu'on aurait dit du temps rendu visible, comme les nuages rendent palpable l'espace. La nature était bonne fille, elle si chienne à ses heures avec ses virus furifs, de ne pas manquer le vieux rendez-vous.

Place aux puissants, ou aux faibles ? Ces suintements miraculeux au secret des branches et de nos coeurs, ces fragilités divines brusquement changées en conquête, en gloire : fallait-il y chercher des leçons pour nos affaires humaines ?

C'était tentant, depuis que la raison, discréditée à force d'avoir cautionné des systèmes criminels, ne hasardait plus aucun enseignement, n'osait plus voir, dans les événements, qu'une arborescence sans loi...

Sans loi ? Alors donc ! Celle du plus fort, plus que jamais. Et, cette fois, sans partage, sans appel.

#### EN BREF

■ M. Ricard en Suisse le 26 mars. - M. Michel Ricard se rendra le 26 mars à Berne où il devrait notamment rencontrer le président de la Confédération, M. Flavio Cotti. Il sera accompagné de M<sup>lle</sup> Elizabeth Guigon et de MM. Pierre Joxe et Louis Besson.

■ Inauguration du Centre de prévention des conflits de la CEE. - Le Centre de prévention des conflits, dont la création avait été décidée lors du sommet de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) à Paris en novembre 1990, a été inauguré lundi 18 mars à Vienne. Il est dirigé par M. Bent Rosenthal, un diplomate danois spécialiste des questions militaires, et comprend sept personnes. Un secrétariat permanent de la CEE a été inauguré le mois dernier à Prague. - (AFP)

■ Retour des premiers Mirage-2 000 de l'opération « Daguet ». - Les quatre premiers Mirage-2 000 RDI ayant pris part à la guerre du Golfe sont rentrés, lundi 18 mars, sur la base aérienne 115 d'Orange, en provenance d'Arabie saoudite, où ils étaient stationnés depuis le 18 janvier. Les pilotes ont été accueillis par le général Jean Fleury, chef d'état-major de l'armée de l'air. Mercredi 20 mars, un Jaguar et deux autres Mirage-2 000 RDI devaient regagner la France. Il restera alors dans le Golfe vingt-quatre appareils de combat et de défense aérienne.

LE LIVRE DU JOUR  
MARABOUT

Dr Fitzhugh -  
**Dodson**

Tout se joue  
avant 6 ans

Le best-seller mondial  
de l'éducation



PAN AM 1991  
RAPPORT D'ACTIVITE  
N O . 5

## ET MAINTENANT LES BONNES NOUVELLES.

Dans le monde des affaires, un événement a rarement fait couler autant d'encre et donné lieu à autant de spéculations que l'accord Pan Am/United Airlines, approuvé maintenant à la fois par le gouvernement des Etats-Unis et le gouvernement britannique.

Ses implications promettent d'être particulièrement bénéfiques pour les deux compagnies ainsi que pour les passagers.

United Airlines y a gagné d'importantes nouvelles routes pour Londres. Pan Am un nouveau capital d'exploitation qui lui est essentiel. Et vous, passagers, y gagnerez sur tous les plans.

### PLUS DE MILES A GAGNER POUR LES GRANDS VOYAGEURS, PLUS SOUVENT, VERS PLUS DE DESTINATIONS QUE JAMAIS.

Dans de nombreux pays, là où la réglementation le permet, les compagnies aériennes ont développé des programmes de fidélisation - Frequent Flyer Programs - donnant droit à des voyages gratuits aux passagers ayant accumulé un mileage important.

Alors que de nombreuses compagnies aériennes traitent ces programmes de fidélisation comme de simples promotions, nous, chez Pan Am, nous les avons toujours considérés comme une façon de dire à nos passagers "Merci d'avoir choisi Pan Am". C'est la raison pour laquelle nous avons développé le WorldPass®, programme de fidélisation des voyageurs le plus complet au monde, permanent aux passagers d'accumuler des miles à chaque fois qu'ils volent sur Pan Am. Plus vous volez, plus vous gagnez de miles, pour ensuite les utiliser pratiquement à travers tout le réseau Pan Am, en tant qu'invité Pan Am.

De même, United Airlines a toujours estimé que les grands voyageurs méritaient d'être récompensés, et le fait avec son formidable programme Mileage Plus®.

A partir du 3 avril, chaque programme offrira des améliorations notables, dont l'opportunité de gagner des miles plus rapidement, sur plus de vols, vers plus de destinations que jamais.

Les membres du Mileage Plus de United Airlines pourront désormais gagner des miles sur Pan Am, et inversement, ceux du WorldPass sur United Airlines.

Et chacun de ces programmes offrira maintenant de nouvelles récompenses - le programme de récompense du Mileage Plus proposera les destinations internationales Pan Am et celui du WorldPass comprendra toutes les destinations desservies par United

Airlines - offrant ainsi aux passagers des deux compagnies de multiples destinations à travers le monde.

Les membres du WorldPass volant sur Pan Am bénéficient également de comptoirs spéciaux d'enregistrement, du traitement prioritaire des bagages ainsi que du privilège exclusif de pouvoir réserver à l'avance leurs repas parmi les menus WorldClass Cuisine. Les surclassements commencent à 10 000 miles seulement, les voyages internationaux gratuits à 30 000 miles.

L'accord entre Pan Am et United Airlines a eu une autre conséquence bénéfique. United Airlines a créé un fond de garantie de 100 millions de dollars pour les billets émis par Pan Am. Pour tout renseignement, contactez United Airlines.

### PERSONNE NE CONNAIT L'AMERIQUE LATINE AUSSI BIEN, ET NE L'A DESSERVIE DEPUIS AUSSI LONGTEMPS QUE PAN AM.

L'Amérique du Sud fut le premier des cinq continents ouverts par Pan Am au voyage aérien américain à partir des USA.

Nous avons grandi avec l'Amérique Latine et l'avons aidée à grandir, depuis plus de 60 ans maintenant.

De Mexico à Maracaibo, en passant par Rio de Janeiro, Sao Paulo et Buenos Aires, nous avons des horaires qui peuvent aider à rendre les voyages d'affaires plus faciles et vos vacances plus réussies.

Au cours de l'année 1990, nous avons ouvert trois nouvelles destinations en Amérique Latine - San Pedro Sula, Belize et Managua. En 1991, nous en avons ajouté deux - Cancun au Mexique et Recife au Brésil.

Pan Am offre des correspondances faciles vers 17 destinations latino-américaines importantes, au départ de Miami et New York, nos portes d'entrée vers l'Amérique Latine.

### TOUJOURS N°1 AU DEPART DE L'EUROPE, ET DE LOIN.

L'une des clauses de l'accord entre Pan Am et United Airlines dont on a beaucoup parlé était le transfert d'un certain nombre de routes sur Londres de Pan Am à United Airlines.

Nous souhaitons mettre l'accent sur le fait que Pan Am continue à voler vers Miami et Détroit au départ de Londres (aéroport de Gatwick).

Nous prévoyons pour l'été plus de vols transatlantiques non-stop au départ de

l'Europe continentale et de l'Europe de l'Est que jamais auparavant dans notre histoire. En fait, nous ajoutons des vols directs de Oslo, Amsterdam, Zagreb, Lisbonne et Barcelone pour New York.

Globalement, nous continuons à avoir des vols sans escale à partir d'un plus grand nombre de villes européennes vers les Etats-Unis qu'aucune autre compagnie aérienne au monde.

Au départ de nos principales portes d'entrée américaines, New York, Miami, Détroit, San Francisco, Los Angeles et Washington, Pan Am propose des correspondances pour 40 villes américaines.

### LES BERMUDES, LES BAHAMAS, LES CARAIBES. PAN AM A INVENTE LES VACANCES AU SOLEIL.

Le premier vol commercial américain jamais effectué au-dessus des eaux internationales a été le vol Pan Am à destination des Caraïbes en 1927.

Aujourd'hui, nous volons vers les Bermudes, les Bahamas et les Caraïbes, desservant 18 îles au soleil.

5 nouvelles destinations supplémentaires cet hiver : la Jamaïque aux Caraïbes et 4 desservies par Pan Am Express - Marsh Harbour, Treasure Cay, Rock Sound et Governor's Harbour, toutes aux Bahamas.

Et le plus agréable, c'est que ce large éventail de destinations, associé à la fréquence de nos vols, vous permet à la fois de sélectionner les vacances au soleil qui vous plaisent et de partir lorsque vous le désirez - ou lorsque vous en avez besoin.

### LE MONDE DE PAN AM. TOUJOURS UN TRES GRAND MONDE.

Aujourd'hui, Pan Am continue à être la compagnie aérienne américaine numéro un sur le plan international, volant au départ des 6 plaques tournantes américaines vers plus de 110 villes dans 51 pays sur 5 continents.

Appelez votre agent de voyages ou Pan Am pour toute réservation ou tout renseignement.

Nous sommes impatients de partager notre monde avec vous. Encore et encore.



Thomas G. Plasket  
Président Directeur Général  
PAN AMERICAN WORLD AIRWAYS, Inc.

# PAN AM®

## DIPLOMATIE

Le voyage de M. Roland Dumas au Mexique, au Venezuela et au Nicaragua

### Paris et Caracas insistent sur l'idée d'une conférence pour régulariser le marché pétrolier

A l'issue d'un voyage marathon qui l'a conduit en trois jours dans trois pays - le Mexique, le Venezuela et le Nicaragua, le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, est rentré à Paris mardi 19 mars. A Mexico et à Caracas, il a évoqué le projet franco-vénézuélien d'une conférence des pays producteurs et consommateurs de

pétrole pour éviter les fluctuations trop fortes des cours du brut.

A Managua, il a participé lundi à la séance inaugurale de la septième rencontre ministérielle des pays membres de la Communauté économique européenne et des cinq gouvernements d'Amérique centrale, auxquels se sont joints cette année les représentants du

« groupe des Trois » (Colombie, Mexique, Venezuela).

Au cours d'une brève intervention, il a confirmé la volonté de l'Europe et de la France d'accroître leur coopération avec cette région du monde et d'aider à la consolidation des droits de l'homme en Amérique centrale.

#### MANAGUA

de notre envoyé spécial

Malgré un train d'enfer imposé par la longueur des trajets entre les capitales visitées, et des programmes surchargés, M. Dumas était visiblement ravi par les contacts établis avec ses différents interlocuteurs, auxquels il s'est souvent adressé dans un espagnol très châtié.

Chez le président mexicain, M. Carlos Salinas, il a noté la force de caractère impressionnante pour mener à bien une entreprise, dit-il, visant à transformer le pays en profondeur sur les plans économique et politique. S'agissant de M. Perez, il a souligné sa « sagesse dans la gestion des affaires de son pays » et il a rappelé que, lors d'un séjour à Caracas, en octobre 1989, le président François Mitterrand avait établi des « relations personnelles de grande qualité » avec lui.

M. Dumas a annoncé à cette occasion que M. Perez se rendrait en visite officielle en France au cours du deuxième semestre de cette année. Il a évoqué aussi la « très grande identité de vues entre la France et le Venezuela à propos de la situation dans le Golfe, en particulier sur le point le plus fondamental, le problème palestinien ». Affirmant que « rien de juste ni de stable ne pourra être obtenu en Palestine sans un règlement en profondeur du problème palestinien », il a souligné, « compte tenu des circonstances favorables », l'urgence d'engager le processus de paix en organisant une ou des conférences internationales sur ce thème.

#### M. Komplexov ambassadeur d'URSS à Washington

M. Viktor Komplexov est le successeur désigné de M. Besmertnykh, récemment nommé ministre des affaires étrangères, au poste d'ambassadeur de l'URSS à Washington, ont indiqué lundi 18 mars des sources diplomatiques américaines. Diplômé de carrière âgé de cinquante-neuf ans, M. Komplexov a la même « profil » que son ministre : sorti comme lui de l'Institut des relations internationales de Moscou dans les années 50, il a été deux fois en poste aux Etats-Unis, pendant plus de huit ans au total, avant de prendre, en 1978, la direction du service chargé du même pays au ministère à Moscou.

En décembre 1982, quelque temps après la mort de Brejnev, il laissait ce poste à M. Besmertnykh pour devenir vice-ministre des affaires étrangères, chargé plus spécialement de l'Amérique latine et des relations économiques internationales. A ce titre, il a voyagé bien davantage, ces dernières années, chez les « ennemis » de Washington, tels Cuba et le Nicaragua, qu'aux Etats-Unis, et n'a participé à aucun sommet avec Washington.

Tout en lui donnant leur agrément, les autorités américaines ont tenu à souligner l'impression mitigée que leur a laissée cet ancien de la période de « stagnation ». « Il est généralement considéré comme quelqu'un qui manque quelque peu d'humour, comme un partisan de la ligne dure, et à l'occasion comme un polémiste », a commenté l'un de ces responsables.

#### M. Michel Levêque ambassadeur à Rabat

M. Michel Levêque a été nommé ambassadeur de France au Maroc en remplacement de M. Jean-Bernard Mérimée.

[Né en 1933, M. Michel Levêque est licencié en droit et ancien élève de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer. Il a été notamment en poste à Moscou, Sofia, Tunis et Bruxelles - comme conseiller politique auprès du secrétaire de l'OTAN. Directeur adjoint des affaires africaines et malgaches à l'administration centrale de 1983 à 1985, il a été ambassadeur à Tripoli de 1985 à 1989. Depuis, M. Levêque était directeur des affaires africaines et malgaches au ministère des affaires étrangères.]

Haiti a occupé une place plus importante que prévu dans une conversation de trois heures dimanche avec le chef d'Etat vénézuélien. « Nous avons constaté, a déclaré le ministre français, une volonté commune d'aider la démocratie en Haiti et d'agir ensemble dans notre appui au président Aristide pour assainir la situation inquiétante dans laquelle il a trouvé son pays : confusion des pouvoirs, rôle de l'armée, désorganisation de l'Etat, etc. » La France pourrait notamment participer à la reconstruction du réseau électrique, qui est en très mauvais état.

Le projet d'une conférence visant à « rapprocher » les producteurs et les consommateurs de pétrole a été évoqué à Caracas et à Managua. M. Dumas a rappelé qu'il s'agissait de l'origine d'une initiative de M. Perez et que celle-ci était devenue depuis une « proposition franco-vénézuélienne visant à régulariser le marché du brut, la crise du Golfe ayant réitéré la fragilité du marché pétrolier ».

« Il ne s'agit pas, a-t-il ajouté, d'une démarche similaire à celle des Etats-Unis qui veulent avant tout assurer leur approvisionnement. Notre objectif consiste à éviter les fluctuations trop brutales qui nuisent aussi bien aux pays producteurs que aux pays consommateurs, les baisses de prix pouvant remettre en cause les projets de développement de ces derniers. » M. Dumas a annoncé que des consultations auraient lieu dans les prochains jours avec l'arrivée à Mexico d'une mission française chargée du dossier et le voyage à Paris de « personnalités vénézuéliennes ».

A Mexico comme à Caracas, le ministre a « constaté et regretté les insuffisances des rapports bilatéraux ». Plusieurs projets d'investissement ont été évoqués, en particulier avec le Mexique, où France-Télécom a récemment pris une importante participation dans Telcel, au moment de la privatisation de la société des téléphones.

Selon M. Dumas, le Mexique, « partenaire de l'avenir », souhaiterait accroître la coopération avec la France - son sixième partenaire économique - dans les secteurs des transports (trains et prolongement du métro), du traitement des eaux, de l'environnement mais aussi dans l'amélioration de l'enseignement, avec la création d'écoles sur le modèle des instituts universitaires de technologie. Le ministre a rencontré à deux reprises le responsable de l'éducation, M. Manuel Bartlett, et annoncé que celui-ci inviterait son collègue français, M. Lionel Jospin, à se rendre à Mexico pour « approfondir les discussions sur ce thème ».

#### Eloges à M. Chamorro

Le séjour à Managua s'est déroulé dans un contexte tout à fait différent, compte tenu de la tragédie économique que vit ce pays après plus de dix ans de guerre et de révolution. C'est une capitale qui porte encore les marques du séisme de 1972 qui accueille cette année la réunion des ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne et des pays d'Amérique centrale (la rencontre a lieu alternativement en Europe et en

Amérique centrale depuis 1984). Au Nicaragua, il a donc été davantage question d'assistance économique, notamment que d'échanges économiques. M. Dumas a évoqué la « possibilité d'une aide exceptionnelle » en faveur de ce pays. Il a abordé en même temps les problèmes que poserait l'extension aux pays d'Amérique centrale des avantages douaniers accordés aux produits tropicaux en provenance des pays andins pour les aider à lutter contre la culture de la coca en développement des produits de substitution. La Commission européenne devra donc étudier le préjudice subi par l'Amérique centrale pour décider s'il y a lieu de lui accorder de tels avantages.

Les autorités nicaraguayennes ont fait part de leur « très grande satisfaction » à propos de la « solidarité » exprimée par M. Dumas à l'égard du processus de démocratisation engagé depuis la victoire de M. Chamorro aux élections de février 1990 qui ont mis fin à dix ans de révolution sandiniste. Il est vrai que le ministre a eu des mots très agréables pour le président, dont il a vanté « le charme tranquille et l'autorité naturelle qui lui ont permis de convaincre tous les secteurs de la société d'accepter un plan d'insécurité extrêmement dur ». « En privilégiant le dialogue et la conciliation, a-t-il ajouté, elle a fait avancer la démocratie, et la France l'aidera donc dans toute la mesure de ses moyens. »

BERTRAND DE LA GRANGE

## A TRAVERS LE MONDE

### BULGARIE

Deux travailleurs immigrés vietnamiens tués lors d'affrontements avec la police

Le gouvernement vietnamien a officiellement protesté, lundi 18 mars, à la suite d'incidents entre travailleurs immigrés vietnamiens et police bulgare, qui ont fait deux morts et une vingtaine de blessés dimanche à Sofia. Le vice-ministre vietnamien des affaires étrangères a demandé à la Bulgarie que soient « punies sévèrement les personnes ayant causé cet incident grave et que soient prises des mesures urgentes et fermes pour mettre fin à ces activités » envers la communauté vietnamienne, dont les effectifs sont estimés à environ treize mille.

Ces Vietnamiens, qui travaillent pour des entreprises bulgares en vertu d'accords signés par les anciens dirigeants communistes de Bulgarie, ont la réputation d'être responsables de nombreux délits. Environ sept mille sont sans emploi et attendent leur rapatriement. De nombreux Vietnamiens se trouvent dans une situation similaire dans les autres pays d'Europe de l'Est et en URSS. (AFP.)

### COLOMBIE

Le cartel de Medellín menace de reprendre la guerre

Les « extradables », bras armé du cartel de la drogue de Medellín, ont menacé lundi 18 mars, dans un communiqué à la presse, de reprendre la guerre contre les autorités. Ils affirment qu'ils feront exploser des bombes d'une tonne de dynamite chaque fois qu'un des leurs sera arrêté par la police. Ils annoncent également que les journalistes qu'ils retiennent en otages « seront exécutés si les disparitions de nos compa-

gnons se poursuivent ». Les « extradables » détiennent depuis six mois M. Francisco Santos, directeur de la rédaction du principal quotidien colombien, *El Tiempo*, et depuis quatre mois M. Maruja Pachon, directrice de l'institut cinématographique Focine. (AFP.)

### ITALIE

Décès du ministre du travail Carlo Donat Cattin

Carlo Donat Cattin, ministre du travail italien, est mort dans la nuit du dimanche 17 au lundi 18 mars dans une clinique de Monaco, à l'âge de soixante et onze ans. Il a succombé à des complications rénales et respiratoires à la suite d'une intervention dans un centre de chirurgie cardiaque de la principauté.

Né en 1919 en Ligurie, connu pour ses talents oratoires parfois abrupts et sa pugnacité de négociateur, il avait débüté comme journaliste avant de s'engager dans le syndicalisme chrétien. Député démocrate-chrétien de Turin en 1958, puis ministre du travail en 1969, il avait réussi une médiation difficile entre le patronat italien et les syndicats des métallurgistes durant « l'automne chaud » de 1969, soutenant dans les faits les revendications des leaders syndicaux. Par la suite, il avait été ministre chargé du Mezzogiorno, de l'Industrie et de la Santé avant de retrouver le poste de ministre du travail en juillet 1989. Sa disparition porte à trois le nombre des portefeuilles vacants dans le gouvernement. (AFP.)

INDE : cinquante-six morts au Pendjab. - Vingt-sept extrémistes sikhs militant en faveur de l'indépendance du Pendjab ont été tués par les forces de sécurité indiennes, au cours de fusillades, samedi 16 et dimanche 17 mars, a annoncé lundi l'agence indienne PTI. Vingt-neuf autres personnes - des civils, pour la plupart - ont trouvé la mort dans des incidents liés à la campagne sikh. (AFP.)

## AFRIQUE

SOMALIE : face aux risques de disette et aux rivalités claniques

### Le gouvernement provisoire souhaite obtenir la reconnaissance des pays arabes

Le premier ministre, M. Omar Artah Ghaleb, devait entamer, lundi 18 mars au soir, une tournée dans les pays arabes (Arabie saoudite, Emirats arabes unis, Qatar, Oman et Bahreïn), afin de faire reconnaître le gouvernement provisoire installé à Mogadiscio et d'obtenir des aides financières pour la reconstruction du pays. De son côté, le secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, était attendu, mardi, en Somalie. M. Kouchner devrait faire escale à Mogadiscio, Berbeira et Hargeisa, avant de gagner l'Ethiopie, jeudi, pour une visite de quelques heures.

#### MOGADISCIO

de notre envoyé spécial

Sanglés dans leur uniforme beige, bérêt bleu sur la tête, les policiers ont réapparu dans les rues de Mogadiscio, après deux mois d'absence. Sans armes, munis de leur seul sifflet pour réguler une circulation qu'ils jugent anarchique, ils sont surtout là pour rassurer la population et symboliser ce retour à la normale voulu par les autorités.

Dans les quartiers, les habitants se mobilisent contre l'insécurité. Ils s'organisent sous la direction d'un responsable, appuyés par des miliciens du Congrès de la Somalie unifiée (CSU), le mouvement armé qui contrôle la capitale. Après l'anarchie, les pillages et les vols qui ont eu lieu pendant la « bataille de Mogadiscio », ces mesures d'autodéfense collective permettent, sans nul doute, de réduire la délinquance.

A l'aéroport, les policiers veillent désormais à ce qu'aucune arme ne circule. Il y a deux semaines, l'arrivée d'un avion-cargo italien avait fait monter la tension sur le tarmac, où des dizaines de personnes attendent toujours de pouvoir quitter la Somalie. Au moment où l'ap-

#### Sauvageage alimentaire

Tant que les combats continuent contre les derniers fidèles de l'ancien président Siyad Barre, explique un officiel, il sera difficile de désarmer les miliciens. « Et comment accueillir de nouveaux délinquants en prison, ajoute-t-il, alors que nous n'avons pas les moyens de nourrir les détenus ? »

A Mogadiscio, on s'affoie à l'idée que les secours arrivent pas à temps et que les pénuries alimentaires entraînent une nouvelle vague de pillages. Les stocks s'épuisent et aucune livraison massive n'est en vue. Les Italiens ont opté pour le sauvetage : quelques tonnes de vivres déposées, ici et là, dans les grandes villes somaliennes. Incompréhensible pour beaucoup, l'attitude italienne signifierait, selon les observateurs, que Rome donnerait beaucoup plus si les Somaliens s'attaquaient à la réunification du pays.

« En ce moment, nous avons des problèmes bien plus cruciaux que la réunification nationale, rétorque le docteur Mohamed Daher, chargé de réorganiser les services de santé. Nous ne demandons pas que l'on reconnaisse le gouvernement provisoire mais les besoins vitaux de la population. »

Les diplomates hésitent, eux aussi, à s'aventurer en Somalie, mais leur préoccupation se réfère aux divisions claniques plus qu'à l'insécurité. L'ironie du sort veut qu'aujourd'hui la volonté de dialo-

gue du gouvernement soit annihilée par l'impossibilité de communiquer avec les autres forces politiques, notamment le Mouvement national somalien (MNS), qui contrôle le nord du pays. Le réseau téléphonique est hors d'usage et le dernier avion qui assurait les liaisons intérieures vient de tomber en panne.

« Il nous faut un gouvernement mandaté par le peuple, insiste M. Hussein Bod, président du comité exécutif du CSU, et cette conférence de réconciliation nationale doit avoir lieu. » Le gouvernement provisoire, soupçonné par les autres mouvements d'être à la solde du CSU, a fini par accepter de les consulter pour fixer la date et le lieu de cette réunion, que certains voudraient voir se tenir en terrain neutre.

#### Des voisins aux aguets

Autre sujet d'inquiétude pour les dirigeants du CSU : l'évolution de la situation à Kisimayo, le grand port du Sud, où se retranchent les derniers fidèles de l'ex-président : ces soldats professionnels résistent toujours aux combattants inexpérimentés du CSU. Et la population d'origine darod (confédération de clans opposés aux Hawiye du CSU et aux Issaks du MNS) aurait décidé de faire front contre ces communautés rivales et de s'opposer à leur domination.

Dans les pays voisins, on suit la situation avec attention. Le Kenya a accueilli quelques boat people qui ont débarqué à Mombasa.

CENTRAFRIQUE : nomination d'un premier ministre. - Le président Kolingba a nommé, vendredi 15 mars, à la tête du gouvernement, M. Edouard Frank, cinquante-sept ans, ancien ministre d'Etat chargé de la coordination du conseil des ministres et des relations avec le Parlement. Auparavant, le président assumait lui-même la direction du gouvernement. « Nous devons ouvrir

alors que les dignitaires de l'ancien régime ont investi les grands hôtels de Nairobi. Mais, à Mogadiscio, on se dit préoccupé par la réserve kenyane, qui pourrait cacher un soutien non avoué aux nouveaux rebelles qui tiennent Kisimayo et la région frontalière.

L'Ethiopie, qui se méfie des visées de son voisin sur l'Ogaden, n'a pas non plus réagi au changement de régime à Mogadiscio. Mais elle n'a jamais fait mystère de son soutien aux maquisards du MNS. Cherche-t-elle à exploiter l'immunité qui oppose, au sein du CSU, le président provisoire, M. Ali Mahdi, et le général Aidede, son rival malheureux, voire à attiser la sourde concurrence que se livrent les Hawiye et les Issaks ? Une Somalie divisée et affaiblie rassurerait le président Mengistu, qui, de surcroît, fait face, en ce moment, à une offensive généralisée des rebelles tyréens et tigréens.

Le gouvernement provisoire a déjà annoncé l'envoi d'une délégation à Addis-Abeba puis à Nairobi. Pour l'heure, la Somalie, tournée sur elle-même, affronte des problèmes plus graves que l'isolement diplomatique, à savoir la sécheresse et la disette. Le Comité international de la Croix-Rouge a déchargé 350 tonnes de vivres et de médicaments dans le port de Mogadiscio. Selon les estimations de l'UNICEF, quatre millions et demi d'autocrates ont besoin d'une aide d'urgence.

JEAN HÉLÈNE

grandes les portes et procéder à un rassemblement afin que tous les fils du pays se sentent concernés par l'œuvre importante à mener », a notamment déclaré M. Frank. (AFP, Reuter.)

ETHIOPIE : les étrangers ont commencé à quitter Addis-Abeba. - Les familles de diplomates en poste à Addis-Abeba ont commencé à quitter le pays, en raison des combats qui ont

## Dernier déb

Pour la deuxième fois cette année, les députés et les sénateurs vont retrouver, mardi 19 mars, le chemin du Parlement pour une session extraordinaire. Elle les verra jusqu'à la session ordinaire de printemps (2 avril). Les parlementaires avaient été convoqués le 18 janvier dernier pour approuver la participation de la France à la guerre du Golfe. Ils devaient, en outre, tirer les enseignements de ce conflit en attendant, dans l'attente d'une session extraordinaire, une déclaration du gouvernement suivie d'un débat sans vote. Le travail législatif commencerait mercredi avec l'examen, à l'Assemblée nationale, du projet de loi instituant une préparation de la défense globale de l'hexagone, dont (DGF) en faveur des communes vulnérables d'Alsace. Le débat débutera mardi 19 mars et se poursuivra mercredi 20 mars. Le Sénat, de son côté, se réunira le 20 mars. La séance de mardi 19 mars, dans le salon jaune de l'hôtel Matignon, sera la dernière réunion d'information sur le Golfe entre le premier ministre, ses collaborateurs et les députés et sénateurs qui, durant toute la guerre du Golfe, ont obtenu, sous une information privilégiée, une confidentialité, l'heure est venue de leur en rendre compte.

## La majorité est au projet de statut d

Le Sénat devait examiner en première lecture, mercredi 20 mars, le projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse, adopté le 24 novembre dernier par l'Assemblée nationale. Lundi 18 mars, M. Philippe Maréchal, ministre de l'Intérieur, a indiqué qu'il entend défendre « avec aucun doute d'aucun article premier du texte, qui introduit la notion d'indépendance administrative de la collectivité corse », soutenu par la majorité sénatoriale.

Le Sénat souhaitait prendre un temps pour examiner le projet de loi reformant le statut de la Corse. Les circonstances l'ont empêché de le faire. Le rapporteur du projet, M. Jacques Larché (RPR et ind. Somme), a indiqué qu'il entend défendre « avec aucun doute d'aucun article premier du texte, qui introduit la notion d'indépendance administrative de la collectivité corse », soutenu par la majorité sénatoriale.

Par trois fois, le texte a été voté. En Corse, la tension s'est levée à l'annonce de l'adoption de la loi. A Paris, M. Pierre Joxe, qui s'était constamment investi dans le dossier, a réitéré la phrase : « L'indépendance administrative de la collectivité corse est une victoire ». M. Joxe a souligné que la loi « introduit la notion d'indépendance administrative de la collectivité corse », soutenu par la majorité sénatoriale.

La majorité sénatoriale, qui s'est tiend volontiers, au sujet de la Corse, à un discours sécuritaire.

**itec II**

220 F 154 F 205 F 200 F

France 200 F, France 100 F, France 250 F, France 225 F

50 ذامن الإمل



# POLITIQUE

Le Parlement en session extraordinaire

## Dernier débat sur le Golfe avant la reprise du travail législatif

Pour la deuxième fois cette année, les députés et les sénateurs vont retrouver, mardi 19 mars, le chemin du Parlement pour une session extraordinaire. Elle les mènera jusqu'à la session ordinaire de printemps (2 avril). Les parlementaires avaient été convoqués en session extraordinaire le 16 janvier dernier pour approuver la participation de la France à la guerre du Golfe. Ils devaient, dès mardi, tirer les enseignements de ce conflit en entendant, dans l'une et l'autre assemblée, une déclaration du gouvernement suivie d'un débat sans vote. Le travail législatif commencera mercredi avec l'examen, à l'Assemblée nationale, du projet de loi instituant une péréquation de la dotation globale de fonctionnement (DGF) en faveur des communes urbaines défavorisées (le Monde daté 17-18 mars) et celui, au Sénat, du projet de statut de la Corse.

La scène se déroule, le 28 février dernier, dans le salon jaune de l'hôtel Matignon. C'est la dernière réunion d'information sur le Golfe entre le premier ministre, ses conseillers et les délégations de parlementaires qui, durant toute la guerre du Golfe, ont obtenu, ainsi, une information privilégiée et confidentielle. L'heure est aux

adieux. « La politique va reprendre ses droits », souligne M. Michel Rocard après cette longue pause consensuelle. « Oui, on va se retrouver sur la gauche », plaisante le président du groupe RPR du Sénat, M. Charles Pasqua. « J'ai été heureux de la façon dont nos réunions se sont déroulées et de la manière dont chacun s'est comporté », reprend le premier ministre, en soulignant la qualité des échanges et le respect par tous de la règle du silence.

L'opposition va-t-elle chercher à rompre le « charme » d'autant plus brutalement qu'elle a été contrainte à une cure de silence ? Le RPR a déjà annoncé une « bataille d'amendements » contre le projet de M. Michel Delebarre sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF). M. Bernard Pons, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, a donné le ton en annonçant que le temps du consensus est « terminé ». « Nous voulons apparaitre, a-t-il déclaré, comme l'élément dynamique au sein de l'opposition pour dénoncer la politique économique et sociale du gouvernement. »

L'examen du projet de réforme de l'administration territoriale, celui, en seconde lecture, du statut de la Corse, la réforme du mode de scrutin régional fourniront matière à débats. Pour autant, il n'est pas sûr que le débat dérape dans l'hémicycle, ni que le RPR, toujours en pointe des chevaliers de l'opposition depuis juin 1988, soit suivi sans ciller par les troupes UDF et UDC.

Comme le faisait remarquer M. Jean Auroux, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, les hommes politiques ont plutôt « redoré leur blason », ces derniers temps, grâce à leur attitude pendant la guerre du Golfe. Nombreux sont les parlementaires, de droite comme de gauche, qui souhaitent préserver ce capital, en évitant, par exemple, de donner de nouveau le spectacle souvent pitoyable des séances de questions d'actualité du mercredi.

L'UDF a publié, au début du mois de mars, un communiqué précisant qu'elle entend « conduire sa mission d'opposition et de proposition en gardant un ton mesuré, cohérent avec son attitude pendant la crise internationale ». Les adhérents directs de la confédération, par la bouche de M. Pierre-André Wiltzer, député (UDF) de l'Essonne, ont émis le souhait de voir le débat politique conserver la « dignité » observée tout au long de la crise du Golfe. M. Raymond Barre, tout en exprimant des réserves sur les trois textes qui viendront en discussion lors de la session extraordinaire, déclare, dans le numéro de mars du mensuel Vie publique, qu'il n'y est pas fondamentalement hostile.

### « Poser les vraies questions »

Les centristes se félicitent de ces propos, qui les confortent dans leur souci ancien d'avoir, face au gouvernement, une attitude d'opposition « constructive ». Confor-

mément à une tactique parlementaire maintenant bien rodée, M. Pierre Méhaignerie, président du groupe UDC, a présenté à l'avance les amendements au projet de DGF dont dépendra le vote final de ses amis. A Matignon, on se dit, bien sûr, ouvert à la discussion. M. Charles Millon, président du groupe UDF, n'écartera pas, quant à lui, la possibilité d'aboutir à des « convergences ».

Elles sont, selon lui, envisageables sur les dossiers de l'immigration, de l'éducation ou de la politique de la ville, mais à condition que le gouvernement « pose les vraies questions et accepte le débat », insiste-t-il. Très sévère pour le premier ministre, qu'il accuse de vouloir assécher toute discussion, il estime qu'une saine confrontation permettrait à chacun de trouver ses marques. « S'il y avait un premier ministre comme M. Joxe, dit-il, on se « baignerait », mais, au moins, les débats seraient francs et constructifs. »

Le premier ministre devra, une nouvelle fois, jouer sur des majorités variables pour faire adopter ses projets. Sa situation n'a jamais été confortable depuis juin 1988, mais il est parvenu, jusqu'à présent, à faire passer ses textes en n'utilisant que modérément, quoi qu'on en dise, le fameux article 49, alinéa 3 (engagement de responsabilité, qui ne supprime pas la dernière session a montré que la conjonction des contraires (UDF-RPR-UDC-PCF) dans le vote d'une même motion de censure ne suffit pas à menacer l'existence du gouvernement.

C'est, d'ailleurs, l'un de ses atouts face à ceux que l'on présente, ici ou là, comme ses successeurs potentiels. Le gouvernement n'a pas de majorité absolue à l'Assemblée nationale, mais il y a des « majorités Rocard » de substitution.

Les difficultés viendront-elles des rangs du groupe socialiste ? Certains amis de M. Jean-Pierre Chevènement ont « franchi le Rubicon », le 16 janvier, en ne votant pas la déclaration du gouvernement ou en s'abstenant.

Sur plusieurs dossiers, celui des

retraites, notamment, ils avaient déjà marqué nettement leur différence. Poursuivront-ils dans cette voie ? La convention nationale du PS des 6 et 7 avril permettra peut-être d'y voir plus clair en attendant un éventuel retour au Parlement de M. Chevènement.

Pour provoquer une législative partielle, sa suppléante, M<sup>me</sup> Gilberte Marin-Moskovitz, est toute disposée à se démettre de son mandat dès qu'on le lui demandera.

PIERRE SERVANT

## M. Michel Rocard « espère » ne pas recourir au « 49-3 »

M. Michel Rocard a indiqué, lundi 18 mars, sur Antenne 2, qu'il souhaite trouver « la majorité la plus large » pour voter le projet de loi sur la réforme des finances communales. Le premier ministre « espère » qu'il pourra éviter d'avoir recours à l'article 49, alinéa 3 (engagement de responsabilité du gouvernement), pour faire passer ce projet, mais il ne fera « pas de compromis » sur l'enveloppe financière de la « redistribution nécessaire » qu'il attend du vote de ce texte pour mettre en œuvre la solidarité entre communes riches et communes pauvres (400 millions de francs la première année, 1 milliard de francs la

deuxième) afin de sortir d'un état de fait « scandaleux ».

Interrogé sur le fait que cette session allait entraîner la fin du consensus et la reprise des « affrontements » politiques, M. Rocard, après avoir rendu hommage à l'« esprit de responsabilité » des élus et de l'ensemble de la population pendant la guerre du Golfe, a affirmé : « Depuis quand est-ce que les Parlements de la planète devraient être unanimes pour que l'on soit content ? En démocratie, il est logique que l'on discute. Je vous signale (...) que les Parlements, cela succède à l'arbitraire des rois et des empereurs. »

AN SÉNAT

## La majorité est hostile au projet de statut de la Corse

Le Sénat devait examiner en première lecture, mercredi 20 mars, le projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse, adopté le 24 novembre dernier par l'Assemblée nationale. Lundi 18 mars, M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur, a indiqué qu'il entend défendre « sans aucun état d'âme » l'article premier du texte, qui introduit « la notion absolument nécessaire » de « peuple corse », contestée par la majorité sénatoriale.

Le Sénat souhaitait prendre son temps pour examiner le projet de loi réformant le statut de la Corse. Les circonstances l'auront servi au-delà de ses espérances. Le rapporteur du projet, M. Jacques Larché (Rég. et ind. Seine-et-Marne), président de la commission des lois, avait obtenu un premier sursis en décembre dernier. Les événements du Golfe, en repoussant la session extraordinaire prévue à cet effet à la fin du mois de janvier, ont fait le reste.

En trois mois, le contexte a évolué. En Corse, la tension née de la vague d'assassinats de l'autonomie est retombée. A Paris, M. Pierre Joxe, qui s'était considérablement investi dans le dossier, a cédé la place à M. Marchand, et l'opposition fournit ses armes en vue de la bataille qui s'annonce pour la réforme de la dotation globale de fonctionnement. La tâche du nouveau ministre de l'Intérieur n'en sera pas pour autant facilitée. Vouloir « étudier un texte au fond », en langage sénatorial, doit se comprendre comme une façon honnête de s'opposer fermement au gouvernement.

La majorité sénatoriale, qui s'en tient volontiers, au sujet de la Corse, à un discours sécuritaire,

n'éprouve guère d'attrait pour cette réforme du statut, perçue comme un cadeau fait à la minorité nationaliste. Conformément au souhait de M. Larché, une délégation de sénateurs de la commission des lois s'est rendue en Corse à la mi-janvier, soit au plus fort de la crise du Golfe. Le moment était mal choisi. Après avoir entendu plusieurs acteurs institutionnels de l'île, la mission, d'ailleurs dédoublée par les élus nationalistes, devait regagner précipitamment Paris au bout de quarante-huit heures, pour cause de session extraordinaire du Parlement.

Le rapport adopté la semaine dernière en commission des lois vide en partie de son sens le projet de loi. En s'opposant à une refonte des listes électorales, en refusant l'existence d'un véritable pouvoir exécutif et en réécrivant entièrement le fameux article premier du projet, relatif au « peuple corse » (le Monde du 15 mars), M. Larché fait la part belle aux revendications d'un des détracteurs les plus obstinés du projet, M. François Giacobbi, sénateur (Rassemblement de Haute-Corse, qui s'est beaucoup dépensé pour convaincre ses collègues de la justice de ses vues. La portée du projet devrait donc être singulièrement atténuée après son passage à la « moulinette » sénatoriale.

Cependant, l'opposition, très largement majoritaire au palais de Luxembourg, ne parlera pas d'une seule et même voix. Une autre mission, composée de deux sénateurs centristes, MM. Jacques Golliet (Haute-Savoie) et Marcel Rudloff (Bas-Rhin), a retiré de son voyage en Corse des enseignements plus nuancés, mais ces quelques réserves ne devraient pas ébranler la majorité sénatoriale.

GILLES PARIS

## Les habits neufs de François Mitterrand

Suite de la première page

Contentons-nous d'observer que la guerre a porté un coup mortel à quelques mythes nationaux, qui semblaient avoir débouté, qu'ils appartiennent à la gauche (l'anti-impérialisme, et sa version positive, le tiers-mondisme), à la droite (l'indépendance nationale, la politique dite arabe de la France), ou au centre (la perspective d'une Europe supra-nationale). Non pas qu'il faille imaginer M. Mitterrand tapi dans l'ombre, attendant le moment où il pourrait enfin liquider un héritage pesant, celui du général.

Plus sûrement, la guerre a jeté une lumière crue sur une certaine réalité. La référence au gaullisme devient en effet de plus en plus historique, elle est de moins en moins opérationnelle, elle ne fonctionne plus comme un interdit, pas plus qu'elle n'est une occasion de clichés internes (autres que marginaux), qui obligent à continuer de s'en réclamer. Si bien que se renouvellent sous nos yeux la conception de la relation avec les Etats-Unis, comme la vision que l'on a de l'ONU ; l'idée que l'on se fait des rapports avec les pays arabes, comme la vision que l'on peut avoir de la construction européenne, pour ne citer que ces quelques exemples.

### Le soutien à l'Amérique

Les Etats-Unis ? François Mitterrand joue sans complexe le soutien à l'Amérique, qui est une constante personnelle, quand de Gaulle lui opposait un démarque quasi systématique. Mais outre que George Bush n'a rien à voir avec Lyndon Johnson, l'opinion française elle-même, tous électeurs confondus, est devenue majoritairement pro-américaine (1). Le tournant prend ainsi tout son sens, car si la

France officielle espère, par ce jeu, exercer une influence sur la ligne américaine, la France profonde ne distingue plus fondamentalement les deux pays. Sans doute faut-il y voir le résultat des puissants mouvements d'unification culturelle, et bientôt d'homogénéisation idéologique, qui ne suppriment pas la réalité des conflits d'intérêts (comme le montrent les négociations dans le cadre du GATT), mais en atténuent la perception.

### Deux réponses possibles

L'ONU ? Le « machin » brocardé par le général est devenu l'un des axes de la politique du pays accrochée à cet attribut de la puissance – au demeurant aussi réel que le deutchemark – qu'est le siège de membre permanent au Conseil de sécurité. Au-delà, les Nations unies sont le lieu où se forge l'état des droits internationaux qui est, là encore, une vue constante chez François Mitterrand, et qu'il peut désormais afficher sans complexe.

L'Europe ? La France s'était accrochée à la construction communautaire des Douze pour y intégrer, et donc y tempérer, ce qui devait être la surprise allemande. Aujourd'hui, la guerre a dissipé l'illusion d'un rapport de forces tout entier favorable à l'Allemagne, celle-ci étant absorbée par sa propre unification : M. Mitterrand joue donc plus « national » et moins « supra-national ». Il dévoile en fait sa propre inclination, qui sera peut-être un jour confédérale.

L'indépendance enfin ? La conscience des interdépendances multiples et variées conduits à la recherche de nouvelles solidarités, qui ne sont pas exclusives d'une réelle autonomie.

Ce nouveau cours, qui comporte d'ailleurs un volet OTAN non

négligeable, puisqu'il s'agit de convaincre George Bush de la nécessité d'un pôle européen de défense permettant de refonder l'alliance sur une base paritaire, s'explique en grande partie par les circonstances. Mais, d'inflexions en inflexions, il est clair que la politique extérieure d'aujourd'hui a peu de choses à voir avec ce qu'elle était il y a dix ans.

Dix ans pour se défaire de l'habit imposé par de Gaulle, pour se dégarer des obligations gaullistes et pour pouvoir imprimer sa propre marque. Dix ans aussi pour se faire à ce qui apparaît peut-être, avec le recul, comme une parenthèse, de Mitterrand premier secrétaire du PS, faisant un bout de chemin avec la vulgate marxiste et tiers-mondiste pour mieux ratisser large – et à gauche – dans la conquête du pouvoir. Encore faut-il, comme aurait dit un personnage décidément célèbre, que « l'intendance suive ».

L'intendance, ce sont les moyens de cette politique mitterrandienne enfin révélée. Or « tenir son rang », c'est « tenir le franc » ! Une monnaie forte, une inflation qui pourrait bien être inférieure à celle de l'Allemagne – les experts apprécieront –, une économie ouverte, donc libérale : tous ces ingrédients restent nécessaires. Mais comment conserver le soutien des milieux financiers internationaux sans continuer sinon de contrarier, du moins de faire attendre les urgences sociales ? Et comment diable imprimer un « nouvel élan » sans changer de politique ?

### « Raison d'Etat et fait du prince »

Il y a en théorie deux réponses possibles : soit en changeant de premier ministre (mais ce dernier n'est-il pas l'honnête courtier de cette politique qui réussit si bien au président ?), soit en changeant de discours (une pratique conservatrice tempérée par de bonnes paroles, ou par les bonnes œuvres, diront les méchantes langues).

En attendant que les contours de ce « nouvel élan » soient définis par le principal intéressé, il n'est pas inutile d'observer qu'avec quelques mesures de bon

sens, allant précisément dans le bon sens, et avec beaucoup d'aisance, il est possible de faire face à un enjeu central de la société française. De ce point de vue, l'exemple de M. Delebarre, affrontant le problème de la ville en même temps qu'une bataille politique à partir d'un constat, et de mesures d'urgence, devrait être médité par le premier ministre.

Quant au président, qu'un certain nombre de socialistes regardent aujourd'hui comme Léon Blum regardait Georges Clemenceau, c'est-à-dire « au premier chef comme l'incarnation de la raison d'Etat et du fait du prince », il lui faudra malgré tout conjurer une menace souterraine, mais réelle. Lui qui sait, en tous domaines, selon une formule qu'il a rendue célèbre, « donner du temps au temps », il ne peut pas ne pas voir – hélas ! – que le cours inexorable du temps lui enlèvera, et ce chaque année que le rapprochera de la fin de son septennat, une parcelle, puis une autre, de son autorité. Il lui faudra donc, à un moment ou à un autre, chercher à transformer son avantage actuel en proposant un changement, voire un choc électoral.

A moins qu'il ne continue – mais cela lui a-t-il si mal réussi ? – de « prendre l'Histoire comme elle vient ».

JEAN-MARIE COLOMBANI

(1) Selon le sondage IPSOS publié par le Point du 18 mars.

□ M<sup>me</sup> d'Ornano candidate à Trouville. – M<sup>me</sup> Anne d'Ornano, maire (UDF-PR) de Deauville, a annoncé, lundi 18 mars, qu'elle sera candidate à l'élection cantonale partielle qui devra être organisée, probablement le 14 avril, dans le canton de Trouville, à la suite du décès de son mari, Michel d'Ornano. – (Corresp.)

# LES CODES EN TROIS COULEURS

Bleus (annotés)

220 F 154 F 205 F 200 F 190 F 200 F 160 F 310 F 350 F 230 F 350 F 180 F 190 F 280 F 200 F 160 F 170 F

France 246 F France 180 F France 223 F France 225 F France 212 F France 225 F France 185 F France 330 F France 370 F France 256 F France 375 F France 197 F France 210 F France 302 F France 220 F France 177 F France 190 F

Blancs européens

Orange (commentés et annotés)

En vente chez votre librairie spécialisée ou Litec

27 place Dauphine 75011 Paris

26 rue Soufflot 75005 Paris

158 rue Saint-Jacques 75005 Paris





1951

Créés en 1951, les Jeux Méditerranéens sont une manifestation internationale organisée tous les 4 ans, rassemblant 18 pays méditerranéens.

Du 16 au 27 juin 1993, la France accueillera en Languedoc-Roussillon la XII<sup>e</sup> édition.

3500

3500 athlètes, 24 disciplines sportives, 1500 épreuves, 12 jours de compétition; les Jeux Méditerranéens seront la plus importante manifestation sportive mondiale en 1993.

1000

1000 journalistes issus de 25 pays, 12000 accrédités, 1 million de spectateurs et plus de 200 millions de téléspectateurs contribueront au succès technique et humain de ces Jeux.

1993

1 milliard de francs investis pour la modernisation des infrastructures sportives, 2 millions d'habitants, 19 villes associées à l'organisation des épreuves; le Languedoc-Roussillon se prépare aux plus beaux Jeux Méditerranéens depuis leur création.

*"En organisant les XII<sup>e</sup> Jeux Méditerranéens la région Languedoc-Roussillon se veut, à travers le sport, un trait d'union entre les pays méditerranéens".*

Jacques BLANC  
Président du Comité  
d'Organisation des Jeux  
Méditerranéens 93.

# VIVEZ L'ODYSSÉE DU SPORT.

"A eux 13, ces hommes et ces femmes ont remporté 19 médailles olympiques et 14 médailles aux Jeux Méditerranéens. Champions d'hier, ils ont fait la gloire de ces jeux. Champions de demain, ils la perpétueront en 1993.

A eux 13, ils ont écrit la légende du sport et se rassemblent aujourd'hui pour manifester leur soutien à l'organisation des XII<sup>e</sup> Jeux Méditerranéens."



JM  
93

JEUX MEDITERRANEENS 93  
LANGUEDOC - ROUSSILLON





# Embarquement immédiat.

LONDRES	980F	NEW YORK	2995F
ATHENES	2550F	WASHINGTON	3395F
MADRID	1490F	MIAMI	3700F
GENEVE	925F	MONTREAL	2995F
AMSTERDAM	900F	TUNIS	1855F
COPENHAGUE	1780F	CASABLANCA	2730F
LISBONNE	1840F	MARRAKECH	2950F
ROME	1755F	AGADIR	2950F
VENISE	1700F	FORT-DE-FRAN	3290F
ISTAMBOUL	2750F	POINTE-A-PIT	3290F
NICE	770F	SAINT-MARTIN	3290F

Air France vous propose des tarifs aller-retour exceptionnels sur 40 destinations au départ de Paris du 15 mars au 28 avril, sauf sur Fort-de-France, Pointe-à-Pitre et Saint-Martin où les tarifs sont valables du 15 mars au 5 avril et du 13 mai au 16 juin sur vols Air France

ou Aéromaritime, et sur Tel Aviv et La Réunion du 13 mai au 16 juin.

Des tarifs exceptionnels existent également au départ des régions. Renseignez-vous auprès de votre agence Air France ou de votre agence de voyages.

**AIR FRANCE**  
*C'est le moment!*





# Le Monde

## SCIENCES • MEDECINE

### La stérilisation des malades mentaux

Fréquemment mise en œuvre jusqu'à la seconde guerre mondiale, la stérilisation des handicapés est encore d'actualité. Quand convient-il de parler d'eugénisme ?

**A**u terme d'une étude sur le fonctionnement d'une clinique psychiatrique de Bâle, les autorités sanitaires de cette ville viennent de décider l'ouverture d'une enquête sur une douloureuse affaire de castration pratiquée sur des handicapés mentaux. Selon un communiqué publié le 13 mars par le département cantonal de la santé de Bâle, cette décision fait suite à la découverte d'un cas de castration pratiquée en 1987 chez un handicapé mental âgé de trente-neuf ans, mutilation réalisée, dit-on, « avec l'accord de ses parents ». L'enquête menée par une commission indépendante devrait notamment déterminer s'il y a ou non matière, ici, à ouvrir une procédure pour non-respect des règles de la déontologie médicale.

L'affaire est d'autant plus exemplaire qu'elle ne se limite pas au dossier de 1987. Il apparaît en effet aujourd'hui que quatre autres castrations ont pu être pratiquées entre 1960 et 1978 chez des malades hospitalisés à la clinique psychiatrique universitaire de Bâle. Selon le correspondant de l'Agence France Presse dans la cité suisse, les responsables de cet établissement réagissent aujourd'hui « avec réserve et embarras », refusant notamment de préciser les circonstances exactes dans lesquelles ces mutilations ont été pratiquées. Les enquêteurs doivent, dit-on, rendre leurs conclusions sur ce délicat dossier d'ici à la fin du mois d'avril.

En dépit de son caractère spectaculaire, cette affaire ne trouve qu'un très faible écho dans la presse helvétique. Pour sa part, l'Office fédéral suisse de la santé à Berne estime qu'il y a sur ce problème une certaine ambiguïté juridique.

Ce n'est pas, il s'en faut, le premier dossier de ce type rendu public ces derniers temps. Il y a une dizaine d'années (*Le Monde* daté 24-25 février 1980, 2 avril 1980 et 24 février 1981), on apprenait que plusieurs milliers de malades mentaux américains avaient été stérilisés sans leur consentement dans différents établissements durant la première moitié de ce siècle et dans un cadre tout à fait légal. Plus récemment (*Le Monde* du 19 novembre 1986), une agence de presse suédoise révélait que, de 1941 à 1975, une loi suédoise autorisait les méde-



ROLAND SCHNEIDER/COURTESY MUSÉE DE L'ENFANCE DE LAUSANNE

cins de ce pays à pratiquer des stérilisations pour des raisons tenant « à l'hygiène sociale » ou encore à « l'hygiène raciale ».

En 1987 enfin, la justice britannique ordonnait la stérilisation d'une jeune fille de dix-sept ans retardée mentale. Selon les juges de la cour d'appel de Londres, une grossesse aurait pu avoir chez elle « des conséquences effrayantes » étant entendu que cette jeune fille d'un âge mental de cinq ans était incapable de faire le lien entre sexualité et procréation. L'argumentation de la justice britannique faisait notamment valoir que, bien qu'irréversible, la stérilisation ne correspondait pas, en l'espèce, à la perte d'un droit fondamental dans la mesure où la perte de ce droit n'avait aucune signification pour la personne concernée, celle-ci n'ayant aucun désir de donner la vie et étant incapable de s'occuper d'un enfant. Plus récemment encore, on apprenait qu'un projet de loi adopté par le conseil des ministres de la République fédérale d'Allemagne, prévoyait la possibilité de stériliser les

handicapés mentaux sans leur autorisation (*Le Monde* du 4 février 1989).

C'est dans ce contexte que survient la dernière affaire suisse. Celle-ci présente une caractéristique difficilement compréhensible dans la mesure où l'on ne parle pas à Bâle de stérilisation chirurgicale (qui peut être obtenue par ligature des trompes chez la femme ou par vasectomie chez l'homme) mais bien de castration (ablation des deux testicules ou des deux ovaires), une intervention beaucoup plus mutilante et qui, parce qu'elle tarit la production des hormones sexuelles, a des répercussions notables sur l'équilibre organique et psychique.

#### Des pratiques toujours en vigueur

Comment comprendre et peut-on ici situer les limites de l'acceptable ? La question du droit à la procréation des handicapés mentaux rejoint en fait celle, plus générale et d'une

brillante actualité, de l'encadrement législatif des pratiques de procréation médicalement assistée.

Toutes les pratiques – massives ou non – de stérilisation des handicapés ou des malades mentaux se fondent sur l'idée que l'on peut, de la sorte, prévenir la transmission de traits pathologiques héréditaires. « L'expérience a montré que l'hérédité joue un rôle important dans la transmission de la folie, de l'imbécillité, etc. peut-on lire dans un célèbre arrêt rendu en mai 1927 par la cour suprême des Etats-Unis. Nous avons vu plus d'une fois le bien commun requérir la vie des meilleurs citoyens. Il serait étrange qu'il ne puisse pas compter, pour des sacrifices moins durs, sur ceux qui savent la force de l'Etat, sacrifices qui ne sont souvent même pas ressentis par les intéressés, et cela pour empêcher que nous soyons submergés par les incapables. Il est meilleur pour tout le monde que la société puisse empêcher ceux qui sont manifestement incapables de se reproduire plutôt que de devoir exclure une descendance dégénérée ».

pour mourir ou de la voir mourir de faim parce qu'elle est idiote. » (1).

Cette argumentation est ainsi retrouvée et développée aux Etats-Unis dans la première partie de ce siècle (une trentaine d'Etats légalisant cette pratique) puis dans les pays scandinaves et au Japon. « On allègue la liberté personnelle, la dignité de la personne humaine. Mais ne sépare-t-on pas de la collectivité les contagieux et les déments ? Est-il plus choquant de séquestrer les gamètes nocifs dans les glandes génitales que les sordides infectés ou menaçants dans les hôpitaux ou les asiles ? », écrivait en 1936 J. Rostand (2).

On sait qu'ensuite l'Allemagne, sous le régime hitlérien, devait promulguer des lois similaires étendant leur application à un nombre considérable de maladies tenues pour être de transmission héréditaire. Le délire nazi fit ainsi que plusieurs centaines de milliers de personnes furent privées de leur droit à procréer dans le but illusoire d'améliorer à l'échelle collective la qualité de la descendance.

On découvre, donc aujourd'hui, à échéances plus ou moins régulières, que de telles pratiques sont encore en vigueur pour ce qui concerne les handicapés mentaux. Sans doute

convient-il de signaler que l'argumentation a changé. La stérilisation est en effet présentée non plus comme un geste visant à prévenir la diffusion d'une tare génétique dans la population, mais bien comme une mesure rendue nécessaire par l'impossibilité dans laquelle se trouverait le malade d'assurer la subsistance de ceux qu'il pourrait engendrer.

Certains soulignent aussi qu'il s'agit là d'un nouveau problème dû à la tendance générale de la pratique psychiatrique qui, grâce notamment à l'usage des médicaments neuroleptiques, voit les personnes atteintes de pathologies lourdes sortir aujourd'hui plus fréquemment qu'hier des établissements spécialisés.

JEAN-YVES NAU  
Lire la suite page 17

(1) Sur ce thème on se reportera avec le plus grand intérêt à une publication de la revue suisse *Médecine et hygiène* (datée du 10 octobre 1980) : « La stérilisation des malades mentaux », de Philippe Chuvpion. Lire aussi : « L'introduction de l'eugénisme en France. Du mot à l'idée », de Pierre-André Taguieff dans la revue *Mots* (langues du politique, numéro 26 mars 1991).

(2) Introduction à la génétique, de L. Guénot et J. Rostand. Centre de documentation universitaire. Paris. Tourmire et Constant, 1936.

### Villes et murs du son

Une onde sismique atteignant Los Angeles pourrait-elle se transmettre à ses grattes-ciel, pourtant étudiés pour résister aux tremblements de terre ? En se posant dimanche 13 août 1989 à 6 h 37 (heure locale) sur la base californienne d'Edwards, à l'issue d'une mission militaire de cinq jours, la navette américaine Columbia a peut-être apporté un élément de réponse. « Retour parfait », commentaient alors les responsables de la Nasa.

Pour les sismologues, la surprise est venue plus tard : générées par l'onde de choc émise lors de la rentrée dans l'atmosphère de Columbia, les vibrations des grattes-ciel de Los Angeles ont produit à leur tour une onde sismique.

Enregistrée 12,5 secondes avant l'arrivée de l'onde de choc atmosphérique sur les écrans du laboratoire de sismologie de Caltech (California Institute of Technology, Pasadena), cette onde, d'une période de 2 à 3 secondes, vient compliquer un peu plus le réseau de paramètres dont disposent les spécialistes pour prédire les tremblements de terre et leurs conséquences. « On dénombre

environ cent grattes-ciel possédant plus de vingt étages dans le centre de Los Angeles », précise le Japonais Hiroo Kanamori, sismologue au Caltech et auteur de cette étude récemment publiée dans *Nature* (1).

« Du fait du faible pouvoir amortisseur que présentent ces immeubles, l'oscillation produite par chacun d'entre eux après l'onde de choc persiste un certain temps. L'excitation simultanée de plusieurs d'entre eux peut ainsi, dans certaines circonstances, générer une onde sismique. »

En Californie, où se trouve le système de failles de San Andreas – responsable à San Francisco du grand séisme de 1906 et de celui, moins grave, survenu le 17 octobre 1980, – les chercheurs surveillent vingt-quatre heures sur vingt-quatre l'évolution des paramètres géologiques, afin de détecter les signes précurseurs classiques d'un éventuel tremblement de terre. Ils devront désormais tenir compte de cette nouvelle découverte venue de l'espace, qui rend plus urgente que jamais une meilleure connaissance géologique du bassin de Los Angeles.

Ca.V.

(1) Daté 28 février.

### Recherche : des économies bien tempérées

Les coupes dans le budget vont surtout affecter les organismes spécialisés

**V**OILA quelques semaines encore, le pire était à craindre. On n'en finissait pas de prédire un avenir des plus noirs à la recherche. Et on frémissait d'avance à l'idée que les directives budgétaires du premier ministre – économies de 5 %, hors salaires, sur les crédits de fonctionnement et de 10 % sur les investissements – ne soient appliquées à la lettre. Heureusement, la priorité à la recherche voulue par le président de la République et les âpres négociations menées avec le ministère des finances par les services du ministère de la recherche et de la technologie (MRT) ont permis de sauver l'essentiel. La preuve en est que les économies faites sur le budget civil de recherche et développement, qui regroupent l'ensemble des dépenses de recherche de tous les ministères, MRT compris, n'ont été que de 931 millions de francs (-3,7 %) sur les 25,064 milliards de francs que représentent les autorisations de programme (AP), alors que l'on pouvait craindre quelque 2,5 milliards de francs de coupes.

#### Répartir l'austérité

De même, les sommes réservées aux crédits de paiement et aux dépenses ordinaires n'ont été amputées que de 651 millions de francs (-1,4 %) sur un total de 45,332 milliards de francs. Pris dans leur globalité, ces chiffres montrent bien que la recherche est restée prioritaire dans l'austérité. Mais, à bien regarder, ces économies ne sont pas sans conséquences.

S'il est vrai que les décideurs se sont efforcés à un « traitement différencié » de la recherche, force est de constater que les organismes de recherche dont les crédits dépendent directement du MRT ne vont guère être à la fête. Contrairement à d'autres secteurs que les responsables des finances et leurs interlocuteurs ont voulu préserver en raison de certaines des inflexions qu'ils avaient prises au cours des années passées.

Trois exemples témoignent de ces choix. Le premier concerne l'aéronautique dont les autorisations de programme, c'est-à-dire les crédits qui conditionnent l'avenir, n'ont été amputées que de 292 millions de francs. Conséquence : un décalage dans le temps du projet de turbo-réacteur (GE-90) que l'américain General Electric doit réaliser avec le français Snecma, l'italien Fiat et le japonais Ishikawajima Heavy Industries. Le deuxième a trait au programme spatial français qui se voit réduit de 190 millions de francs. Une goutte d'eau, lorsque l'on sait que le budget des activités spatiales françaises dépasse les 8 milliards de francs. Comme il n'est pas question de toucher aux programmes spatiaux européens, ce sont les projets nationaux qui devront se serrer la ceinture.

Dernier exemple enfin, la recherche industrielle que les pouvoirs publics « taxent » de 40 millions de francs, peu de chose pour ce domaine d'activités dont les aides atteignent les 4 milliards de francs et une preuve de la constance du soutien du gouverne-

ment à cette recherche financée plus faiblement par les entreprises du fait de la conjoncture.

Restent les organismes de recherche dont les crédits dépendent directement du MRT et sont amputés de 349 millions de francs pour les autorisations de programme (-4,2 %) et de 200 millions de francs pour les crédits de paiement et les dépenses ordinaires (-0,77 %). C'est ainsi que le CNRS, toutes dépenses confondues (AP+CP+DO), voit son budget réduit de 167,31 millions de francs, le CEA (82,5 MF), l'INRA (39,78 MF), l'INSERM (39,3 MF), l'IFREMER (39,3 MF), la Cité des sciences (21,9 MF), l'AFME (13 MF), l'ORSTOM (12,3 MF), l'INRIA (9,5 MF) et le CIRAD (9 MF).

#### L'avance des autres pays industrialisés

Difficile, pour ces organismes, de ne pas souffrir de ces coupes lorsque l'on constate, au travers de ces chiffres, que leurs crédits de fonctionnement sont en moyenne réduits de 3 %, alors qu'une hausse de 6 % était prévue. Si l'on ajoute à cela le coût de l'inflation, on arrive à une sorte de reconduction en francs constants de ces budgets, que ne parviendra pas à faire oublier le traitement de faveur dont avaient bénéficié, fin 1990, les organismes épargnés par les économies de la loi de finances rectificative de l'an dernier.

Ainsi, le ministère de la recherche et de la technologie, M. Hubert Curien, ne peut plus, comme en

septembre 1989, dire que la progression du budget civil de recherche et de développement « permet de nous rapprocher de notre objectif qui consiste à porter la dépense intérieure de recherche et développement à 3 % du produit intérieur brut ». Ce taux mythique est aujourd'hui un vœu pieux, même si la France peut s'enorgueillir d'avoir fortement mis l'accent sur la recherche depuis plusieurs années : 7,6 % d'augmentation du budget en 1989 ; 7,1 % en 1990 et 7,25 % en 1991, avant que ne soient faites les coupes annoncées (1).

De fait, la France, qui aurait dû atteindre les 2,45 % du PIB cette année et espérait parvenir aux 3 % en 1996-1997, va devoir patienter. Se hâter lentement, en regardant toutefois avec envie les performances de ses concurrents : 2,86 % en 1988 pour les Etats-Unis ; 2,83 % pour l'Allemagne et 2,72 % pour le Japon ! Une tendance que devrait sans doute confirmer le « Bilan à mi-parcours du X<sup>e</sup> Plan » dont les conclusions seront rendues publiques à la mi-avril, même si la conjoncture économique freine aussi les efforts de nos concurrents et si l'Allemagne subit de plein fouet les contre-coups financiers de sa réunification.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Dans le passé, le budget de la recherche a connu de telles coupes, plus sévères en 1984 sous le gouvernement Mauroy et en 1986 sous le gouvernement Chirac.

#### Table-ronde

L'association pour la Nouvelle Encyclopédie Diderot (NED) et la cité des Sciences et de l'Industrie proposent un cycle de tables-rondes pour confronter le point de vue des chercheurs de toutes disciplines et des citoyens sur les « questions vives » que pose le développement des sciences et des techniques.

Mardi 26 mars à 17h

#### « Les travailleurs face à l'informatique »

avec Jacques Perriault, directeur de la recherche au CNED, Danièle Linhart, sociologue, Dominique Lecourt, Président de la NED, et les auteurs...

(accès libre)

cité des Sciences et de l'Industrie  
30, avenue Corentin Laperrou 75019 Paris. Métro Porte de la Villette  
Informations (1) 40 05 73 32

## SCIENCES • MEDECINE

## Les vingt-six siècles de Failakah

Les sites archéologiques de l'île koweïtienne sont devenus des champs de mines

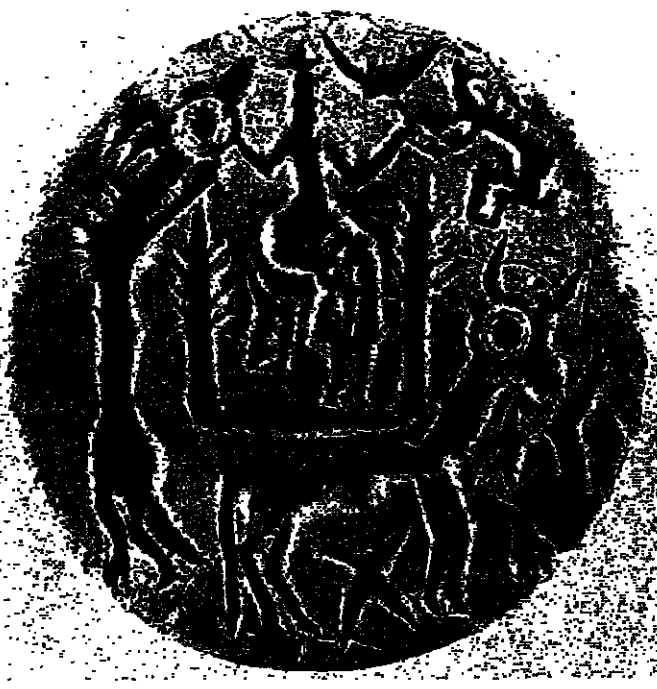
**«ACTUELLEMENT, tout ce que nous savons, c'est que l'île de Failakah est truffée de mines et que personne n'y va.»** Jean-François Salles, qui dirige depuis 1983 les fouilles archéologiques menées dans cette île située à quelque 75 kilomètres à l'est de la ville de Koweït par une équipe de la Maison de l'Orient méditerranéen (CNRS et université de Lyon-2), ne sait vraiment pas quand il pourra retourner sur ses chantiers, ni quel est l'état des trois sites principaux sur lesquels travaillaient les Français avant la crise du Golfe.

Le plus ancien de ces sites date de la fin du troisième millénaire avant Jésus-Christ, c'est-à-dire de la période de Dilmoun. De 2500 à 1800 environ avant notre ère, en effet, le commerce maritime entre la Mésopotamie, la vallée de l'Indus et l'Oman a suscité dans le golfe Persique la civilisation de Dilmoun. Et, tout naturellement, l'île de Failakah en a été une des grandes étapes et un des centres importants — au même titre que Bahrein et divers autres points de la côte orientale de la péninsule arabique.

L'époque de Dilmoun a laissé sur l'île un grand bâtiment de briques

crues dont on a retrouvé le soubassement de pierres. Il s'agit probablement d'un temple-tour (pas d'une ziggourat) comme il en a été beaucoup construit en Mésopotamie au cours des troisième et deuxième millénaires. Il y a aussi de bonnes raisons de penser qu'à cette époque l'île de Failakah, comme Bahrein, était un centre de fabrication de sceaux de pierre (en stéatite ou diorite, notamment) à l'iconographie très variée : on a retrouvé, au fil des années, plus de six cents sceaux et des traces matérielles de ce travail de fabrication. Des analyses physico-chimiques de ces pierres et aussi de vestiges métallurgiques sont en cours avec le concours d'un laboratoire de l'université de Naples. Ainsi espère-t-on confirmer que les pierres et le cuivre venaient bien d'Oman (l'étain, indispensable à la fabrication du bronze, venait probablement du nord de l'Iran).

La présence de vestiges de Dilmoun dans l'émirat de Koweït a été révélée par les travaux d'archéologues danois entre 1958 et 1963. Tout comme l'existence d'une forteresse hellénistique construite vers 300 ans avant Jésus-Christ pour abriter une garnison séleucide chargée de contrôler tout le nord du golfe Persi-



Impression d'un sceau de Dilmoun (II<sup>e</sup> millénaire avant Jésus-Christ). Diamètre : 2 cm.

que. Ce qui démontre, s'il en est encore besoin, l'importance stratégique de l'île de Failakah et confirme l'opinion d'Alexandre qui pensait que la région du Golfe pouvait devenir aussi riche que la Phénicie. Cette forteresse comportait une enceinte carrée de 60 mètres de côté à l'intérieur de laquelle ont été construits de petits temples grecs et un habitat très dense. On y a trouvé de nombreuses inscriptions grecques et de charmantes figures de terre cuite.

#### Six évènements dans le Golfe

Le troisième site est encore mal connu puisqu'il a été «inventé» en 1989 par les archéologues français. Il s'agit d'une église chrétienne édifiée selon le plan oriental traditionnel à trois nefs, avec un chœur à abside flanqué de deux absidioles. Cette église — peut-être nestorienne? — pourrait être la confirmation archéologique d'un texte nestorien du dixième siècle racontant l'histoire d'un saint homme qui aurait évangélisé une île située au large de Bassorah. De toute façon, on sait que, du quatrième au sixième siècle au moins, six évènements existaient dans le golfe Persique, que la communauté chré-

tienne de Bahrein a subsisté jusqu'au dixième siècle et que l'île irakienne de Kharg — célèbre actuellement pour son terminal pétrolier — a été le siège d'un complexe monastique fouillé il y a quelques décennies par Roman Ghirshman. On ne peut encore dire si l'île de Failakah a été, elle aussi, le siège d'un monastère mais on sait que l'église est entourée de nombreux bâtiments.

Le passé du territoire de terre ferme de l'émirat de Koweït est encore très peu exploré. Les vestiges les plus anciens connus à ce jour ont été découverts à l'extrême nord-est de l'émirat dans la péninsule de Sabriya, toute proche de l'Irak. Ils datent du quatrième millénaire avant Jésus-Christ. Ils ont simplement été repérés et identifiés comme relevant de la culture d'Obéid (chalcolithique final de Mésopotamie), mais n'ont jamais fait l'objet de fouilles. Pis encore, des silex recueillis plus au sud sur les collines de Burgan (un des plus gros champs pétroliers du monde) n'ont jamais pu être datés. En revanche, sont datés du huitième siècle de notre ère les vestiges abbassides repérés dans la vallée de l'oued Ratih que suit la frontière occidentale de l'émirat.

YVONNE REBEYROL

## Les confluences de la drogue

En dépit des différences de législation dans les pays européens, la prise en charge des toxicomanes passe par une coopération transfrontalière

Les toxicomanes ignorent les frontières. En Europe, le bassin géographique traversé par le Rhin, la Meuse et la Moselle constitue un des couloirs privilégiés de leur circulation. Situé aux confins de la France, de l'Allemagne, des Pays-Bas, de la Belgique et du Luxembourg, ce territoire géographique, arbitrairement découpé, a motivé la mise en place du GEERMM (1), le Groupe européen d'échange Rhin-Meuse-Moselle, un réseau d'intervenants et de chercheurs centrés sur les problèmes de drogue et de dépen-

dance. Après une première rencontre en 1986, cette fédération d'associations s'est réunie les 14 et 15 mars dernier, à Luxembourg, afin de concevoir des programmes communs d'action. Une coopération difficile à mettre en œuvre si l'on considère les différences de législation, de prise en charge ou encore de définition de la toxicomanie dans ces pays. Une étude portant sur ces cinq régions frontalières tente de dresser un état des lieux de la prise en charge des toxicomanes (2).

« Pour les Lorrains frontaliers, Francfort est le nez plus ultra en matière de défonce. Et c'est inutile

de parler de l'attrait de la Hollande, explique M. Armand Foschia, président du GEERMM. De ces migrations, les maisons d'arrêt portent témoignage puisque l'on retrouve des détenus étrangers dans les prisons françaises et inversement. Nous disposons d'informations parcellaires sur ce qui se passait de l'autre côté du Rhin ou de la Moselle. C'est à partir de ce constat et de la nécessité de se préparer à l'Europe de 1992, que nous avons souhaité en savoir plus. »

Une des principales difficultés qui ressort de cette étude réside dans la diversité des législations.

Le cadre réglementaire défini par la Single Convention de 1961, qui fixe le caractère délictueux de la circulation et de la consommation de drogue, a toutefois entraîné des interprétations très différentes dont témoignent les législations française et néerlandaise.

#### Interventions publiques

Aux Pays-Bas, la loi permet, en raison d'un « principe d'opportunité » qui vise à préserver « des intérêts sociaux importants », de renoncer aux poursuites. En

revanche, la situation française, fondée sur la loi de 1970, développe un volet répressif, un volet d'injonction thérapeutique qui offre la possibilité au procureur de la République d'obliger un toxicomane à se soigner dans un centre spécialisé sous peine de poursuite, et un volet institutionnel concernant les institutions de soins et garantissant l'anonymat des personnes. Les situations des autres pays sont en quelque sorte intermédiaires.

La Belgique a adopté une loi en juillet 1990 sur la détention préventive qui intègre une notion proche de l'injonction thérapeutique. « Au Luxembourg, la répression s'accompagne d'une volonté de non-stigmatisation : les toxicomanes tendant à être intégrés à une catégorie plus vaste, celle des personnes qui seul le travail peut resocialiser », signale l'étude.

En ce qui concerne l'intervention publique, la situation des cinq pays est très proche. Il n'existe pratiquement plus d'initiatives privées qui ne soient subventionnées. Toutefois, en Belgique francophone, la situation de certaines associations apparaît très fragile. Et selon les spécialistes, jusqu'en 1990, la toxicomanie ne faisait l'objet d'aucun engagement budgétaire spécifique, signe de la difficulté à faire face à cette question.

#### Divisions sur la méthadone

Suivant les pays, la prise en charge ne concerne pas forcément les mêmes publics. La France sépare le traitement des alcooliques et celui des consommateurs de drogues, ce qui n'est pas le cas de la Sarre (Allemagne) où l'on s'attache plus à la notion de dépendance, quelle que soit la substance. Pour ce qui est du choix des techniques de traitement, toutes sont utilisées dans les cinq régions étudiées. « En gros, on peut dire que les techniques inspirées par la psychanalyse prédominent en France, celles inspirées par la psychologie étant plus prégnantes ailleurs, peut-on lire dans l'étude. Les thérapies psychosociales font une percée notable dans toutes les régions. Les thérapies comportementales, prégnantes en Allemagne et au Luxembourg, sont pratiquées en France avec d'innombrables précautions. »

La question de la méthadone, un analgésique de synthèse employé comme produit de remplacement dans le sevrage des toxicomanes utilisant l'héroïne, continue à diviser. Considérée dans la plupart des pays comme une disposition d'urgence impo-

sée par les circonstances, cette pratique figure aux Pays-Bas comme un outil parmi d'autres, avec des critères d'attribution assez souples. En Sarre, un programme méthadone, qui se déroule dans le service d'urgence spécialisé du ministère de la santé à Sarrebruck, prévoit de soigner une vingtaine de personnes en trois ans.

L'admission à ce programme répond à des critères très stricts. Les patients doivent notamment avoir tenté sans succès au moins deux thérapies d'abstinence, prouver une dépendance aux opiacés de plusieurs années, sans qu'il y ait de polytoxicomanie ni de dépendance alcoolique. Enfin, ils doivent être âgés d'au moins vingt-deux ans et s'engager à participer à un programme d'accompagnement psychosocial visant à se réinsérer. Le Luxembourg et la France mettent en œuvre également des programmes méthadone dans le cadre de dispositions très limitées.

Face à ces diversités, le GEERMM a toutefois entrepris de jeter les bases d'une coopération par-delà des frontières. Les universités de Sarrebruck, Fribourg, Liège, Utrecht et Metz devraient collaborer dans le domaine de la formation et de la recherche. L'échange entre des groupes de jeunes engagés dans des actions de prévention par le biais notamment du théâtre se poursuit depuis deux ans. Le GEERMM-France a entrepris d'aider les toxicomanes allemands incarcérés à l'étranger.

Enfin, en 1989 et 1990, ont été organisées deux universités d'été sur le thème de la « prévention des déviations dans les écoles européennes » (3). « Elles marquent une nouvelle étape vers la réalisation de nos objectifs », considère M. Armand Foschia. Elles sont un lieu de rencontre, non seulement entre intervenants, praticiens et chercheurs, mais aussi entre des professionnels de l'éducation nationale et des travailleurs sociaux dans le souci commun de construire une prévention. »

MARTINE LARONCHE

(1) GEERMM. Président : Armand Foschia, 43, rue Principale, Foville, 57420 Vevry. Tél. : 87-01-32-79.  
(2) « Les modes de prise en charge des toxicomanes dans les régions du bassin Rhin-Meuse-Moselle », étude réalisée à l'initiative du GEERMM, fait la synthèse de cinq études régionales menées en Belgique francophone, au Luxembourg, aux Pays-Bas, en Sarre ainsi que dans l'est de la France.  
(3) La troisième université d'été aura lieu à Metz du 26 au 31 octobre 1991.

## POINT DE VUE

## Quelle recherche pour l'environnement ?

par Yves Le Bars

DIX ans en 1991 : pour le Centre national du machinisme agricole, du génie rural, des eaux et des forêts (CEMAGREF), cet anniversaire est l'occasion de mieux marquer sa place dans la recherche publique, en mettant l'accent sur l'importance et la variété des approches nécessaires, comme une récente communication au gouvernement sur « Recherche et Environnement » l'a souligné.

Le CEMAGREF est un établissement de recherches finalisées, souvent conduites jusqu'à l'application sur le terrain. Près de 1000 personnes, dont 450 scientifiques, y travaillent. Ses domaines d'activité se situent au cœur de préoccupations fondamentales de la société, l'agriculture et l'environnement.

En s'appuyant sur les travaux que mène le CEMAGREF dans le domaine de l'eau, il est possible de tracer quelques perspectives de ce que devrait être cette recherche, à l'heure où se tiennent les Assises nationales de l'eau (19 et 20 mars) et dans un moment où les inquiétudes se manifestent de plus en plus clairement.

Prenez par exemple le bassin versant de la Charente, sur lequel travaillent plusieurs de nos équipes. Il s'agit d'une recherche à l'échelle régionale, dont la finalité est claire : dans la région délimitée par la Charente et ses affluents, le travail des chercheurs consiste, en premier lieu, à mieux connaître les débits des eaux de surface et les mécanismes de transfert des polluants d'origine agricole, urbaine ou industrielle.

Parant de cette première étude, il devrait être possible de mettre en relation les activités humaines avec

le niveau des apports de polluants à la mer, en particulier dans les bassins des ostréiculteurs et sur le littoral. Menés en collaboration avec l'Institut français pour l'exploitation de la mer (IFREMER), ces travaux permettront ensuite d'élaborer des règles de gestion dans le bassin versant, par exemple sur le traitement des eaux usées des agglomérations, les barrages, les pratiques agricoles, ou encore l'identification d'organismes aquatiques témoins de la pollution diffuse.

#### Une double approche

Ce type de recherche conduit à s'intéresser à l'eau comme milieu support d'une vie végétale et animale soumise à l'action de l'homme. Ainsi, deux approches complémentaires sont nécessaires. La première, par milieu, considère des systèmes, essaye d'en comprendre les mécanismes, de construire des modèles qui permettent de les décrire. La seconde, par filière, s'intéresse aux relations entre certaines activités humaines et leur impact sur l'environnement : la construction d'une autoroute, par exemple, modifie les paysages ou bouleverse les équilibres des zones humides.

Que permet l'association de ces deux approches ? Lors de la sécheresse de 1990, l'irrigation, principal poste de consommation de l'eau, s'est trouvée au centre des débats. Imposée par l'évolution économique, elle est directement impliquée dans la dégradation des milieux aquatiques. D'un autre côté, l'irrigation a un effet structurant sur le milieu rural, auquel les collectivités territoriales sont très attachées : elle per-

met le maintien d'une activité agricole, et par conséquent celui d'un tissu social.

Les recherches du CEMAGREF l'ont conduit à élaborer des méthodes de prévision de la demande en eau, pour l'irrigation tant aux échelles de l'exploitation qu'à celles de la région agricole. La confrontation avec une approche du milieu, en l'occurrence les capacités des systèmes aquatiques, permet une meilleure maîtrise par l'Etat ou les collectivités territoriales des contradictions et conflits dans l'usage du patrimoine collectif. De nouveaux outils techniques (telles les télécommandes, associées à une gestion en temps réel des transports d'eau), une meilleure planification (évaluation économique et écologique plus fine des projets), une tarification plus transparente en résulteront.

#### Normes européennes

Nous avons développé l'exemple de l'eau, mais des démarches analogues concernent la forêt, les sols, la montagne. Par ses résultats, cette recherche pour l'environnement aboutit à l'élaboration de lois, de décrets. Elle permet également de préparer des normes françaises ou européennes, et, surtout, de construire de nouvelles méthodes pour l'action.

L'organisation de la recherche finalisée en France prend-elle suffisamment en compte la nécessité de cette double approche ? Certes, comme le CEMAGREF, beaucoup d'organismes associent dans leurs travaux activités économiques et milieux. Mais l'effort de recherche

correspondant reste insuffisant. Surtout si on le compare aux efforts menés par la communauté scientifique aux échelles extrêmes : l'infiniment petit (biologie moléculaire, structure de la matière) ou l'infiniment grand (la terre, l'univers).

Ces recherches présentent, il est vrai, des difficultés nombreuses. L'une tient à la multiplicité et à la nature des partenaires à impliquer. Il est en effet impératif d'introduire dans les débats des élus, des usagers, c'est-à-dire des catégories sociales très éloignées de la communauté scientifique. Tout en sachant se prémunir contre une soumission aux seuls besoins, marchands ou non, exprimés par des groupes organisés.

La recherche pour l'environnement demande par ailleurs une véritable interdisciplinarité entre de multiples domaines scientifiques. La question est donc de savoir comment faire une meilleure place à cette recherche aux échelles intermédiaires, celles où l'homme agit.

Cet objectif implique une véritable coopération entre organismes de recherche et la mise en œuvre de programmes finalisés avec des financements adaptés. Que ce soit pour l'eau, les paysages ou le montage, ils sont encore bien rares. Reste aussi à créer des réseaux relatifs scientifiques et société, pour construire des projets de recherche prenant en compte les préoccupations économiques, sociales ou politiques.

Yves Le Bars est directeur général du CEMAGREF (Centre national du machinisme agricole, du génie rural, des eaux et des forêts).



SCIENCES • MEDECINE

# Les feux de l'artifice

Destinés à l'industrie de pointe, les diamants de synthèse seront bientôt plus parfaits que nature

**L**e geste sûr, il a placé sous la loupe le minuscule joyau, a fait tourner entre ses doigts les multiples facettes. Exerçant par un savoir transmis de génération en génération, l'œil a plongé au cœur du cristal. Le diagnostic de l'orbe est à la hauteur de ses espérances : vierge de toute inclusion, la pierre qui brille est « pure à la loupe dix fois ». Anvers, Amsterdam ou Paris, qu'importe. Au royaume des diamantaires, la tradition est toujours semblable et l'objectif unique : tailler jusqu'à la perfection la précieuse gemme, pour la parer, facette après facette, des mille feux qui lui donneront son éclat et sa valeur marchande.

Autres lieux, autres rêves. En 1990, la société américaine General Electric présente au monde le dernier-né de ses laboratoires de recherche : un diamant synthétique d'une pureté absolue, exclusivement constitué de carbone 12. Un diamant plus vrai que nature... Contrairement à la légende indienne qui voulait qu'il se reproduise indéfiniment à partir de lui-même, le plus prestigieux, le plus dur et le plus réfringent de tous les minéraux n'est en effet qu'un simple morceau de carbone cristallisé.

Du diamant naturel à la gemme synthétique, seul l'impératif industriel fait la différence, comme viennent de le rappeler les travaux présentés à l'université de Nantes lors d'une exposition organisée par le CNRS, du 7 au 17 mars, sur le thème « Art, science et matériaux ». Produire pour la première fois en 1954 par General Electric, le diamant de synthèse, alors moins pur, n'en a pas moins connu ses premières applications dès les années 1960. Comparé à la pierre naturelle, il présentait un meilleur pouvoir de coupe et un rendement supérieur, qualités qui le rendent désormais irremplaçable pour l'usage de matériaux durs et abrasifs.

## La genèse de la Terre

Depuis lors, la synthèse des diamants n'a cessé de progresser vers la perfection. Les cristaux synthétiques atteignent aujourd'hui une régularité inégalable par la nature, qui leur ouvre la voie royale de l'industrie de pointe, celle des semi-conducteurs et des lasers. Au point que les orfèvres-joyelliers, auxquels ces considérations technologiques importent peu, commencent à s'inquiéter. A force de l'étudier, la chimie finirait-elle par rejoindre la nature ? Jotée sur le marché des pierres précieuses par des mains peu scrupuleuses, rentre-t-elle, demain, d'usurper aux diamants authentiques leur incomparable histoire ?

Ces diamants - les vrais - sont nés dans les entrailles les plus profondes de la Terre, il y a de cela des millions d'années. Disséminés dans le manteau terrestre, le carbone y a trouvé les pressions et les températures suffisantes pour se



Bijoux Cartier, 1937.

cristalliser. Les précieuses pierres en ont jailli lors d'éruptions volcaniques extrêmement violentes, dont les vestiges les plus célèbres ont été découverts il y a un peu plus d'un siècle en Afrique du Sud, dans la région de Kimberley (1). Bleu, rouge ou fancy, le diamant raconte ainsi à sa manière, rare et inaltérable, la genèse de la Terre. Et ce privilège, sans y suffire, contribue à lui donner sa fabuleuse valeur marchande. Le reste est affaire de pureté, de poids et de réfraction (le diamant possède le plus élevé des indices de réfraction connus), sans lesquels les tailleurs de cristaux ne pourraient apprivoiser ses scintillements de lumière.

Un voyage le long du fleuve Orange, dans cette Afrique du Sud où des hommes blancs venus de Hollande ont fondé en 1888 l'empire sans égal de la De Beers, a suffi pour en connaître le diamant pur, traînant 20 000 kilos de roche diamantifère, on comprend sans peine qu'à la chambre du commerce et de l'industrie de Paris, seul organisme français habilité à délivrer des certificats d'authenticité des pierres précieuses, la caractérisation des diamants soit monnaie courante.

Couleur, poids, teneur en inclusions, inclinaison et dimension des facettes : leurs signes distinctifs y sont rigoureusement déclinés selon les normes internationales, offrant ainsi aux professionnels (négo-ciant, courtiers, antiquaires ou commissaires-priseurs), chaque année, plusieurs milliers de cartes d'identité minérales.

## Jaune canari

« En ce qui concerne le diamant, les imitations sont assez faciles à identifier », précise M. Jean-Paul Poirot, responsable du laboratoire de contrôle. Qu'il s'agisse d'alumine cristallisée, de titane de strontium, ou même du très réfractaire oxyde de zirconium cubique (la meilleure imitation du diamant que l'on connaisse à l'heure actuelle), un simple réflectomètre suffit à en mesurer l'indice de réfraction, toujours différent de celui des vrais diamants. Les difficultés d'identification ne concernent finalement que quelques pierres de couleur fantaisie, dont la production a soudainement augmenté avec la découverte, il y a quelques années, d'un important gisement de diamants roses en Australie.

A l'heure actuelle, les « pierres de feu » donnent donc moins de soucis froides aux gemmologues que les rubis ou les émeraudes. « dont les imitations sont beaucoup plus convaincantes ». Mais pour

combien de temps ? Car, pour les joyelliers, épris de naturel, un faux frère autrement plus dangereux, le diamant de synthèse, s'annonce déjà. Même si les diamants de fabrication industrielle s'apparentent encore plus souvent à des grains de sable qu'à des joyaux à servir pour les grands de ce monde. Même si leur couleur, jaunâtre, en signe encore trop crûment l'artifice.

« Sans vouloir faire de la prospective, il est certain que la situation va devenir plus délicate avec le développement des macrocristaux de synthèse, destinés à l'industrie électronique ou à celle des lasers », affirme M. Jean-Paul Poirot. Déjà, les Japonais produisent des diamants de synthèse dont le poids atteint plusieurs carats (1 carat = 0,2 gramme). Et encore ceux-là annoncent-ils la couleur : un jaune canari franc et clair, qui ne peut être confondu avec le « blanc extraordinaire plus » dont la pureté fait la fierté des diamantaires.

Qu'advient-il, en revanche, lorsque se multiplient la fabrication de diamants parfaitement incolores, tel celui annoncé il y a quelques mois par General Electric ? « Le microscope n'y suffira plus », prévoit déjà M. Jean-Paul Poirot. Pour trancher entre le faux et le vrai, il faudra avoir recours à des mesures fines de conductivité électrique, ou encore étudier les réactions du minéral en spectrométrie infrarouge.

## Cours de gemmologie

Déjà employés au laboratoire de contrôle de la chambre de commerce pour l'analyse des rubis et des émeraudes, ces appareils risquent donc, dans les temps à venir, d'être de plus en plus mis à contribution. Une évolution prévue également par l'Institut de physique et chimie des matériaux (IPCM) du CNRS de Nantes, qui a récemment décidé de consacrer une part de ses activités à l'expertise des pierres précieuses.

« Sur environ dix mille joyelliers en activité en France, seulement 5 % possèdent un brevet de gemmologie », précise M. Bernard Lasserre. Sous la houlette de ce chercheur de l'IPCM, professeur à la faculté des sciences et des techniques de l'université de Nantes, un complément de formation en gemmologie a même été créé, qui délivre depuis 1983 aux professionnels de la joaillerie un doctorat d'expertise.

De la microsonde à effet Raman aux infrarouges à transformation de Fourier, en passant par un microscope à balayage à effet de champ unique en Europe, les « étudiants » qui participent à ces cours très particuliers (une soixantaine sont actuellement inscrits) peuvent s'initier aux techniques les plus performantes de la gemmologie. A condition, bien sûr, que les chercheurs de l'Institut des matériaux ne soient pas en train de les utiliser pour leurs propres travaux.

CATHERINE VINCENT

(1) D'où le nom donné au principal type de roches volcaniques dans lesquelles ont été découverts des diamants, les kimberlites.

## le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

## LES SYNDICATS ET L'EUROPE

Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économies, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro)

# La stérilisation des malades mentaux

Suite de la page 15

Pour sa part, d'un point de vue général, le Conseil national de l'ordre des médecins estime que la stérilisation chirurgicale masculine ou féminine « est une intervention mutilante qui, dans la majorité des cas, n'est pas actuellement réversible et dont les conséquences psychologiques et morales sont imprévisibles. Elle ne peut être pratiquée que pour des motifs très sérieux qui amènent à conseiller formellement et définitivement la grossesse. Le consentement du sujet dûment éclairé est indispensable et l'avis du conjoint doit être recueilli. Un délai de réflexion de deux mois doit être imposé et la technique employée doit, autant que possible, laisser des chances à une intervention réparatrice ».

Dans son commentaire du code de déontologie médicale, l'institution ordinaire se refuse toutefois à prendre plus précisément position, qualifiant simplement de « décision grave » la stérilisation des « psychopathes » et des « jeunes débilés influençables incapables d'utiliser un mode quelconque de contraception, incapables aussi d'élever un enfant ». D'autres codes de déontologie apparaissent dangereusement plus laxistes. Ainsi, en Allemagne, ce code stipule-t-il : « Les stérilisations sont permises en principe lorsqu'elles sont indiquées pour des motifs médicaux génétiques ou sociaux. » « On ne peut qu'être étonné de constater qu'en dépit de l'épisode hitlérien et malgré le code de Nuremberg, des législations eugéniques continuent d'exister dans certains Etats des Etats-Unis, dans les pays scandinaves ou au Japon, déclare le docteur Louis René, président du conseil national de l'ordre des médecins. Dans ces pays la stérilisation peut être imposée à certains psychopathes, délinquants, pervers sexuels et même

épileptiques par décision de l'autorité publique ».

Quelle que soit l'argumentation invoquée, il est clair toutefois que les stérilisations imposées ne sont très généralement aujourd'hui que des solutions caricaturales au problème plus général du droit à la sexualité des handicapés mentaux et des personnes souffrant d'affections psychiatriques graves. Comment faire si, comme on peut aisément le comprendre, on tient pour indispensable d'empêcher toute procréation et si l'on estime, dans le même temps, que le droit à la sexualité ne doit pas être entravé ? En pratique, les contraceptifs injectables, efficaces sur de longues périodes ou encore l'usage de stérilets, permettent souvent de trouver une solution qui ne concerne, il est vrai, que les personnes de sexe féminin. Lorsque ce n'est pas le cas il n'est pas rare que l'avortement - imposé - soit mis en œuvre.

De chirurgicale, la stérilisation devient ainsi chimique, c'est-à-dire réversible. Il n'en reste pas moins vrai que dans l'immense majorité des cas, ces pratiques sont effectuées sous la contrainte, l'accord du malade ne pouvant être obtenu. Faut-il être critique vis-à-vis de telles pratiques mises en œuvre en dehors de tout cadre législatif et réglementaire et ne reposant que sur la conscience du médecin ou, au contraire, considérer qu'elles offrent l'avantage de fournir une solution somme toute raisonnable à un problème des plus délicats ? Quoi qu'on pense, elles permettent de mesurer le chemin parcouru, les législations sur l'interdiction de grossesse, les progrès de la génétique moléculaire, ceux du diagnostic prénatal et l'émergence de la médecine prédictive conférant aujourd'hui à l'eugénisme un tout autre visage et une nouvelle dimension.

JEAN-YVES NAU

## Le Monde

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FAUGUÈRE 75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Téléc : 206.806 F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Téléc : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944  
Capital social : 620 000 F  
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimé de « Monde » 12, rue M. Gumbourg 94852 IVRY CEDEX  
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 347  
ISSN 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-28-33

Le Monde PUBLICITE  
Jacques Lesourne, président  
Françoise Huguet, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial  
5, rue de Montesson, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-81 ou 45-55-91-71  
Téléc : MONDUPUB 206 136 F  
Téléc : 45-55-04-70 - Société filiale du Journal Le Monde et Regie Presse SA

Le Monde TÉLÉMATIQUE  
Composés 36-15 - Taperx LEMONDE ou 36-15 - Taperx LM

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Voie normale-CDE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐  
Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_  
L'éditeur assure l'obligation d'envoyer tous les numéros propres en capitales d'imprimerie

## Pour la FINLANDE

suivez les cygnes...

"Vie du pays FINLANDE". La ville blanche du nord se destine à l'horizon autour du Port sud d'Helsinki et son grand marché coloré.

Par la joyeuse ambiance marine de sa capitale, ses vues, ses monuments, ses boutiques la Finlande dévoile une de ses facettes au touriste arrivant par la mer. Le pays du temps de vivre, ses lacs par milliers et sa nature généreuse, vous attendent.

Et au Nord, la LAPONIE, un univers préservé : loin des bruits, vous n'entendez que l'eau, le vent, les chants d'oiseaux. Les paysages

se succèdent avec harmonie : collines et bois clairs où filent les rayons de soleil, lacs où les cygnes chanteurs semblent annoncer quelque heureuse prophétie, cours d'eau lumineux et transparents.

L'air du Nord y est tiède et le temps ne compte pas sous ce soleil de minuit, omniprésent tout l'été.

Et la Laponie vous donne envie de vous reposer un corps neuf : marche, canot sur le lac d'Inari, pêche, randonnées en 4x4, bateau, moulinet à la main... autant de moments qui resteront inoubliables !

OFFICE NATIONAL DU TOURISME DE FINLANDE  
13, rue Anber 75009 PARIS  
Tél. : (1) 42 66 40 13  
Minitel 3015 Finlande

Quel que soit votre choix : votre voiture, train, voyage organisé, vous saurez tout sur vos prochaines vacances en nous retournant ce coupon.

Nom \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Finlande naturellement votre

**Jameson Irish Whiskey.**

# JAMESON & SON



*Since 1780*

**JAMES WATSON & CO.**  
SCOTCH WHISKY  
THE HOUSE OF WATSON  
SPECIAL RESERVE  
BLACK & WHITE  
JAMES WATSON & CO. DUNDEE

**JAMES WATSON & CO.**  
SCOTCH WHISKY  
THE HOUSE OF WATSON  
SPECIAL RESERVE  
BLACK & WHITE  
JAMES WATSON & CO. DUNDEE

**SHIRAZ**  
DISTILLED, MATURED AND BOTTLED  
IN IRELAND BY

DISTILLED MATURE  
IN IRELAND BY  
*John Jameson & Co.*  
STREET,

**STREET,**

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé. A consommer avec modération.

## ARCHITECTURE

# Un symb

La nouvelle maire de Tokyo a été inaugurée le 5 mars, en présence de personnalités venues de toutes les régions du Japon, dont celles de Paris. La nouvelle mairesse, M. Tomiaki Kishi, était en revanche absente. Le parti conservateur ne souffrait pas du succès de Suzuki, gouverneur sortant, aux élections locales de fin d'avril. Malheureusement, la nouvelle maire souffre de contrainctes qui pourraient être un handicap en de nouvelles élections.

[illegible]

• **Monarchisme autoritaire** : pour ceux qui la proposent au palais de Versailles, la « *fax towa* », comme font dire les japonais, est un lien, un à l'image de ce qu'il y a de plus dans la capitale japonaise : le shogunat. D'un côté, de 156 milliards de yens (plus de deux milliards de francs), la nouvelle monnaie doit être, selon ses promoteurs, la symbolique de l'unité.

Un symbole de puissance et d'opulence. Mais précisément en cela, la nouvelle maison est gus à l'image d'une ville qui, au début d'un élan vers le futur, se dresse.

# A

collages

adco

14 mars 2004

هكذا من الأصل:



## CULTURE

### ARCHITECTURE

# Un symbole de l'opulence japonaise

Kenzo Tange signe la nouvelle mairie de Tokyo

TOKYO

de notre correspondant.

La nouvelle mairie de Tokyo a été inaugurée, le 9 mars, en présence de personnalités parmi lesquelles M. Jacques Chirac, maire de Paris. Le premier ministre, M. Toshiki Kaifu, était en revanche absent, le parti conservateur ne soutenant plus M. Shunichi Suzuki, gouverneur sortant, pour les élections locales du milieu d'avril. Monumentale, la nouvelle mairie soulève des controverses qui pourraient bien se traduire par de nouveaux scandales.

Ce gigantesque complexe architectural est composé de trois bâtiments dont deux tours parallèles de quarante-huit étages, hautes de 243 mètres, les plus hautes de la capitale. La mairie de Tokyo se veut, selon l'expression de son architecte, Kenzo Tange, « le reflet d'une ère d'opulence à l'aube du vingt et unième siècle ». Les deux tours du bâtiment principal, estime l'architecte mondiallement connu, rappellent celles de Notre-Dame de Paris. Le granit poli, gris souris, dont elles sont revêtues comme le caractère massif et quelques peu stalinien d'un ensemble qui tranche avec l'élégance élanée des tours voisines donne surtout l'impression d'une de ces inévitables et colossales bâtisses sorties d'un film de Fritz Lang.

« Monstruosité ostentatoire » pour ceux qui la comparent au palais de Ceausescu, la « Tax tower », comme l'ont déjà baptisée les Japonais, est en tout cas à l'image de ce qu'il y a de pire dans la capitale nipponne : le gigantisme. D'un coût de 156 milliards de yens (plus de cinq milliards de francs), la nouvelle mairie doit être, selon ses promoteurs, le symbole de Tokyo.

Un symbole de puissance et d'opulence. Mais précisément en cela, la nouvelle mairie est peu à l'image d'une ville qui, en dépit d'un gigantisme parfois accablant,



peut être agréable à vivre dans le détail de son chaos apparent — dans les quartiers-villages — et encore moins de ses habitants : la majorité de ceux-ci sont de petites gens bien moins riches que ne le donne à penser le luxe ostentatoire

de certains édifices de consommation collective. La concentration de pouvoir et d'argent à Tokyo est néanmoins prodigieuse, inimaginable même à New-York. Le budget de cette mégapole de douze millions d'habitants (1) équivaut à

plus de la moitié de celui de la Chine : 46 milliards de dollars. Aussi la municipalité est-elle l'une des bases de pouvoir du camp conservateur.

A l'ordre du jour depuis des années, le déménagement de la mairie de Tokyo fait partie d'un plan de décentralisation du quartier de Marunouchi, voisin de Ginza, où depuis le début du siècle se sont rassemblées les instances du pouvoir économique. Le choix de Shinjuku est significatif. Tokyo s'est déplacé vers l'ouest. En dépit des protestations des habitants de la ville basse, à l'est, la mairie ne sera plus au cœur de la vieille cité des shoguns, mais à la périphérie de celle-ci. Le gouverneur va en quelque sorte vers ceux qui l'électent.

### Scandale en filigrane

Shinjuku est en outre, depuis les années 1960, le quartier le plus « tokoyoïte ». Bouillonnant d'activités, « cité sans nuit » à l'est de la gare, centre du capitalisme triomphant à l'ouest, tour à tour chaotique et ordonné, Shinjuku, quartier offert et secret à la fois, est une ville dans la ville. On y trouve tout : l'argent, le dénuement, l'appât de vivre comme l'oubli de soi.

L'implantation de la mairie va quelque peu bouleverser la vie de la partie ouest de Shinjuku, celle des quatorze tours appartenant à des grands groupes industriels ou occupées par des hôtels. Elle signifie en effet l'arrivée des 13 000 employés de la municipalité, le va-et-vient de 10 000 fonctionnaires et de 12 000 visiteurs qui viendront se joindre aux 200 000 personnes (parmi les 700 000 transitant chaque jour par la gare de Shinjuku) arpentant les quartiers des tours.

La nouvelle mairie fleurit surtout un scandale encore en filigrane, qui pourrait éclater à la faveur du règlement de comptes entre conservateurs qui se prépare pour l'élection du nouveau gouverneur le 21 avril : l'octogénaire mais encore vert M. Suzuki brigue en effet un quatrième mandat contre la volonté du parti conservateur (le Monde du 13 février).

Le gouverneur et l'architecte Kenzo Tange sont au cœur de cette affaire. Les relations entre les deux hommes remontent aux Jeux olympiques de Tokyo en 1964 : M. Suzuki était alors gouverneur adjoint et Kenzo Tange conçut le gymnase et la piscine olympique. On retrouve le même tandem pour l'Exposition universelle d'Osaka en 1970. Tout naturellement, l'architecte dirigea la campagne de M. Suzuki pour l'élection à la mairie de Tokyo.

### M. Suzuki et l'« empire Tange »

En 1986, Kenzo Tange fut désigné pour dessiner la nouvelle mairie. Adjudication pour le moins peu transparente, bien que les projets aient été soumis théoriquement de manière anonyme. Par la suite, au cours notamment d'étranges parties de golf organisées par Kenzo Tange, réunissant le « gratin » de la construction, les ententes préalables aux appels d'offres furent, semble-t-il, réalisées. La direction de la société constituée par la mairie pour gérer les travaux était composée en majorité de représentants des grands constructeurs, nous a dit M. Sato, secrétaire général des syndicats de la préfecture de Tokyo.

La construction de la mairie de Tokyo semble essentiellement l'affaire de l'« empire Tange » (auquel elle rapporta officiellement 1,7 milliard de yens). La « reine de l'ombre » de ce dernier est M<sup>me</sup> Takako Tange, que la presse a surnommée « Imelda » (en référence à M<sup>me</sup> Imelda Marcos, veuve de l'ancien dictateur philippin). Dans les rédactions comme dans les dîners en ville, les rumeurs abondent : M<sup>me</sup> Tange est moins connue pour ses extravagances que pour être une femme de tête, gérant d'une main ferme une partie des contrats annexes à la construction de la mairie.

Pour les syndicats de la municipalité, la construction de la nouvelle mairie est l'une des plus éclatantes démonstrations de la collusion de la politique et des grands groupes de construction dans le détournement des deniers publics.

PHILIPPE PONS

(1) Si l'on inclut les préfectures périphériques, qui forment avec Tokyo une gigantesque agglomération, la population se chiffre à trente millions d'habitants.

### CINÉMA

# Un négre blanc

Mr. JOHNSON de Bruce Beresford

Très noir dans son costume colonial blanc, Mr. Johnson sait lire et écrire. Il fait donc fonction de secrétaire auprès du représentant de Sa Gracieuse Majesté. Il n'en peut plus de fierté, se prend pour un Anglais, mais il est bien le seul... L'action se passe au Nigeria en 1923, et se veut la satire à la fois des « petits Blancs » qui se croient supérieurs, et des « négres blancs » qui, fascinés par l'Occident, trahissent leurs traditions, leur culture, et naturellement se trouvent floués.

Le film de Bruce Beresford Mr. Johnson — tiré d'un roman homonyme de Joyce Cary — accumule délibérément les poncifs : dans une Afrique bien propre de carte postale avec somptueux couchers de soleil,

les Noirs sont de grands enfants irresponsables mais débrouillards, habiles, fabuleux, sympathiques, qui dansent tout le temps et travaillent comme des bêtes pour un salaire de misère.

Les Blancs ne comprennent rien à l'insondable mystère de ce pays. Quand ils habitent là depuis longtemps, ils sont devenus alcooliques, violents. Quand ils arrivent, ils sont tellement désarmés qu'ils se racrochent en aveugles au règlement. Leurs velléités humanistes sont battues en brèche... Jamais l'huile ne se mélange à l'eau, comme disait Brecht.

Peut-être aurait-il fallu prévenir Bruce Beresford : la situation a évolué, les questions ne se posent plus tout à fait dans les mêmes termes actuels, si bien que sa caricature rétro devient pour le moins ambiguë.

C. G.

# Les champignons de l'ombre

Les Gallois ne cèdent jamais, pas même à la misère

COMING UP ROSES de Stephen Bayly

La vie est difficile à Aberdare, petite ville minière du pays de Galles touchée par la crise économique. Et le Rex, dernier cinéma encore en activité, est obligé de fermer ses portes, faute de spectateurs. Quelques enfants, quelques vieilles dames, le fréquentent encore. L'ane n'y vient que pour utiliser, gratuitement, les toilettes...

Trevor, le projectionniste, est chargé par la municipalité de garder la salle du Rex, en attendant qu'elle soit rachetée. Mona, la caissière-ouvreuse et marchande d'esquimaux se retrouve au chômage, et obligée de s'occuper du bébé de sa fille partie chercher fortune ailleurs. Trevor, divorcé, doit payer la pension de ses enfants, emprunte de l'argent, qu'il doit rembourser et accepte de transformer, clandestinement, la salle de cinéma abandonnée en champignonnière. Le champignon manque dans les restaurants et les boutiques d'Aberdare. Trevor, ses amis et les vieilles dames, se mettent à cultiver des plants dans des couches de terreau répandues entre les fauteuils.

Coming up Roses fut présenté avec succès dans la section officielle « Un certain regard » du Festival de Cannes 1986. Que ce film n'ait pas été distribué plus tôt en circuit commercial reste un mystère. Cette comédie sociale où l'humour apparaît comme une défense contre le mauvais sort est très proche de certains films de Ken Loach, de Stephen Frears ou de Mike Leigh. Et, si l'espoir fait vivre, les personnages en ont à revendre.

Leur obstination à rester optimistes lorsqu'ils passent, brutalement, d'une réussite à un échec est à la fois très drôle et très émouvante. Il est moins question, ici, de la mort d'une salle que du refus de céder à l'adversité, dans la grisaille d'une ville au particularisme bien précis. Car, détail important qui contribue largement à l'originalité du film : celui-ci est remarquablement interprété par des comédiens gallois qui parlent leur dialecte comme pour affirmer, jusque dans les situations apparemment les plus absurdes, leur identité régionale.

Stephen Bayly, Américain qui fut producteur avec Tony et Ridley Scott, tourne en Angleterre pour Channel Four. Une certaine pratique du documentaire l'a parfaitement servi dans cette fiction réalisée, en grande partie, en décors naturels.

JACQUES SICLIER

o Cinéma Paradiso, vainqueur des British Academy Awards. — Cinema Paradiso a rallié dimanche 17 mars cinq British Academy Awards, les récompenses du cinéma britannique. Couronné pour le meilleur film en langue étrangère, le meilleur acteur (Philippe Noiret), le meilleur second rôle masculin (Salvatore Cascio), le meilleur scénario original et pour la meilleure musique, le film de Giuseppe Tornatore devance les Affranchis, de Martin Scorsese, récompensé trois fois : meilleur film en langue anglaise, meilleur réalisateur et meilleure adaptation. — (AP.)

o Chamrousse en les sommets du rire. — Traditionnel rendez-vous du cinéma souriant, la station de Chamrousse reçoit pour son Festival du film d'humour le réalisateur Nikita Mikhalkov, qui dirigera les débats du jury afin de départager une sélection de neuf films venus des quatre coins de l'Europe, du Canada et des Etats-Unis.

val du film d'humour le réalisateur Nikita Mikhalkov, qui dirigera les débats du jury afin de départager une sélection de neuf films venus des quatre coins de l'Europe, du Canada et des Etats-Unis.

► Jusqu'au 23 mars. Tél. : 76-89-92-65.

o Vente de la bibliothèque de Bernard Blier. — Livres, lettres de comédiens ou d'auteurs, photos et pipes ayant appartenu à Bernard Blier (le Monde du 16 mars) ont été dispersés pour près de 1 million de francs lundi à Paris, à la mairie du IX<sup>e</sup> arrondissement, selon Jacques Tait, qui dirigeait la vente. L'enchère la plus élevée, 75 000 F, est allée à l'édition de Kehl (70 volumes) des œuvres complètes de Voltaire.

POUR GARDER UNE PEAU JEUNE VOUS AVEZ 30 SECONDES ?



**A** Jean-Christophe **V** **E** **R** **T** **Y**

collages

découpages

14 mars - 28 avril 1991

ESPACE ELECTRA  
6, rue Récamier - 75007 Paris

FONDATION ELECTRICITE DE FRANCE  
avec le concours de l'Institut National de l'Audiovisuel. Projections continues d'œuvres choisies - de 12h à 20h, sauf lundi et jours fériés, jeudi jusqu'à 22h.  
Parking Boucault - Métro Sévres-Babylone

## CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

<b>PRINTEMPS DES ARTS DE MONTE-CARLO</b> Opéra de Puccini (20-22-24 mars) Production de l'Opéra de Monte-Carlo « MITRIDATE » RE DI PONTI de Mozart (12 avr) par l'English Speech Festival Dir. : A. de Almeida Récitals Ruggero Rimondi et Margherita Zimmermann (2/4) June Anderson (3/4) Felicity Lott (17/4) Nidia Neguloff (24/4) MUSIQUE DE CHAMBRE Les Arts Florissants Dir. : William Christie (27/4) Archi della Scala et Cecilia Gasda (8/4) Camerata Academica de Salzbourg/Sandor Vegh (10/4) Les Virtuoses de Moscou Vladimir Spivakov (15/4) Quatuor Juillard (19/4) Quatuor Alban Berg (22/4) I Solisti Veneti Claudio Scimone (26/4) MUSIQUE SYMPHONIQUE Orchestre philharmonique de Monte-Carlo Dir. : Erkki Kuro L'Orchestre (7/4) Dir. : Gianluigi Gelmetti Martha Argerich (14/4) Dir. : Cecilia Navarro Gary Hoffman (21/4) DANSE Ballet de Monte-Carlo (30-31/3-1/4) JEANES SOLISTES C. Codi, soprano (30/3) A. Ubrich, mezzo (8/4) F. di Casola, clarinette (13/4) D. Andarszewska, violon (20/4) CINEMA Festival du film musical (20/3-20/4)	<b>CHATELET THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS</b> Dimanche 24 mars 20 h 30 16 heures (p.a. Valais) <b>LES MIJUS MUSICAUX LES ÉLÈVES DE LA ROYAL ACADEMY OF MUSIC</b> Le 25 : MOZART Le 27 : BIZET, ARNE Le 29 : PURCELL Le 31 : WALTON Karhyn mezzo-soprano MICHAEL POLLOCK piano HAYDN, FAURÉ SCHUMANN <b>OPÉRA-CONIQUE</b> Lundi 25 mars 20 heures Loc. 78 42-36-12-20 (p.a. Valais) Cédille <b>CHATELET THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS</b> Lundi 25 mars 20 h 30 16 heures (p.a. Valais) Duetto <b>CONCERTS</b> A 21 heures St-Germain-des-Près Lundi 25 mars 20 heures St-Louis d'Orléans M. St-Louis Mardi 26 mars 20 heures E. République Annulation 18, rue Combarbot M. Pompe Mercredi 27 mars 20 heures P. 120 F Rd. 80 F FIAC, VIRGIN City-Park (p.a. Valais) <b>AUDITORIUM CHATELET</b> Mardi 26 mars 19 heures (p.a. Valais) Wiener <b>AUDITORIUM CHATELET</b> Mercredi 27 mars 19 heures (p.a. Valais) Wiener	<b>« Pénale Musicale et Transmutation »</b> <b>Solistes de l'ENSEMBLE INTERTEMPORAIN</b> SOUBRIAT, BENOÎT PETRASSI <b>LES MIJUS MUSICAUX LES ÉLÈVES DE LA ROYAL ACADEMY OF MUSIC</b> Le 25 : MOZART Le 27 : BIZET, ARNE Le 29 : PURCELL Le 31 : WALTON Karhyn mezzo-soprano MICHAEL POLLOCK piano HAYDN, FAURÉ SCHUMANN <b>OPÉRA-CONIQUE</b> Lundi 25 mars 20 heures Loc. 78 42-36-12-20 (p.a. Valais) Cédille <b>CHATELET THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS</b> Lundi 25 mars 20 h 30 16 heures (p.a. Valais) Duetto <b>CONCERTS</b> A 21 heures St-Germain-des-Près Lundi 25 mars 20 heures St-Louis d'Orléans M. St-Louis Mardi 26 mars 20 heures E. République Annulation 18, rue Combarbot M. Pompe Mercredi 27 mars 20 heures P. 120 F Rd. 80 F FIAC, VIRGIN City-Park (p.a. Valais) <b>AUDITORIUM CHATELET</b> Mardi 26 mars 19 heures (p.a. Valais) Wiener <b>AUDITORIUM CHATELET</b> Mercredi 27 mars 19 heures (p.a. Valais) Wiener
<b>Eric LE SAGE SCHUMANN SCHUBERT</b> piano Récital OLEG LALO, D'INDY Les Concerts BOERINGER présentent le	<b>ORCHESTRE ET CHORALE KUENTZ BACH PASSION ST JEAN</b> Samedi 23 mars 20 h 30 (Kjengon)	<b>Orchestre Philharmonique de Radio-France</b> Dir. : Mark JANOWSKI Catharina COLLARD piano Récital OLEG LALO, D'INDY Les Concerts BOERINGER présentent le
<b>THE LONDON PHILHARMONIC</b> Dir. : Charles DUTOIT VADIM REPIN violon BERLIOZ, SIBELIUS CHOSTAKOVITCH	<b>J.S. BACH Passion selon SAINT JEAN Concerto Köln Chœur Currende de Louvain de Louvain JACOBS</b>	<b>LAZAR BERMAN</b> piano SCHUBERT Liszt <b>Quatuor ORLANDO</b> RIAN DE WAAL FAURÉ, SCHUMANN

# MARS 91

## Concerts Radio France

### A TRAVERS CHANTS

#### Théâtre des Champs-Élysées

<b>Mercredi 20 - 20 h 30</b> Philidor - Carmen Soprano : Ghislaine Raphael Mezzo-soprano : Sophie Fournier Ténor : Martin Hill Baryton : Jean-François Gardel Ensemble Ségur La Grande Écurie et la Chambre du Roy Direction : Jean-Claude Malgoire	<b>Dimanche 24 - 15 h 30</b> Mendelssohn - Les Éléments Ténor : Guy de Mey (Evangeliste) Soprano : Maria Christina Klehr Ténor : Gerd Türk Haute-contre : Andreas Scholl Basses : Michael Schopper, Ulrich Menzinger Chœur Currende de Louvain Concerto Köln Direction : René Jacobs
<b>Jeudi 21 - Vendredi 22 - 20 h 30</b> Mendelssohn - Paulus Soprano : Sherr Greenwald Alto : Hanna Schwarz Ténor : Donald George Basse : Tom Krause Chœur et Maîtrise de Radio France Orchestre National de France Direction : Emil Tschakow	<b>Lundi 25 - 20 h 30</b> M. A. L. Châtelet Les Arts Florissants Direction : William Christie
<b>Le Salon Romantique</b> Samedi 23 - 15 h Brahms - Schubert - Mendelssohn Soprano : Helen Donath Clarinette : Paul Meyer Piano : Klaus Donski Jean-Claude Pennetier Maître de Radio France Direction : Denis Dupays	<b>Mardi 26 - 20 h 30</b> Dvorak - Mahler - Wolf - R. Strauss Soprano : Lucia Popp Piano : Erwin Gagne
<b>Mercredi 27 - 20 h 30</b> Une soirée musicale chez Ravel en 1890 Soprano : Anne-Sophie Schmidt Mezzo-soprano : Hélène Périgault Violoncelle : Sylvie Sallé Ténor : Jean-Luc Viala Baryton : Olivier Lalonde Basse : Vincent Le Texier Piano : Christian Iveldi	<b>Jeudi 28 - 20 h 30</b> Britten - Weber - Zemlin Mezzo-soprano : Hanna Schwarz Orchestre National de France Direction : Erich Leinsdorf

**Radio France**

Radio France 42 30 23 08  
Théâtre des Champs-Élysées 47 20 36 37

## CULTURE

## THÉÂTRE

## Jeunes loups d'aujourd'hui

A Rennes, un « festival des nouvelles tendances théâtrales » qui ne ment pas

Le Grand-Huit-Théâtre national de Bretagne, ex-maison de la culture de Rennes, comprend plusieurs salles qui doivent répondre aux besoins culturels de la population dans différents domaines : cinéma, danse, expositions, musiques, mais d'abord théâtre. A côté des spectacles importants, de productions plus intimistes, le directeur Emmanuel de Vericourt fait appel à la génération montante - François Tanguy ou Stéphane Braunschweig. Il a eu l'idée d'organiser du 15 au 17 mars, sous le titre Emergences, un « festival des nouvelles tendances théâtrales ».

Il n'est pas tellement satisfait de la formulation. Le mot « festival » est à la fois ambitieux et banalisé, l'invocation à la nouveauté peut paraître prétentieuse. Pourtant, le public a suivi, il ne l'aurait peut-être pas fait pour une seule troupe inconnue. Sur plusieurs, on prend le risque de la bonne surprise qui fait oublier la mauvaise.

Les mauvaises surprises étant donc oubliées, il y avait là les Mutilés, de Hermann Ungar, par Marc François, déjà présenté par le dernier Festival d'Automne. Il y avait une troupe rennaise, l'Arpenteur, avec une création, *Température extérieure zéro degré*, qui se passait dans une maison à l'abandon. Un parcours de labyrinthe dans des chambres modifiées au fur et à mesure, décor surréaliste autour d'une histoire d'enfant disparu le jour de ses sept ans. C'est pendant la guerre, il neige. Un acteur, mêlé aux spectateurs debout, sondant les murs lépreux, éveille les voix des fantômes. La porte s'ouvre sur une servante qui, voyant tout ce monde, casse une

soupière. A partir de là, le passé intervient sur l'instant, comme des bribes de contes de fées, de vieilles chansons funèbres tournant sans fin dans la tête. Le surréel prend peu à peu le pas sur le réel. Les chambres se transforment en greniers magiques encombrés d'objets, d'objets quotidiens mais désuets, et la dernière chambre, tendue de drap écarlate, est celle du premier désir, celle de l'absence.

Bien que construit également par assemblage de fragments - suite de séquences annoncées par une présentatrice, *Help*, du groupe fillois Ballatum, donné dans l'une des salles du Grand-Huit, ne ressemble pas à *Température extérieure*. Les images sont nettes, façon high tech. Trois couples se chargent de décrire l'éternelle histoire du couple. Avec humour, tournant en dérision détresse et solitude, enchaînant banalités et vérités premières, gestes de la séduction et de la lassitude, de la chasse à l'homme et à la femme.

## Salomé et la syphilis

On pourrait trouver un certain rapport entre *Help* et le *Concile d'amour*, d'après Panizza, par la compagnie de Patrice Bigel, la Rumeur, la plus ancienne : elle a sept ans. Seulement, ce n'est pas sept personnes, c'est près d'une centaine de figurants qui en plus des comédiens occupent le vaste plateau de la grande salle, participent à la composition d'images somptueuses, inspirées par *Metropolis*, Bob Wilson ou Lavandant, images hautes de la décadence occidentale. Il est vrai que dans le

*Concile d'amour*, on voit la Sainte Famille dans un état lamentable, incapable de remettre de l'ordre au Vatican, faire appel au Diable qui envoie sur terre Salomé et la syphilis. Par bonheur, le sida n'est pas mis en avant, mais une fois encore, le désarroi des hommes et des femmes face à face.

L'avantage de la Rumeur est d'avoir choisi un vrai texte, alors que les deux autres spectacles sont construits sur des scénarios maison, trop confus, trop légers. On pourrait dire sans doute que Patrice Bigel serre de bien près ses références, mais son expérience est passionnante. Que les comédiens du Ballatum reprennent des thèmes et des façons auxquels les spectacles de danse contemporaine nous ont habitués. Mais ils le font avec la rudesse de la gaucherie, qui leur donne un air d'authenticité. Quant à ceux de l'Arpenteur, ils rejoignent une conception de formes libres, d'un contact avec le public expérimenté pendant les années 60. Comme la plupart n'étaient pas nés, ils ne reproduisent pas, ils réinventent avec leur propre poésie.

COLETTE GODARD

## Racine, Hugo, Camus à la Comédie-Française

Au cours de sa première conférence de presse en tant qu'administrateur général de la Comédie-Française, Jacques Lassalle a donné les grandes lignes de la politique qu'il entend mener pendant son premier mandat.

Créations salle Richelieu : *Iphigénie*, de Racine, mise en scène de Yannis Korkos, coproduction avec le TNS à la mi-octobre 1991 ; *Le roi s'amuse*, de Victor Hugo, par Jean-Luc Bourdès, décembre 1991 ; *Caligula*, de Camus, par Youssef Chahine, février 1992 ; *L'École des maris et la Comtesse d'Escarbagnas*, de Molière, par Jacques Lassalle, avril 1992 ; *Mascara*, de Lermontov, par Anatoly Vassiliev, mai 1992.

## Grandes reprises

Parmi les grandes reprises : *le Barbier de Séville*, de Beaumarchais, par Jean-Luc Bourdès ; *la Fausse Suivante*, de Marivaux, par Jacques Lassalle, création le 29 avril ; *la Tragédie du roi Christophe*, d'Aimé Césaire, par Idrissa Ouedraogo, création le 8 juin ; *le Médecin malgré lui* et *le Médecin volant*, par Dario Fo, qui partira également en tournée, ainsi que *la Nuit de*

## MUSIQUES

## Bon voyage !

Avant de partir aux États-Unis l'Orchestre de Lyon rénové jouait dans sa ville

MUSIQUE FRANÇAISE à l'Auditorium Maurice-Ravel de Lyon

## LYON

de notre envoyé spécial

Le dernier accord du *Deuxième Concerto pour piano et orchestre* de Saint-Saëns n'a pas fini de résonner dans l'Auditorium Maurice-Ravel que, sans un regard pour le public, Jean-Philippe Collard se jette dans les bras d'Emmanuel Krivine. Ennu et ému, l'ex-jeune premier du piano français - quarante et un ans cette année, crierie grisonnante - vient de jouer comme nous ne l'avons jamais entendu. Est-il possible que ce concerto ne soit pas cette cripiante boîte à musique Second Empire dont tant de ses confrères se plaisent à remonter la mécanique ? Raffiné, rêveur, technique impeccable, Jean-Philippe Collard se moque de la tradition. Il est des trahisons plus fécondes que l'authenticité. Rit-elle avec un grand A.

A la tête de l'Orchestre national de Lyon, Emmanuel Krivine l'accompagne, les 14 et 15 mars derniers, d'une façon si attentive, si complice, que l'on en oublie l'acoustique désastreuse de la salle lyonnaise. Son orchestre a fait de grands progrès. Les exigences d'Emmanuel Krivine n'ont pas été vaincs. Les nouveaux venus recrutés avec soin se sont si rapidement intégrés à la formation qu'elle sonne avec l'homogénéité d'un « vieil » orchestre.

## Un envol de messages affolés

L'Apprenti sorcier de Paul Dukas, « la Scène d'amour » de *Roméo et Juliette* de Berlioz, la « Deuxième Suite » de *Daphnis et Chloé* témoignent de la véritable naissance de cette formation créée en 1969. Un exemple : trop souvent « le Lever du jour » de *Daphnis* ressemble à un envol de messages affolés, avec Krivine l'entraîne des bois et des cordes semble peu à peu percer la brume du matin pour s'imposer triomphalement. Sa recette est simple : tempo lent, rythmique inflexible, crescendo inexorable, couleurs fondues dans la transparence des plans sonores. Admirable !

L'Orchestre de Lyon part en avril tourner aux États-Unis, ses solistes seront les pianistes Jean-Philippe Collard et Bruno Leonardo Gelber. S'il n'a pas encore l'infatigabilité des grands ensembles américains, il n'est pas chauvin d'affirmer qu'il parle la musique avec un bel accent européen.

## ALAIN LOMPECH

► Emmanuel Krivine vient de publier chez Denon un remarquable enregistrement de *Shéhérazade* de Rimski-Korsakov.

► L'Opéra-Bastille reporte son concours de chant. - Le Concours international de chant qui devait avoir lieu à l'Opéra-Bastille du 2 au 13 mai prochain est reporté au mois de mai 1993. Une décision due, selon la direction, « aux restrictions budgétaires que l'Opéra de Paris doit supporter comme tous les établissements publics culturels ». - (AP.)

**PARIS**

LUNDI 18 MARS 20H30  
VEN. 22, SAM. 23 MARS 18H

**ANNA PRUCNAL**

"AUTO PORTRAIT"  
Bermann, Cornann, Fassbinder, Mailand, Okouchava, Pasolunghi, Vissotski...

66 F. LOC. 42 74 22 77  
2 PL. DU CHATELET PARIS 4°

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

**Le Monde**  
ARTS ET SPECTACLES

**GAVEAU**  
LES LUNDIS MUSICAUX  
25 mars 1991 - 20 h 30  
**CECILIA GASDIA**  
Rostropovich - Bizar - Pasolunghi - Wassenaar  
8 avril 1991 - 20 h 30  
**Katia RICCIARELLI**  
Tél. réservations : 49 33 93 67

**ORCHESTRE COLONNE**  
Lundi 25 mars à 20h30  
**SALLE PLEYEL**

**MOZART**  
INTEGRALE des CONCERTOS pour FLÛTE  
Patrick GALLOIS flûte  
Fabrice PIERRE harpe  
direction  
**BERTRAND de BILLY**  
Rens. 42 33 72 89

**SHAKESPEARE ZADEK**

**ODEON**

**MESURE POUR MESURE**

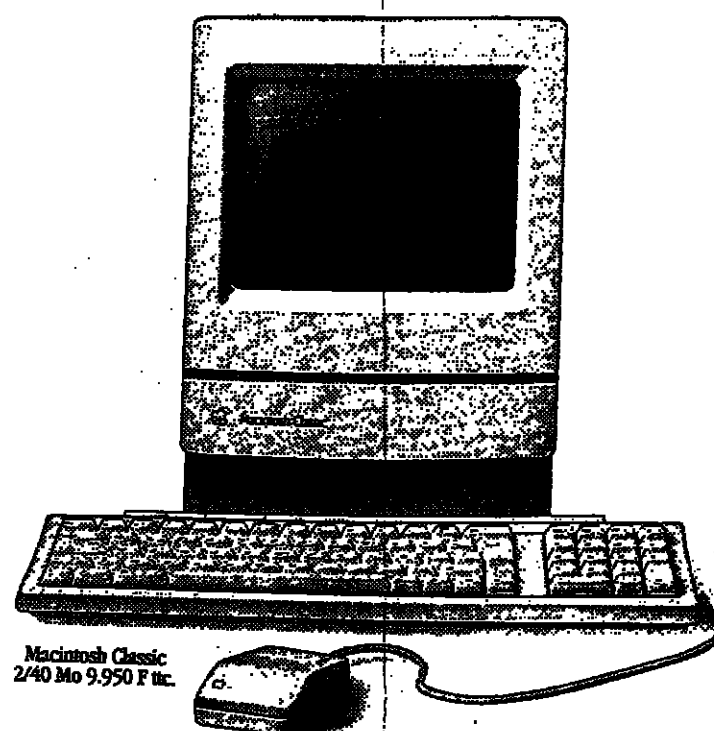
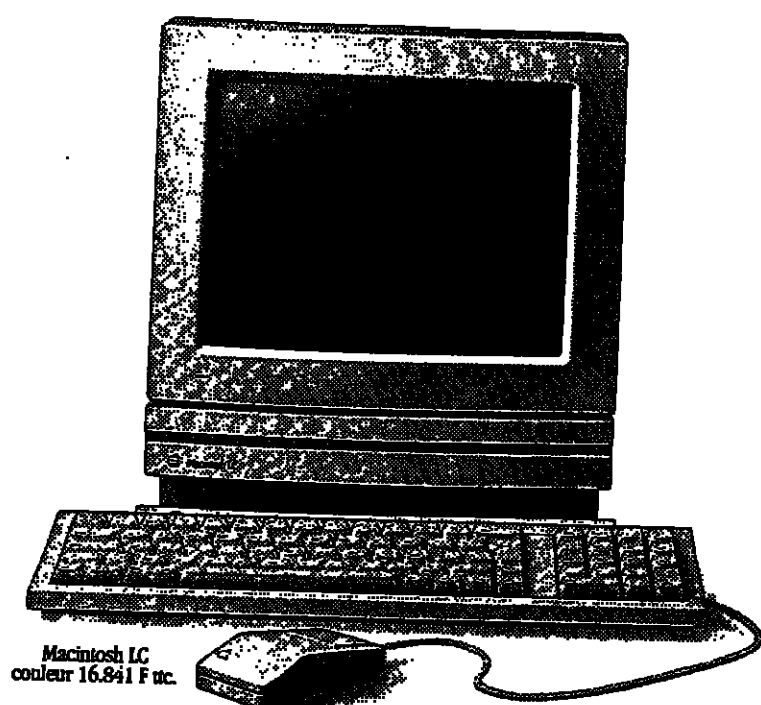
**dernière le 28 mars**

**43 25 70 32**

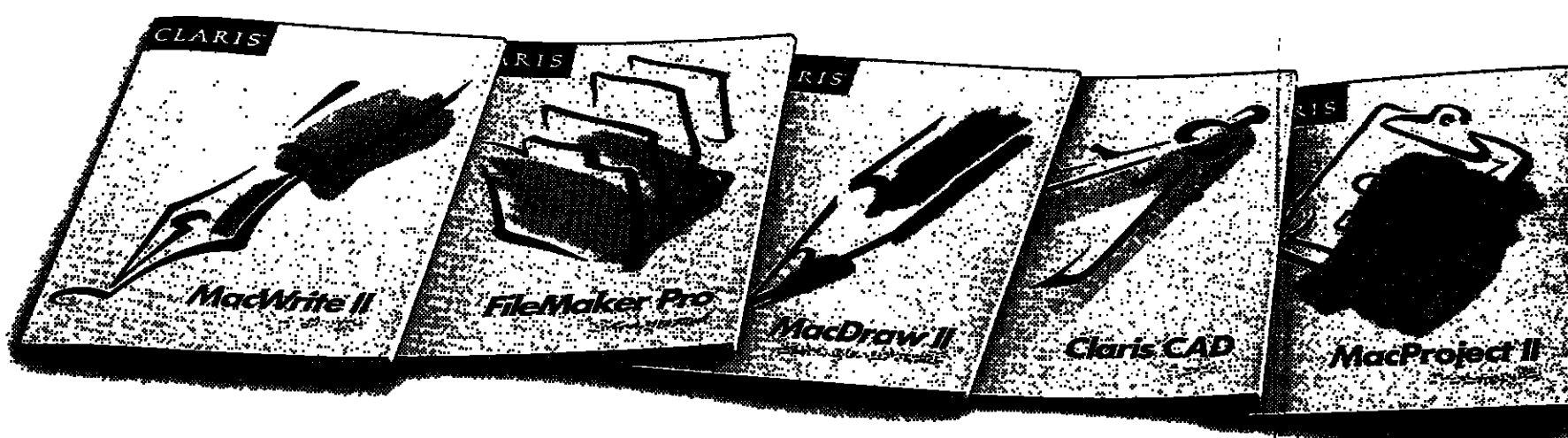




# Voici deux Macintosh



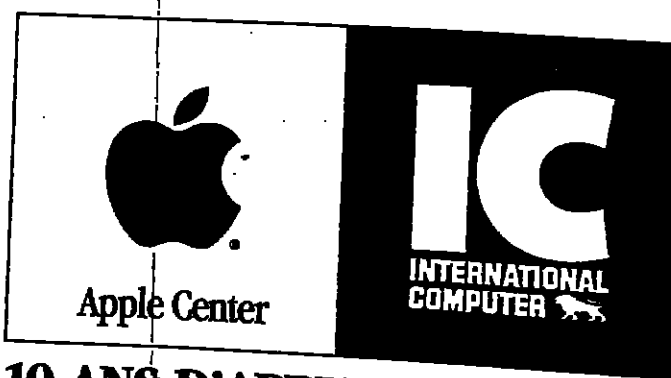
## et cinq bonnes raisons exclusives de les acheter chez IC.



Après le choix Macintosh celui des logiciels est déterminant. IC vous offre en exclusivité et gratuitement les packs d'évaluation de 5 prestigieux logiciels: MacWrite II, MacDraw II, FileMaker Pro, ClarisCAD, MacProject II. Avec IC vous allez pouvoir immédiatement utiliser toutes les performances de votre nouveau Macintosh LC ou Classic et choisir en parfaite connaissance de cause les logiciels qui vous conviennent le mieux. En choisissant Macintosh vous êtes sûr de ne pas vous tromper. En l'achetant chez IC vous êtes sûr de pouvoir mieux choisir vos logiciels, et les acquérir

ensuite à un prix exceptionnel. IC est un des premiers distributeurs Apple en Europe, sa puissance d'achat en volume vous fera bénéficier d'une disponibilité immédiate sur toute la gamme Apple y compris sur les nouvelles imprimantes StyleWriter et Personal Laser Writer LS. IC c'est aussi 10 ans d'expérience et de conseils, une maintenance performante et économique, la formation, et sans doute le plus important le sourire. Il ne vous reste plus qu'à choisir une heure pour venir acheter votre Macintosh chez IC du lundi au samedi de 10 h à 19 h.

(1) 42 72 26 26



**10 ANS D'APPLE ÇA COMPTE**

Offre exceptionnelle pour l'achat d'un Macintosh et strictement limitée aux stocks disponibles.

APPLE CENTER IC BEAUBOURG (1) 42 72 26 26 26 RUE DU RENARD 75004 PARIS • APPLE CENTER IC VENDOME (1) 42 86 90 90 21 PLACE VENDOME 75001 PARIS • IC MARSEILLE 91 37 25 03 94 AVENUE DU PRADO 13008 MARSEILLE • IC TOULOUSE 61 25 62 32 25 RUE OZENNE 31000 TOULOUSE • IC NANTES 40 47 08 62 3 ALLÉE DES TANNEURS COURS DES 50 OTAGES 44000 NANTES • IC LYON 78 62 38 38 47 COURS DE LA LIBERTÉ 69003 LYON

LES HEURES D'OUVERTURE SONT SUSCEPTIBLES DE VARIER SELON LES POINTS DE VENTE, RENSEIGNEZ-VOUS.

مركز من الإيجل

Le Monde

25 L'harmonisation de  
Ventes d'armes

### La force des marchés

En un mois, le dollar vient de bondir de plus de 10 % sur les marchés des changes, passant de 1,45 à 1,62 deutschemark et de 4,95 à 5,54 F. Son ascension, certes, doit beaucoup au succès américain dans la crise du Golfe (l'effet guerre du désert), auquel se sont ajoutés l'espoir d'un redémarrage de l'économie aux Etats-Unis et la perspective d'un lent rétablissement de la balance commerciale de ce pays. En outre, la possibilité de voir la Réserve fédérale mettre un terme à sa politique d'assouplissement du crédit a pu rendre plus attrayants les placements en dollars, et la baisse des taux d'intérêt outre-Atlantique rendant de moins en moins rémunérateurs. De plus, la crise politique qui ébranle l'URSS ne peut qu'affaiblir le mark, minuscule d'un pays directement exposé aux vents glacés de l'Oural.

L'ampleur du mouvement de balancier a tout de même surpris. Il y a à peine un mois, les banques centrales intervenaient pour empêcher le dollar de descendre au-dessous de 1,45 DM. La semaine dernière, elle n'ont pu freiner sa hausse irrésistible, les opérateurs adorant ce qu'ils avaient brûlé et se précipitant pour racheter un billet vert vendu à carreaux ouverts. L'effet « mouton de Panurge » a joué à plein. Cette hausse sensationnelle, certes, les industriels européens, qui souffrent de la concurrence des exportateurs américains, de plus en plus compétitifs grâce à la dévaluation de leur monnaie. Mais elle risque de mécontenter le gouvernement des Etats-Unis, dans la mesure où elle peut compromettre la réduction de la balance commerciale et, peut-être, la reprise de l'expansion.

Elle risque aussi d'inquiéter la Banque fédérale d'Allemagne, qui a érigé en dogme le concept d'un mark fort. L'un des meilleurs moyens de lutte contre l'inflation importée, au moment où les augmentations salariales défilent en RFA (+ 8 % pour les fonctionnaires), il est donc probable que le groupe des sept pays les plus industrialisés va tenter à nouveau de « casser » cette hausse, dont l'ampleur paraît peu justifiée aux opérateurs de sang-froid, et attendre que le mouvement s'essouffle. Mais la « force des marchés » n'est pas un vain mot, et bien des surprises sont possibles. En ce cas, on pourrait envisager une réaction de l'Allemagne, susceptible de relever ses taux d'intérêt pour défendre sa monnaie, et du Japon, qui redoute par-dessus tout le renchérissement de ses importations.

F. R.

Michèle SAILLANT

Directeur de recherche

**“COMPRENDRE L'ÉCONOMIE”**

... pour prévoir

BON DE COMMANDE  
LE JOURNAL DES FINANCES

prix : 49 Frs - à retourner au 122, rue Réaumur



25 L'harmonisation des taux de TVA en Europe  
Ventes d'armes : une mise au point de M. Védrine

26 Technologies : le salon Hifi 1991  
28 Les éditions Bolland en quête de repreneurs

28 Les difficultés du « Quotidien de Paris »  
30 Le marché des quotas laitiers

## La force des marchés

En un mois, le dollar vient de bondir de plus de 10 % sur les marchés des changes, passant de 1,45 à 1,62 deutschemark et de 4,95 à 5,54 F. Son ascension, certes, doit beaucoup au succès américain dans la crise du Golfe (l'effet guerre du désert), auquel se sont ajoutés l'espoir d'un redémarrage de l'économie aux États-Unis et la perspective d'un lent rétablissement de la balance commerciale de ce pays. En outre, la possibilité de voir la Réserve fédérale mettre un terme à sa politique d'assouplissement du crédit a pu rendre plus attrayants les placements en dollars, que la baisse des taux d'intérêt outre-Atlantique rendait de moins en moins rémunérateurs. De plus, la crise politique qui ébranle l'URSS ne peut qu'affaiblir le mark, monnaie d'un pays directement exposé aux vents glacés de l'Oural.

L'ampleur du mouvement de balancier a tout de même surpris. Il y a à peine un mois, les banques centrales intervenaient pour empêcher le dollar de descendre au-dessous de 1,45 DM. La semaine dernière, elle, n'ont pu freiner sa hausse irrésistible, les opérateurs adorant ce qu'ils avaient brulé et se précipitant pour racheter un billet vert vendu à carnets ouverts : l'effet « mouton de Panurge » a joué à plein. Cette hausse satisfait, certes, les industriels européens, qui souffraient de la concurrence des exportateurs américains, de plus en plus compétitifs grâce à la dévaluation de leur monnaie. Mais elle risque de mécontenter le gouvernement des États-Unis, dans la mesure où elle peut compromettre le redressement de la balance commerciale et, peut-être, la reprise de l'expansion.

Elle risque aussi d'inquiéter la Banque fédérale d'Allemagne, qui a dirigé en dogme le concept d'un mark fort, l'un des meilleurs moyens de lutte contre l'inflation importée, au moment où les augmentations salariales défilent en RFA (+ 6 % pour les fonctionnaires). Il est donc probable que le choc de ce sept pays le plus industrialisé va tenter à nouveau de « casser » cette hausse, dont l'ampleur paraît peu justifiée aux opérateurs de sang-froid, et attendre que le mouvement s'essouffle. Mais la « force des marchés » n'est pas un vain mot, et bien des surprises sont possibles. En ce cas, on pourrait envisager une réaction de l'Allemagne, susceptible de relever ses taux d'intérêt pour défendre sa monnaie, et du Japon, qui redoute par-dessus tout le renchérissement de ses importations.

F. R.

Alors que le dollar poursuit son irrésistible hausse

## Le franc résiste bien à la baisse des taux d'intérêt

Prenant les marchés financiers à contre-pied, la Banque de France a abaissé lundi 18 mars d'un quart de point son taux d'intervention, ramené de 9,25 % à 9 %. Cette mesure n'a pas affecté la relation entre le franc et le mark, la devise française profitant en particulier de la nouvelle et forte hausse du dollar. Mardi matin, le billet vert valait 1,62 deutschemark et 5,54 francs sur les marchés européens.

M. Pierre Bérégovoy, ministre des finances et apôtre de la détente du loyer de l'argent, déclarait il y a trois semaines : « Les indications données par le marché (la baisse des taux) s'orientent dans la bonne direction. » Et il y a dix jours : « Il est vraisemblable que les taux français pourront être orientés à la baisse, car les marchés l'anticipent actuellement. » Effectivement, cette anticipation avait provoqué un reflux des taux à court terme, revenus de 10 % au début de l'année à 9 1/8 - 9 1/4 % actuellement, donc un peu au-dessous des

taux d'intervention de la Banque de France.

Mais cette dernière se trouvait plongée dans un environnement peu favorable, qui l'obligeait à privilégier la défense du franc. Le 31 octobre dernier, elle avait bien ramené de 9,50 % à 9,25 % son taux d'intervention, mais, aussitôt après, la Banque fédérale d'Allemagne, soucieuse de lutter contre l'inflation et la surchauffe, avait jugé bon de lever d'un demi-point le sien, à 8,50 %, et récidivait le 31 janvier dernier. De plus, le taux de l'argent à court terme en RFA s'élevait, ces derniers temps, à près de 9 %, ce qui réduisait à peu de chose l'écart avec le taux français et contribuait à maintenir le cours du mark au-dessus de 3,40 francs, non loin de son cours plafond de 3,43 francs.

Pour ne rien arranger, le niveau très élevé des taux d'intérêt en Espagne, à l'initiative d'une banque centrale soucieuse elle aussi de maîtriser l'inflation, hissaient la peseta au sommet du système monétaire européen, au détriment du franc français, en queue du même système. Double tracas pour la Banque de France. Or, vendredi 15 mars, la Ban-

que d'Espagne, saisie par un recul des prix en février, et cédant aux pressions des autres instituts d'émission européens, a abaissé d'un point entier son taux d'intervention, ramené à 13,50 %.

### Vers de nouveaux patiers

Restait le problème du mark, qui flôit 3,41 francs jeudi dernier, au point d'alarmer M. Bérégovoy, qui déclarait sur Antenne 2 « vouloir éviter à tout prix la hausse des taux d'intérêt et, si possible, pouvoir les baisser pour accélérer la reprise de l'activité ».

C'est fait, avec sans doute un peu de pression sur une Banque de France encore réticente, et tant pis pour le mark, qui, paradoxalement, est resté stable. A vrai dire, le paradoxe n'en est pas un, comme nous l'avancions dans nos éditions datées 17-18 mars. La diminution de son taux d'intervention par une banque centrale est souvent prise comme une preuve de confiance dans sa monnaie (et non un manque, comme il a été écrit par erreur). C'est ce qui vient de se passer pour le franc, avec, il est vrai, l'aide providentielle de la hausse du dollar, en pleine ascension - à 1,62 DM con-

tre 1,45 DM il y a un mois - vis-à-vis d'un mark sur la défensive.

D'ores et déjà, les milieux financiers français envisagent d'ici à l'été des diminutions supplémentaires du taux d'intervention de la Banque de France, en route vers les 8,50 %. Cette diminution permettrait aux établissements bancaires d'abaisser à nouveau leurs taux de base (TBB), déjà ramenés de 10,50 % à 10,15 % - 10,25 % en novembre, ce qui permettrait de réduire le coût des crédits accordés aux entreprises, surtout les petites et moyennes, qui paient le TBB majoré de 2 à 5 points, tandis que les grandes entreprises s'alimentent directement sur le marché, au-dessous de 10 %.

Un danger toutefois existe, celui de voir la Banque fédérale d'Allemagne, pour qui la force du mark a toujours été le meilleur rempart contre l'inflation importée, durcir sa politique au cas où la devise germanique s'affaiblirait encore. C'est pourquoi la Banque de France a maintenu à 10 % la fourchette haute de ses pensions à très court terme, au cas où il lui faudrait faire remonter le loyer de l'argent à Paris pour défendre le franc.

FRANÇOIS RENARD

Au journal d'Antenne 2

## M. Rocard se donne deux mois pour évaluer la reprise économique

M. Michel Rocard « espère » que les 10 milliards d'économies budgétaires annoncées il y a une semaine seront suffisantes, mais s'accorde deux mois pour voir plus clair et « mesurer comment l'économie française est repartie », ajoutant que même sans la guerre il aurait fallu faire des coupes.

Invité lundi 18 mars du journal d'Antenne 2, le premier ministre estime que « l'après-guerre va ramener l'optimisme au cœur des gens (...). Déjà les avions sont davantage pleins, déjà l'investissement repart (...). La consommation a donné des signes de redémarrage ».

Après avoir confirmé que les prévisions de recettes du budget 1991 ne seraient pas complètement réalisées, M. Rocard a fait un vigoureux éloge de la politique de franc fort menée par le gouvernement : « Nous n'avons plus la menace d'une monnaie dévaluée qui s'effondre et qui dévalue (...). Un franc stable, un franc debout, c'est la garantie de l'emploi », a déclaré le premier ministre.

Stabilisation de la balance industrielle en 1990

## La croissance allemande à l'origine du redressement du commerce extérieur de la France

Malgré la crise du Golfe et le renchérissement des prix pétroliers qu'elle a provoqué au cours du second semestre 1990, le déficit du commerce extérieur de la France s'est très peu aggravé. Il a atteint 50,3 milliards de francs l'année dernière, contre 43,9 milliards de francs en 1989. Cette légère détérioration s'explique d'ailleurs complètement par l'alourdissement de la facture énergétique.

Le commerce extérieur, ou plutôt son déséquilibre, est depuis longtemps le point faible de l'économie française. A tel point qu'il a parfois forcé les pouvoirs publics à intervenir volontairement la croissance pour freiner les importations, comme ce fut le cas en 1983. Il a surtout pendant longtemps incité le gouvernement en place à dévaluer le franc - ou à laisser filer sa parité par rapport aux monnaies fortes - afin de stimuler les exportations des entreprises françaises. Depuis 1987, la brusque et catastrophique détérioration de nos échanges de produits industriels avec l'étranger (1) a provoqué des doutes puis suscité de vives critiques sur le bien-fondé d'une politique de franc fort, un franc qui, survalué, gênerait sérieusement les entreprises françaises dans leur conquête des marchés étrangers.

Les résultats du commerce extérieur de 1990 apportent en début de réponse à ces interrogations et problèmes anciens. La première est que

l'économie française est probablement moins vulnérable que par le passé au renchérissement des prix du pétrole. Certes, la crise du Golfe n'a pas entraîné - de beaucoup s'en faut - le même choc qu'à la fin des années 70, lorsqu'avait débuté le long conflit entre l'Irak et l'Iran. Le prix du baril, qui ne valait que 13 dollars en 1978, avait grimpé à 17 dollars en 1979, puis à 28,7 dollars en 1980 pour culminer à 32,5 dollars en 1981 et même à 34 dollars en 1982 avant de commencer à baisser. Cette formidable hausse avait été aggravée par un autre choc, celui du dollar, qui valait 4,51 francs en 1978, était monté à 8,98 francs en 1983 sous l'effet des taux d'intérêt élevés pratiqués aux États-Unis pour combattre l'inflation.

Vus sous cet angle, les mouvements de prix survenus en 1990 du fait de l'invasion du Koweït par l'armée irakienne apparaissent dérisoires : le baril, qui valait 17,6 dollars en 1989, n'a augmenté que de 29 %, atteignant en moyenne 22,7 dollars en 1990. On peut à peine parler d'un choc.

On peut d'autant moins le faire que, payée en francs, la tonne de pétrole importée n'a augmenté que de 9 % d'une année sur l'autre, passant de 828 francs à 899 francs. Notre pays a ainsi économisé une douzaine de milliards de francs l'année dernière en payant son pétrole avec un franc fort. S'il est vrai qu'à court terme on devrait plutôt parler d'un dollar déprécié, l'ancrage du franc au mark nous fait peu à peu bénéficier des avantages d'une monnaie solide, qui permet à un pays de payer relativement moins cher ses achats à l'étranger (2).

Le deuxième point marquant de l'année 1990 aura été l'arrêt de l'inquiétante dégradation des échanges de produits industriels avec l'étran-

ger : - 57 milliards de francs (matériel militaire y compris) après - 56 milliards en 1989.

Il est certain que ce résultat s'explique en grande partie par les formidables besoins d'une Allemagne en pleine réunification économique. Ainsi, en 1990, l'impressionnant déficit de nos échanges avec le voisin d'outre-Rhin - diminuant à 16,8 milliards de francs, revenant de 38,6 milliards de francs à 41,8 milliards de francs. Cela est considérable. On aura une idée plus précise des formidables avantages que représente pour l'économie française le boom de la demande allemande quand on saura que le déficit de nos échanges, qui, en moyenne, avait atteint 4 milliards de francs par mois en 1988 et 5 milliards en 1989, n'a été que de 3,5 milliards de francs l'année dernière, ce chiffre se réduisant même à 2 milliards de francs au cours des trois derniers mois de 1990.

Cette heureuse évolution va-t-elle durer ? Là est bien sûr l'interrogation. L'examen attentif de nos échanges industriels n'incite pas à un optimisme excessif. Globalement, c'est-à-dire avec tous les pays étrangers, la stabilisation du solde de nos échanges de produits manufacturés s'explique uniquement par le gonflement d'un seul poste : celui des automobiles et des pièces détachées. Nous gagnons à 8 milliards de francs, l'excédent dans ce domaine passant de 17 à 25 milliards de francs. Or c'est vers l'Allemagne justement que les exportations d'automobiles ont beaucoup augmenté. On sait à peu près ce qui s'est passé outre-Rhin : les Allemands de l'Ouest ont vendu leurs véhicules d'occasion à l'Est et ont racheté des voitures neuves. Ce phénomène va probablement cesser et, avec lui, le boom automobile dont nous avons bénéficié. On peut seule-

ment espérer que lui succèdera, en provenance d'Allemagne, une demande accrue de biens d'équipement, de biens de consommation et de biens intermédiaires, postes sur lesquels nos soldes se sont dégradés ou seulement stabilisés en 1990 vis-à-vis de l'étranger (3).

Autre interrogation : le déficit de nos échanges de produits manufacturés ne risque-t-il pas d'augmenter à nouveau si la croissance économique reprend ? La question vaut d'être posée car la relative amélioration de notre balance industrielle enregistrée l'année dernière s'explique beaucoup par le tassement général des échanges. C'est ainsi que l'ensemble de nos exportations n'a augmenté en valeur que de 3 % environ, contre 14,5 % en 1989, nos importations freinant quant à elles davantage, puisque passant de + 19 % à + 3,3 %. Une réaccélération de l'activité provoquerait à peu près sûrement, comme c'est l'habitude, un fort rebond des importations, mettant en péril la stabilisation du solde industriel dont se réjouit tant le gouvernement.

Peut-être faut-il à contrario se rassurer en imaginant que la fin de la récession aux États-Unis et en Grande-Bretagne améliorera nos échanges avec ces deux pays, qui se sont dégradés l'année dernière au point d'annuler complètement

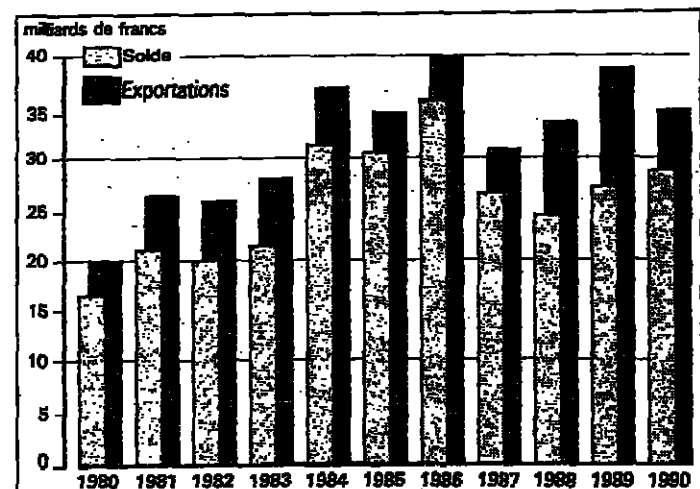
l'amélioration enregistrée avec l'Allemagne : 16,8 milliards de francs gagnés ici, 13,3 milliards reperdus là.

Tel est le bilan d'une année 1990 meilleure que prévu mais qui, bien plus que par un choc pétrolier de très faible ampleur, a été profondément marquée par le ralentissement de la croissance économique dans le monde après trois années de forte activité, par la dépréciation du dollar (4) et enfin par le comportement hors norme d'une Allemagne tout entière concentrée sur sa réunification économique.

ALAIN VERNHOLLES

- (1) Les échanges de produits industriels (y compris le matériel militaire) étaient largement excédentaires au début des années 80 (+ 97 milliards de francs en 1984, + 83 milliards de francs en 1985). En 1986, cet excédent s'est fortement réduit (+ 32 milliards) pour disparaître complètement à partir de 1987 (- 10 milliards). Les résultats de 1988 (- 42 milliards de francs) et 1989 (- 56 milliards) ont été encore plus mauvais.
- (2) La parité moyenne du franc s'est appréciée de 7 % en 1990 vis-à-vis de l'ensemble des monnaies.
- (3) En fait, hors ventes d'Airbus, le solde des biens d'équipement professionnels civils s'est très légèrement amélioré. Les ventes d'Airbus ont été freinées en 1990 par des grèves survenues chez le constructeur anglais.
- (4) Le dollar a passé de 6,38 francs en moyenne annuelle 1989 à 5,44 francs en moyenne annuelle 1990 (- 15 %).

### Les ventes d'armes plafonnent



L'administration des douanes n'indique pas, dans ses statistiques d'exportations d'armes, les pays ou les zones destinataires. En revanche, on sait de source parlementaire (rapport Branger sur la défense) que 28 % des 20 milliards de francs de commandes militaires passées en 1989 émanaient des pays du Maghreb et du Proche-Orient, 45 % des pays industrialisés, 14 % des pays d'Extrême-Orient. Les mêmes sources indiquent que 56 % des

livraisons d'armement en 1989 sont allées vers des pays du Maghreb et du Proche-Orient.

On ne dispose d'aucun chiffre pour 1990, mais, d'après nos informations, les livraisons d'armes vers l'Irak auraient été très importantes pendant tout le premier semestre de l'année dernière (de l'ordre d'un milliard de francs par mois) avant de s'arrêter complètement en juillet, c'est-à-dire avant même l'invasion du Koweït.

Michèle SAINT MARC  
Directeur de recherche au CNRS

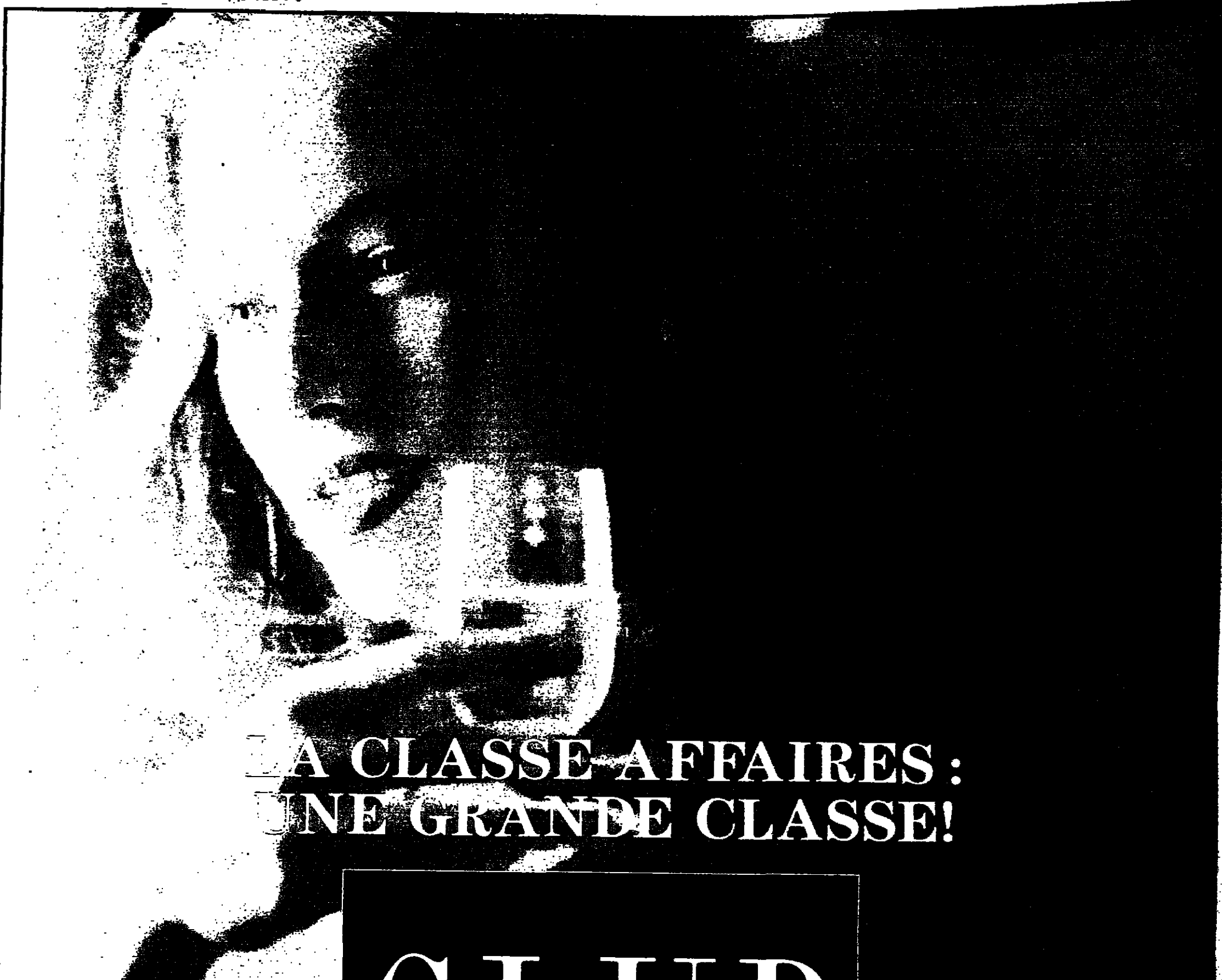
## "COMPRENDRE L'ÉCONOMIE"

... pour prévoir la conjoncture

BON DE COMMANDE

LE JOURNAL DES FINANCES  
Nom .....  
Adresse .....

prix : 49 Frs - à retourner au Journal des Finances,  
122, rue Réaumur - 75002 PARIS



LA CLASSE AFFAIRES :  
UNE GRANDE CLASSE!

CLUB  
ANA

Les affaires avec classe.

Poursuivant sa tradition d'hospitalité et de fiabilité, ANA élève à un nouveau standard le service de la classe affaires avec CLUB ANA.

Dès que vous montez à bord, une multitude de détails vous montrent que CLUB ANA pense à votre confort. Comme nos sièges spacieux avec plus de place pour les jambes; des vêtements de vol pure laine; des écrans de télévision individuels\* avec des jeux vidéo; et un plus grand choix de canaux de musique stéréo offrant un son CD de haute qualité.

Même notre porcelaine montre que l'on est au-dessus de la classe affaires. Vous aurez le plaisir de goûter des plats de toutes les régions du Japon, servis magnifiquement dans de la porcelaine fine Koimari.

Ou notre repas gourmet occidental, présenté élégamment dans de la porcelaine Royal Doulton.

Naturellement, tous vos désirs seront satisfaits par notre service discret et personnel qui a fait de ANA le favori des voyageurs expérimentés, dans le monde entier.

Que vous soyez un voyageur d'affaires, ou simplement un passager exigeant aux goûts raffinés, nous pensons que vous conviendrez que le service classe affaires CLUB ANA est un service de grande classe.

\*Sur D400 et B747 seulement.



ANA  
All Nippon Airways

Japan's best to the world.

Quelques détails dans le service peuvent varier suivant la route suivie et l'avion utilisé; ce service n'est pas disponible sur les vols opérés par des compagnies associées. ANA offre deux fois par semaine un vol Paris - Tokyo sans escale. Pour réserver ou pour d'autres renseignements, veuillez contacter votre agence de voyages ou All Nippon Airways, 91, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris. Téléphone: (1) 44.31.44.31.

CEE

## Les Douze sur l'han

Le rapprochement des taux de TVA appliqués par les États membres de la Communauté européenne - condition nécessaire à la suppression sans drama des contrôles aux frontières à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1993 - pourrait s'avérer moins difficile que prévu. « Il n'est pas exclu que nous parvenions, avant le 1<sup>er</sup> juillet, à un accord politique d'ensemble, y compris sur l'essentiel, à savoir le niveau minimum du taux normal de TVA », a estimé lundi 18 mars un collaborateur de M. Pierre Bérégovoy, à l'issue d'une rencontre des douze ministres des finances consacrée à la fiscalité indirecte. Un objectif que M. Jean-Claude Juncker, le ministre luxembourgeois qui préside les travaux des Douze, est déterminé à atteindre.

BRUXELLES  
(Communauté européenne)

de notre correspondant  
Le déblocage s'explique largement par une série de décisions prises par six États membres - la France, la RFA, la Belgique, le Luxembourg, le Danemark et l'Ir-

## Français et Allemands minimisent leur différend sur l'UEM

Les douze ministres des finances ont voulu donner l'impression, le 18 mars, que les travaux de la conférence intergouvernementale (CIG) chargée de rédiger le traité sur l'union économique et monétaire (UEM) se poursuivent sans à-coups et sans heurts. L'échange a porté sur la répartition des compétences entre le système européen de banque centrale (SEBC) et le conseil des ministres des finances.

La controverse sur le contenu de la deuxième étape, qui devait en principe commencer le 1<sup>er</sup> janvier 1994, est plus sensible, comme en ont témoigné ses réactions françaises à la proposition allemande, présentée il y a un mois, d'attendre la troisième étape pour installer la banque centrale commune. La France avait manifesté une certaine émotion, mais on en trouvait plus aucune trace le 18 mars.

M. Jean-Claude Juncker, le président luxembourgeois, a soulevé à propos de la deuxième étape un projet de compromis pour la réunion informelle des douze ministres des finances en mai. Minimisant leur différend, les Allemands et les Français se sont d'accord sur l'essentiel : 1. Il ne doit pas y avoir de transfert de souveraineté au profit des nouvelles institutions de l'union au cours de la seconde étape ; 2. La deuxième étape sera organisée pour permettre une convergence accrue; durant cette deuxième étape la discipline de change qu'impose le système monétaire européen deviendra irréversible ; 3. Le passage à la troisième étape, décidé à l'unanimité, impliquera une large convergence des performances économiques; des dispositions transitoires pourront être prises pour la deuxième étape, en faveur des pays ayant des difficultés à suivre. Le différend franco-allemand porterait uniquement sur l'opportunité d'installer le système européen de banque centrale durant la deuxième étape.

Ph. L.

Le Monde  
PUBLICITE  
FINANCIERE  
Renseignements :  
45-55-91-92, page 4330

هكذا من الامم



## ÉCONOMIE

CEE

D'ici au 1<sup>er</sup> juillet prochain

### Les Douze espèrent parvenir à un accord sur l'harmonisation des taux de TVA

Le rapprochement des taux de TVA appliqués par les États membres de la Communauté européenne - condition nécessaire à la suppression sans drame des contrôles aux frontières à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1993 - pourrait s'avérer moins exclu que nous parvenions, avant le 1<sup>er</sup> juillet, à un accord politique d'ensemble, y compris sur l'essentiel, à savoir le niveau minimum du taux normal de TVA, a estimé lundi 18 mars un collaborateur de M. Pierre Bérégovoy, à l'issue d'une rencontre des douze ministres des finances consacrée à la fiscalité indirecte. Un objectif que M. Jean-Claude Juncker, le ministre luxembourgeois qui préside les travaux des Douze, est déterminé à atteindre.

BRUXELLES  
(Communautés européennes)

de notre correspondant

Le déblocage s'explique largement par une série de décisions prises par six États membres - la France, la RFA, la Belgique, le Luxembourg, le Danemark et l'Ir-

lande - allant toutes dans le sens d'un rapprochement des taux de TVA, ainsi que des droits d'accises (des taxes à la consommation sur l'alcool, le tabac et les carburants). M. Theo Waigel, le ministre allemand, a confirmé la décision de son gouvernement de relever le taux de TVA normal, qui est actuellement de 14 % (au lieu de 18,6 % en France) au 1<sup>er</sup> janvier 1993. La France est décidée à continuer à réduire ses taux majorés, qui pourraient avoir complètement disparu au 1<sup>er</sup> janvier 1993.

Le rapprochement des taux est nécessaire pour que l'abolition des frontières fiscales n'entraîne pas de distorsions de concurrence. L'effort à accomplir n'est pas mince : un expert français rappelle ainsi que la valeur du point de TVA représentait plus de 20 milliards de francs.

Un double accord a été conclu lundi, qui concerne les particuliers. Le principe était déjà acquis qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1993 les voyageurs circulant dans la Communauté paieront la TVA dans le pays d'origine du produit ou du service acheté. Ils pourront donc effectuer leurs emplettes là où il leur semble, toutes taxes comprises, et repasser la frontière sans encombre. Onze États membres avaient admis ce principe et la réserve du Danemark a été levée le 18 mars. En matière fiscale, tout

accord exige en effet l'unanimité. Dès l'été prochain, les particuliers bénéficieront d'un relèvement de 30 % de la « franchise voyageurs », c'est-à-dire des achats qu'ils pourront faire, toutes taxes comprises, dans un autre État membre. Le plafond de ces franchises qui est actuellement de 390 écus (2 700 francs) passera à 600 écus (soit 4 200 francs). Les maximums autorisés concernant les cigarettes, les vins et les spiritueux resteront pour longtemps inchangés.

Le cas des automobiles

Des progrès substantiels ont également été obtenus lundi en ce qui concerne la définition de ce qu'on appelle les régimes particuliers des TVA, et qui sont au nombre des accords. Le premier a trait à la vente des véhicules neufs (voitures, camions, motos, bateaux, avions). Il s'agit d'une exception à la règle édictée plus haut, au terme de laquelle le citoyen ordinaire pourra aller faire des achats, toutes taxes comprises, dans un autre État membre.

S'agissant des voitures, produit coûteux, il était déjà acquis que la TVA serait acquittée par l'acheteur dans le pays d'immatriculation. Il restait à définir ce qu'on entendait par véhicule neuf. Ce qui a été fait lundi : la voiture devra avoir été

livrée depuis moins de trois mois et avoir parcouru moins de 3 000 kilomètres. A contrario, dans le cas de véhicule d'occasion (plus de trois mois, plus de 3 000 kilomètres), M. Tout-le-Monde sera libre d'acheter son véhicule là où la TVA est la moins élevée.

Les modalités d'application des autres régimes particuliers de TVA - celui des ventes par correspondance, celui des achats par des « non assujettis institutionnels » (administrations, collectivités locales, hôpitaux) et celui des « assujettis exonérés » (banques, compagnies d'assurances) - n'ont pas encore été complètement réglés. Dans les deux cas, il s'agit de fixer des seuils (comme par exemple le montant des achats pour les administrations et pour les banques), au-delà desquels la TVA devra être perçue dans le pays de consommation.

Les ministres ont aussi rapproché leur point de vue sur la question des taux réduits de TVA sur leur niveau (pas plus de deux) que sur la liste des produits auxquels ils seront appliqués. M. Jean-Claude Juncker présentera d'ici la réunion informelle des ministres des finances, à la mi-mai à Luxembourg, un projet de compromis sur les points en suspens.

PHILIPPE LEMAITRE

TRANSPORTS

Un plan étalé sur cinq ans

### La fermeture de 2 000 gares de fret inquiète les cheminots

Entre la direction de la SNCF et les syndicats représentant les cheminots, le fret - et en particulier le « wagon isolé » - est devenu un motif d'incompréhension profonde. La mise en place d'une nouvelle direction du fret, forte de 1 400 personnes et responsable de ses dépenses et de ses recettes, ne les rassure pas.

Pour la direction, tout est simple. L'activité marchandises se divise en trois branches : le train entier, largement bénéficiaire, le transport combinant train et camion, qui est juste équilibré, et le wagon isolé, qui perd 1 milliard de francs pour 7 milliards de chiffre d'affaires annuel.

Pressée par le ministère des finances de couper dans ce dernier secteur, qui perd chaque année depuis 1973 7 % de son activité, la direction a décidé, dans le cadre du plan d'entreprise (1990-1994), de réduire de 40 à 50 % le coût de ces dessertes par wagon isolé, et pour cela, elle entend ramener de plus de 3 000 à 1 200 le nombre des gares ouvertes à ce type de trafic.

« Oui, nous recherchons la rentabilité », explique M. Jacques Fournier, président de la SNCF. En matière de fret, il n'existe pas de service public et nous affrontons la concurrence la plus totale. Nous ne sommes plus au XIX<sup>e</sup> siècle : la route et le camion sont présents sur l'ensemble du territoire.

Dès 1990, première année du plan, 250 millions de francs environ ont été économisés. Cet objec-

tif de rentabilité se double d'un effort commercial, car la lenteur du wagon isolé ne donne pas satisfaction à la clientèle. En supprimant les triages intermédiaires et en simplifiant les relations ferroviaires, la direction entend offrir, à terme, un délai d'acheminement des marchandises de vingt-quatre heures aujourd'hui dans le meilleur des cas.

Cette réorganisation passe très mal auprès des cheminots. Bien des agents ne comprennent pas que l'on taille aussi durement dans un secteur qui représente 53 % des recettes du fret. Ils redoutent que le déclin du wagon isolé entraîne en conséquence celui du trafic « voyageurs ».

« Ce qui nous fait peur aussi », souligne M. Jacques Menou, responsable de l'union fédérale maillais et cadres cheminots de la CFDT, c'est que la direction fait des économies de la même façon, qu'il s'agisse du Havre, où le trafic est abondant, ou de la Creuse, où il ne l'est pas. D'autre part, nous pensons que le délai d'acheminement en vingt-quatre heures est irréaliste puisqu'il nécessiterait des trains supplémentaires sur des axes déjà encombrés comme Lille-Marseille ou Paris-Bordeaux ». Hostile à la segmentation du fret, la CFDT, qui organise le jeudi 21 mars un colloque sur ce thème, préconise « un réseau unique » permettant à chaque activité de se développer.

ALAIN FAUJAS

### Français et Allemands minimisent leur différend sur l'UEM

Les douze ministres des finances ont voulu donner l'impression, le 18 mars, que les travaux de la conférence intergouvernementale (CIG) chargée de rédiger le traité sur l'union économique et monétaire (UEM) se poursuivent sans à-coups et sans heurts. L'échange a porté sur la répartition des compétences entre le système européen de banque centrale (SEBC) et le conseil des ministres des finances.

La controverse sur le contenu de la deuxième étape, qui devrait en principe commencer le 1<sup>er</sup> janvier 1994, est plus sensible, comme on ont témoigné les réactions françaises à la proposition allemande, présentée il y a un mois, d'attendre la troisième étape pour installer la banque centrale commune. La France avait manifesté une certaine irritation, mais on en trouvait plus aucune trace le 18 mars.

M. Jean-Claude Juncker, le président luxembourgeois, soumettra à propos de la deuxième étape un projet de compromis pour la réunion informelle des douze ministres des finances en mai. Minimisant leur différend, les Allemands et les Français semblent d'accord sur l'essentiel : 1. Il ne doit pas y avoir de transfert de souveraineté au profit des nouvelles institutions de l'union au cours de la seconde étape ; 2. La deuxième étape sera consacrée à la discipline de la convergence des monnaies ; 3. Le passage à la troisième étape, décidé à l'unanimité, impliquera une large convergence des performances économiques ; 4. des dispositions transitoires pourront être prises pour la deuxième et la troisième étapes, en faveur des pays ayant des difficultés à suivre. Le différend franco-allemand portait uniquement sur l'opportunité d'installer le système européen de banque centrale durant la deuxième étape.

Ph. L.

**Le Monde**  
**PUBLICITÉ FINANCIÈRE**  
Renseignements :  
45-55-81-82, poste 4330

En raison d'un différend entre le Parlement et le Conseil des ministres

### Les fonds pour la recherche européenne sont bloqués

Adopté en décembre 1989, le troisième programme cadre de recherche-développement (PCRD) de la Communauté, couvrant la période allant de 1990 à 1994, ne peut toujours pas entrer en application. Les fonds prévus - 5,7 milliards d'euros (40 milliards de francs) - restent bloqués et il y a désormais peu de chances qu'ils puissent être mis à la disposition des intéressés, chercheurs et industriels, avant 1992.

Un différend entre le Conseil des ministres et le Parlement européen est à l'origine de cette situation. Une fois le PCRD voté à l'unanimité par les Douze, les quinze programmes spécifiques qui le composent devaient être adoptés à la majorité par le Parlement européen. Soumis en première lecture à l'Assemblée de Strasbourg, les cinq premiers programmes spécifiques furent amendés. Mais le Conseil des ministres ne devait retenir aucun de ces amendements, provoquant la colère des parlementaires qui menacèrent de saisir la Cour de justice.

Pour mettre un terme à cette discordie, la Commission a décidé de retirer les propositions relatives aux cinq programmes en question, repre-

nant ainsi le débat de zéro. Sur les dix autres programmes, le débat n'a pas encore commencé.

De nouvelles propositions devraient être soumises en mai au Parlement. Elles pourraient être adoptées par le Conseil des ministres au mieux en juin. Conséquence, les appels d'offre ne pourront être lancés qu'à l'automne ; les « robots » du troisième PCRD ne pourront être ouverts que début 1992. A supposer que chacun fasse preuve de meilleure volonté.

L'opposition du Parlement semble avoir porté plus sur des questions de forme que de fond, en particulier d'ordre budgétaire. Le Parlement estime que c'est à lui de fixer l'enveloppe budgétaire. Dans l'entourage de M. Hubert Curien, ministre français de la recherche et de la technologie, on avoue être « inquiet » des retards occasionnés par ces différends institutionnels. Mais cette crise met aussi en évidence la nécessité de modifier les modalités de la politique de recherche communautaire, en faisant précéder d'un débat au Parlement l'adoption du programme par la Commission.

A. K.

EN BREF

La Redoute lance une OPA sur la britannique Empire Stores. - La Redoute, première société française de vente par correspondance (VPC), filiale du Printemps, vient de lancer une offre publique d'achat sur Empire Stores, la plus petite des cinq premières sociétés de VPC britanniques (après Great Universal Stores, Littlewoods, Freemans et Grattan). La Redoute, qui contrôlait déjà 25,8 % du capital d'Empire Stores, a porté sa participation à 37,8 % les semaines dernières en rachetant les 12 % qui détenaient Great Universal Stores. On s'attend qu'Empire Stores, évalué à 49 millions de livres (environ 489 millions de francs), rejette cette offre.

Pessimisme des ménages selon l'INSEE. - L'enquête réalisée en janvier auprès des ménages par l'INSEE montre dans l'ensemble un grand pessimisme sur presque tous les sujets abordés (prix, situation financière, emploi, intentions d'achat d'automobile et de biens d'équipement ménagers). Mais cette enquête a été fortement influencée par la guerre du Golfe. Un point favorable apparaît concernant le passé immédiat : l'appréciation positive des salaires sur leur situation financière... et, d'une façon générale, la bonne appréciation des ménages sur leur propre niveau de vie, l'indicateur se situant dans ce domaine parmi les meilleurs de ceux observés depuis 1984-1985.

Salomon : cent suppressions d'emplois supplémentaires. - En raison des mauvais résultats enregistrés l'année précédente - 91 millions de francs de pertes - le groupe Salomon avait annoncé en juillet 1990 un plan de restructuration accompagné de 467 suppressions d'emplois, dont 241 en France. La direction de la société, implantée à Annecy (Haute-Savoie), a fait savoir lundi 18 mars qu'elle procéderait à une centaine de suppressions d'emplois supplémentaires par rapport à ce programme. Pour l'exercice 1990-1991, la perte prévisible devrait être comprise entre 200 et 250 millions de francs.

RECTIFICATIF. - Dans « Lectures » de Bernard Maris (« Le Monde » du 19 mars), il fallait lire, au début de la chronique, « l'intenable ambition des microéconomistes », et non des « macroéconomistes », comme il a été imprimé par erreur.

Erratum : la baisse de la natalité au Maghreb. - Dans l'article « Une démographie moins explosive » publié dans le Monde du vendredi 15 mars, une erreur de transmission a fait attribuer au Maroc une baisse du nombre de naissances en 1986 (764 000 contre 845 000), baisse qui s'est produite en fait en Algérie.

INDUSTRIE

Le débat sur les ventes d'armes

### Les Etats-Unis vont autoriser l'Eximbank à garantir des crédits relatifs aux exportations d'armement

Alors que l'administration américaine parle de limitation du commerce des armes au Proche-Orient, cette même administration a fait parvenir au Congrès une proposition - révélée par le New York Times lundi 18 mars - visant à permettre à l'Export-Import Bank, une agence gouvernementale dont le siège est à Washington, de garantir des crédits de ventes d'armes américaines à des clients étrangers, sans exclure nominativement les pays de cette région.

NEW-YORK

de notre correspondant

« Il s'agit d'un programme pilote, aux termes duquel l'Eximbank pourra accorder jusqu'à 1 milliard de dollars (5,5 milliards de francs) de garanties d'emprunts », a indiqué, lundi 18 mars, M. Martin Fitzwater, porte-parole de la Maison Blanche, ajoutant que cette décision visait à créer « un programme orienté vers un marché spécifique permettant aux exportateurs

américains de matériels militaires de bénéficier des mêmes dispositions que celles actuellement applicables aux exportations d'articles civils ». M. Fitzwater n'a pas caché qu'il s'agissait aussi de répliquer aux concurrents étrangers, qui, en France, en Grande-Bretagne et en Allemagne, disposent de mécanismes de soutien à l'exportation comparables.

Ces aides nouvelles à l'exportation ne concernent que les ventes d'armes dites commerciales (conclues avec une firme étrangère) et non pas les « Foreign Military Sales » (ventes conclues d'Etat à Etat), lesquelles représentent les deux tiers des exportations d'armes, prévues toutefois un spécialiste de ces questions à Washington. Au cours de l'année fiscale 1989-1990, les ventes d'armes d'Etat à Etat ont porté sur 7,3 milliards de dollars, contre 8,9 milliards l'année précédente. Dans le même temps, les ventes commerciales étaient aussi en nette diminution. En 1989-1990, elles représentaient 4,4 milliards de dollars, contre 7,9 milliards l'année précédente.

Depuis le début des années 70, l'Eximbank, dont la fonction est de

financer, au moyen de taux bonifiés, les exportations de produits américains à destination d'acheteurs étrangers, n'intervenait que pour des opérations à caractère civil. Les dispositions nouvelles vont rompre avec la politique suivie par l'administration américaine depuis 1968, lorsqu'une disposition de la législation sur le contrôle des exportations d'armes (section 32) avait interdit toute action de l'Eximbank pour des crédits à des fins militaires destinés à des pays en voie de développement.

A présent, la question est de savoir si les pays du Proche-Orient pourront bénéficier de cette levée d'interdiction. Dans un premier temps, l'administration a fait savoir qu'elle songeait surtout aux pays de l'OTAN, à Israël, au Japon et à l'Australie, quelques-uns de ses plus importants clients dans le domaine des exportations militaires. Mais rien n'exclut, si l'intérêt national l'exige, que les ventes d'armes à destination « de tout autre pays », et donc de la région du Golfe, soient aussi, de fait, autorisées, admet-on en privé.

SERGE MARTI

### Une mise au point de M. Védérine

A la suite du compte rendu de l'université de printemps du com-  
te de M. Laurent Fabius à Grand-Quilly et de notre commentaire sur le débat relatif aux ventes d'armes (le Monde du 19 mars), M. Hubert Védérine, porte-parole du président de la République, nous écrit :

1) Je n'ai évidemment, à aucun moment, « plaidé pour la liberté du commerce des armes ». Ce commerce est déjà très réglementé. Il est nécessaire de le réglementer plus encore à divers niveaux : multilatéral, national, régional, etc. Il n'est évidemment pas question de le libérer. Je ne suis pas particulièrement intervenu sur ce sujet. On ne peut donc, en aucune façon, parler de polémique ou de désaccord sur les ventes d'armes.

2) J'ai, en revanche, attiré l'attention des participants à ce colloque sur le problème suivant : la lutte contre toutes les formes de prolifération des armes dites non conventionnelles (atomiques, bactériologiques, chimiques) et contre des technologies potentiellement dangereuses est une nécessité absolue, mais elle doit être conduite de façon à ne pas provoquer, de la part des pays du Sud, le refus de ce qu'ils percevaient comme une « Sainte-Alliance des pays développés », visant à leur interdire l'accès à l'ensemble des technologies avancées. Il faut donc que les pays du Sud voient qu'il est de leur intérêt

de s'associer à des accords d'autolimitation ou d'interdiction, selon les cas. J'ai, également, suggéré que les politiques de contrôle, de restriction et d'interdiction soient complétées par des relations préférentielles au profit des pays qui auraient pris, concernant les technologies dangereuses, des engagements rigoureux. Je pense qu'il vaut mieux se préoccuper de cette question à l'avance si l'on veut que contrôles et interdictions soient acceptés et respectés.

3) J'ai eu l'occasion de rappeler, lors de ce colloque, que la France est en pointe depuis plusieurs années dans plusieurs aspects importants de la lutte contre les proliférations. C'est notamment le cas en ce qui concerne la négociation à Genève d'un accord sur l'élimination radicale de l'arme chimique.

4) J'ai souligné que le contrôle des ventes d'armes et, d'autre part, la lutte contre les proliférations d'armes non conventionnelles et les technologies potentiellement dangereuses seraient d'autant plus efficaces que l'on s'efforcerait de régler au fond les problèmes politiques et les conflits qui alimentent au Proche et au Moyen-Orient, et ailleurs, la course aux armements de toutes natures.

5) Enfin, M. Henri Weber, président de cette table ronde, a bien rappelé que les participants (MM. Quilès, Arnould, Guetta, Mondargent et moi-même) s'exprimaient, à titre personnel.

LA GRANDE ÉCOLE DE COMMUNICATION

3<sup>ème</sup> cycle  
sur concours  
à Bac + 4.  
Durée des études : 1 an.

2<sup>ème</sup> cycle  
sur concours  
à Bac + 2.  
Durée des études : 2 ans.

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS

SCIENCES COM  
BP 67  
44063 Nantes cedex 01  
Tel. (01) 40 35 79 80  
3615 code  
SCIENCESCOM

Sciences Com

## TECHNOLOGIES

Avec les nouveaux systèmes exposés au salon Hifi 91

# Le son et l'image irriguent la maison

Le salon Hifi 91 a célébré les fiançailles de la domotique et de la haute-fidélité. Des réseaux permettant de diffuser images et son dans toutes les pièces d'un logement à partir d'un équipement unique. Parallèlement, la qualité des matériels ne cesse de s'améliorer, donnant à l'appartement d'un particulier la qualité visuelle et sonore d'une salle de cinéma.

Synonyme de confort culturel et de réussite sociale dans les années 60 et 70, largement désacralisée dans le courant des années 80, la haute-fidélité se cherche une nouvelle image et de nouveaux marchés. Empilés dans les gondoles des hypermarchés comme de vulgaires packs d'eau minérale, le lecteur de disque compact ou le tuner FM à quartz ne font plus rêver grand monde. Il faut ajouter à cela une mauvaise conjoncture économique. Du coup, les stocks s'amoncellent. Le phénomène est apparu en France il y a près d'un an. D'après Philippe Folie-Dupart, directeur d'une agence de communication spécialisée notamment dans les produits audiovisuels grand public (ou « produits bruns »), « la baisse des ventes de chaînes haute-fidélité atteint près de 30 %. Les grands distributeurs, comme la FNAC, subissent de plein fouet une récession d'autant plus forte aujourd'hui que les acheteurs potentiels détestent littéralement les magasins et reportent leurs achats ».

Le salon Hifi 91, organisé ces jours derniers à Paris, s'est donc tenu dans un climat économique particulièrement lourd. Thomson venait d'annoncer des pertes de 2,7 milliards de francs en 1990 dans son secteur électronique grand public. Ce salon a vu s'im-

poser un peu plus les équipements japonais, suivant en cela une tendance que l'on retrouve dans les claviers musicaux. Pioneer, Panasonic, Yamaha, Matsushita, Sony, Mitsubishi et quelques autres entreprises nippones contrôlent plus de 90 % du marché des équipements audio-visuels grand public.

Les constructeurs européens et américains ont pratiquement disparu. A noter toutefois l'excellente position sur le marché international du constructeur d'enceintes français Cabasse et de l'américain Bose. Ce dernier est actuellement leader mondial des enceintes acoustiques. Une véritable performance, qui s'explique par le fait que les produits proposés sont particulièrement innovants et correspondent aux normes occidentales en matière de confort d'écoute.

Il s'agit là d'un point important. Les Japonais n'ont, en effet, toujours pas réussi à fabriquer des enceintes acoustiques appréciées d'une paire d'oreilles françaises, britanniques ou allemandes. Cet échec, somme toute relatif car il ne concerne qu'un maillon de la chaîne hifi, s'explique par le fait que les habitudes et normes d'écoute européennes sont sensiblement différentes de celles du consommateur japonais. La plupart des enceintes japonaises grand public se caractérisent par leur manque de graves et leur relative agressivité dans les fréquences aiguës. Ce défaut, qui n'est pas perçu comme tel par les mélomanes japonais, est dû au fait que la majorité des enceintes *made in Japan* sont de taille modeste (l'équivalent d'un gros dictionnaire). Ce faible volume est à l'image de la surface des pièces d'appartement japonaises, inférieure en moyenne de 30 à 40 % aux normes françaises en matière

d'habitat. Qui dit faible volume interne d'enceinte, dit petit haut-parleur et par conséquent manque de graves. Les lois de l'acoustique sont immuables.

Les constructeurs ont cherché depuis longtemps à contourner le problème par des moyens de correction électronique. De grands progrès ont été réalisés, notamment par Yamaha, Bose et Aiwa. Ainsi, l'enceinte YST, présentée par Yamaha, est équipée d'un processeur qui analyse en permanence la réponse de l'enceinte en fonction du signal sonore et optimise la réponse en fréquence du couple enceinte/amplificateur. Cette opération s'effectue bien évidemment en temps réel. L'écoute critique, comparative, démontre l'intérêt et l'efficacité du procédé. L'amélioration des performances est sensible, même pour des oreilles peu exercées.

Bien entendu, le système de processeur, quelle qu'en soit la marque, a des limites. Rien ne vaut une enceinte d'un volume convenable et équipée de haut-parleurs offrant une membrane de bonne surface. A cet égard, les enceintes à panneaux statiques développées par la firme britannique Quad dans les années 60 et remis au goût du jour représentent une option technologique intéressante. Le principe en est simple : la membrane des différents haut-parleurs est ici remplacée par l'une des deux faces d'un condensateur de plusieurs dizaines de centimètres carrés de surface. La réponse en fréquences et l'absence de la spatialisation, le respect de la phase, rendent le système très performant, malgré un rendement plutôt faible. Un amplificateur puissant est donc à prévoir.

Spécialiste des gaz ionisés et du plasma, ancien collaborateur du Commissariat à l'énergie atomique, le physicien Siegfried Klein vient de commercialiser chez le constructeur allemand MB Quart un haut-parleur novateur. Baptisé « haut-parleur à magnéto-restriction », il épouse la forme d'une boule creuse d'une quinzaine de centimètres de diamètre. La surface de cette boule, la « peau », joue le rôle d'une membrane (sphérique) puissante. Le matériau

utilisé est de type « magnéto-réstrictif ». Il se contracte en fonction du champ magnétique auquel il est soumis et joue donc le rôle conjoint de bobine mobile et de membrane.

Le grand intérêt de ce procédé est qu'il permet une restitution du champ sonore très homogène, entraînant une image stéréophonique d'une grande précision. La réponse impulsionnelle est meilleure que sur un haut-parleur électro-dynamique « classique ». Du coup, les attaques (piano, percussions, etc.) sont particulièrement bien respectées. La réponse en fréquence de la sphère magnéto-restrictive se limite aux fréquences supérieures à 5 000 Hertz. MB Quart complète donc la sphère d'un caisson comportant un haut-parleur de grave (boomer).

### Le cinéma chez soi

C'est sur le concept de « *personal audio-visual home theatre* » (traduisez par centrale audio-visuelle à usage domestique) que reposent les espoirs des responsables du marketing spécialisés dans les produits bruns. Le terme fait d'ores et déjà fureur dans les brochures nippones. Sanyo et Panasonic vont en quadrillant les mémoires du cinéma chez soi, avec grand écran TVHD (télévision haute définition), processeurs d'espaces sonores et lecteur de disque compact audio et vidéo. Dans ce contexte, Matsushita lance cette année un système de diffusion sonore TTX miniaturisé, à installer chez soi. Rappelons que ce procédé est ou du moins était jusqu'à aujourd'hui réservé aux salles de cinéma parmi les mieux équipées. De même, le procédé « *home theatre* » développé par le laboratoire Dolby est désormais fabriqué sous licence par divers constructeurs comme Sanyo et Shure.

La firme Bose a choisi une voie différente, en proposant un système de diffusion sonore « intelligent », qui s'inscrit dans le cadre de la domotique. La chaîne *Life Style Music Center* permet de distribuer et de contrôler plusieurs programmes sonores distincts dans chaque pièce de l'apparte-

ment ou de la maison. Une unité centrale regroupe les sources (tuner FM, lecteur DAT ou cassette analogique, platine CD, etc.). L'utilisation des équipements de la chaîne est donc optimisée. Libre à chacun, en fonction de la pièce qu'il occupe, d'écouter Mozart sur un CD dans la salle à manger, NRJ dans une chambre ou Bob Marley dans la salle de bains. Toutes les combinaisons intermédiaires sont possibles. Le choix des programmes s'effectue à l'aide d'une télécommande (en prévoyant une par poste d'écoute).

Le constructeur britannique QED propose un système (*System Line*) encore plus sophistiqué. Les modulations audio (CD, cassette, tuner, etc.) et les informations de contrôle (égalisation, volume, etc.) circulent sous un seul et unique câble. Un relais infrarouge est installé dans chaque pièce à sonoriser. Il est aussi possible de programmer pour chaque point d'écoute la limitation du niveau de diffusion sonore, ainsi que de mémoriser des configurations d'égalesation (graves, médiums, aigus). Le transport et le contrôle des images vidéo sont également prévus, via un simple câble coaxial du type antenne.

### Des cassettes numériques

L'enregistrement audio-numérique grand public est en passe de constituer un imbroglio technico-commercial. L'immense succès du disque compact a bousculé les habitudes d'écoute. L'enregistrement sur cassette analogique a pris un coup de vieux. Les constructeurs planchent sur un procédé d'enregistrement numérique, destiné aux professionnels comme aux amateurs. Le R-DAT (*Digital Audio Tape Recorder*) sort des cartons japonais (Sony, en tête). Très vite, ce standard s'impose. Très performant, il pose cependant un problème de fiabilité et de coût puisqu'il repose sur le principe de la tête d'enregistrement et de lecture rotative. De leur côté, les constructeurs européens voient leur échapper, une fois de plus, un marché prometteur. Ils devront se contenter d'as-

sembler des lecteurs, dont les principaux composants sont fabriqués en Extrême-Orient.

A l'exception de Philips, inventeur de la cassette analogique dans les années 60, il pourrait être le seul constructeur en Europe capable, malgré de graves difficultés économiques, de relever le défi et de bousculer à terme la stratégie japonaise (le Monde du 1<sup>er</sup> mars). Si ce n'est que Matsushita et Marantz sont associés à son projet... Le procédé DCC (*Digital Compact Cassette*) développé à Eindhoven offre un atout considérable. Il est en effet compatible avec les cassettes analogiques traditionnelles. Un seul et unique lecteur permet de lire indifféremment l'une ou l'autre cassette. Les têtes d'enregistrement et de lecture sont fixes, et la vitesse de défilement (4,76 cm/s) est identique à celle des platines à cassette courantes.

Sur le plan technique, la performance réalisée par les ingénieurs néerlandais est remarquable. Il leur a fallu notamment condenser, ou « compresser », l'information numérique à l'aide d'algorithmes complexes. Cette compression du signal est nécessaire pour limiter le flux de données numériques à mémoriser sur la bande et augmenter d'autant la durée des cassettes (de 90 min à 120 min).

Il est bien entendu trop tôt pour se prononcer sur la fiabilité, la longévité et surtout la fidélité sonore du système DCC. La commercialisation est prévue en 1992. D'ici là, Philips s'apprête à mettre au point des bancs de duplication de cassettes enregistrées. Il est vrai qu'un marché comme celui-ci est économiquement bien plus intéressant en terme de vente de supports enregistrés, de programmes, que de machines. Sur ce point, Philips est bien armé avec le groupe Polygram. Quant à Sony, partisan du R-DAT, le catalogue CBS est à sa disposition. Prudent, le groupe Philips rappelle qu'il fabrique également des platines R-DAT. Au cas où...

DENIS FORTIER

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

#### cde COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

Le conseil d'administration du Comptoir des Entrepreneurs, réuni le 13 mars 1991 sous la présidence de M. Jean-Jacques Piette, a pris connaissance des résultats de l'activité de la société et a arrêté les comptes de l'exercice 1990.

Grâce à la poursuite de la diversification des activités privées et à une bonne maîtrise de l'évolution des charges de gestion, le Comptoir des Entrepreneurs est parvenu à maintenir ses résultats à un niveau satisfaisant.

#### ACTIVITÉ

L'année 1990 a été marquée par la poursuite du redéploiement du Comptoir des Entrepreneurs dans le secteur privé. Celui-ci représente désormais :  
- 88,3 % de la production totale de l'exercice (31 % en 1986) ;  
- 47,8 % du total des encours gérés fin 1990 (24,6 % fin 1986).

La production du secteur privé a augmenté de 15,1 % d'un exercice à l'autre (12,2 milliards de francs de crédits nouveaux ont été accordés en 1990 contre 10,6 milliards de francs en 1989).

L'état du marché et les conditions de concurrence ont conduit le Comptoir des Entrepreneurs à poursuivre son développement vers les activités professionnelles (promotion immobilière et financement d'investissements professionnels), qui ont connu globalement une progression de 90,6 %.

Les crédits aux particuliers ont continué à faire l'objet d'une sélectivité accrue et ont été orientés vers des clientèles et des nouveaux produits ciblés.

L'encours du secteur privé a augmenté de 11 % d'un exercice à l'autre (38,2 milliards contre 34,4 milliards). Il se répartit de la manière suivante : promotion immobilière (14,6 %), financements professionnels (12 %), particuliers (73,4 %).

En revanche, la production du secteur public a été réduite de 48,4 %, passant de 3,1 milliards de francs en 1989 à 1,6 milliard de francs en 1990.

Cette forte baisse d'activité et les importants transferts d'encours de PAP-diffus au Crédit Foncier de France expliquent la diminution de 25,9 % de l'encours du secteur public, qui passe d'un exercice à l'autre de 56,3 milliards de francs à 41,7 milliards de francs.

Au total, l'encours des prêts gérés par le Comptoir des Entrepreneurs au 31 décembre 1990 atteignait 79,9 milliards de francs contre 90,6 milliards de francs au 31 décembre 1989.

#### RÉSULTATS FINANCIERS

Le bénéfice net social de l'exercice s'établit à 52,6 millions de francs.

Il ne peut être comparé à celui exceptionnellement élevé de 1989, à savoir 631,5 millions de francs. Ce dernier incluait, en effet, un montant très important de produits exceptionnels provenant de cessions d'actifs.

Le résultat courant de gestion pour 1990 s'établit à 40,8 millions de francs contre 72,6 millions de francs en 1989, malgré une diminution de 90 millions de la marge du secteur public. Ce résultat a été rendu possible grâce à la progression des produits des autres activités, à la maîtrise des charges d'exploitation et à une stabilisation des pertes et provisions permise par une réorientation de la production du secteur privé et un effort de provisionnement substantiel réalisé en 1989.

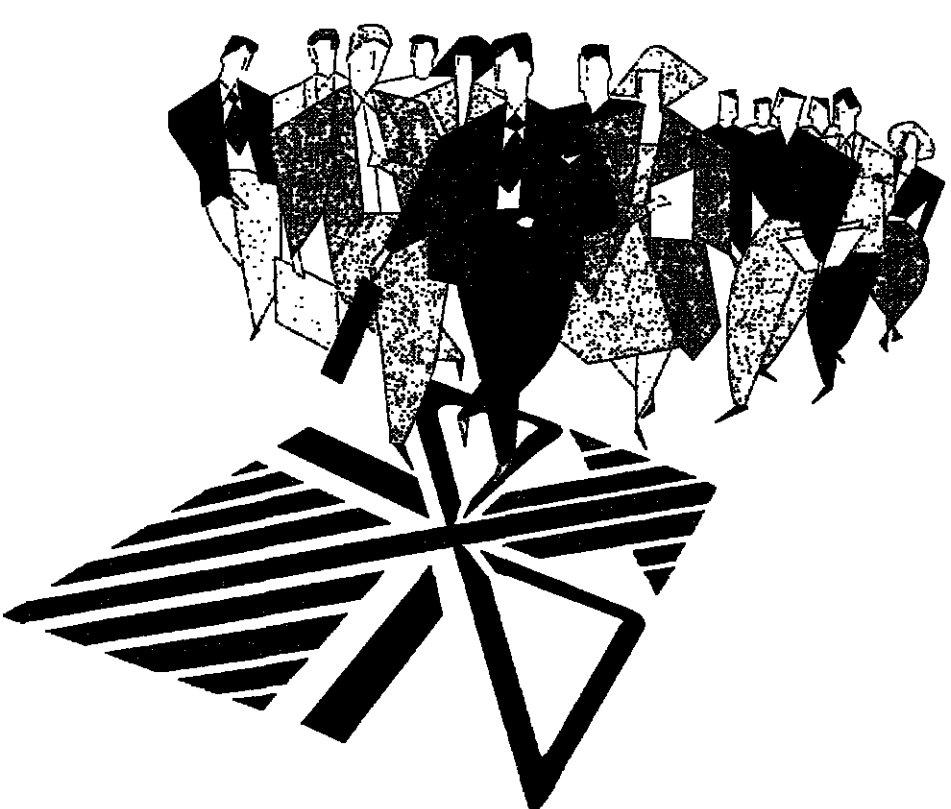
Le conseil d'administration propose à l'assemblée générale des actionnaires, qui se réunira le 23 mai 1991, la distribution d'un dividende global de 22,8 millions de francs réservé aux anciens actionnaires, le dividende par action étant fixé à 7 francs plus 3,50 francs d'avoir fiscal.

L'assemblée générale aura de plus à se prononcer sur la proposition d'offrir à chaque actionnaire la possibilité d'opter pour le paiement du dividende en actions.

Après répartition des résultats et prise en compte du produit de l'augmentation de capital réalisée en décembre dernier, les fonds propres bruts du Comptoir des Entrepreneurs s'élèvent à 2 269 millions de francs au 31 décembre 1990 contre 1 999 millions de francs au 31 décembre 1989, soit une progression de 13,5 % assurant à la société un ratio de solvabilité supérieur à 7,50 %.

## CADEAU ET ENTREPRISE

LE SALON EUROPÉEN DE LA COMMUNICATION ET DE LA STIMULATION



Réservé aux professionnels (accès au Salon sur présentation d'une invitation accompagnée d'une carte de visite société).

LE PLUS STIMULANT DES SALONS D'AFFAIRES

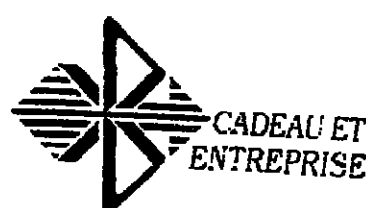
DU 26 AU 29 MARS 1991  
DE 10 H À 19 H

CNIT PARIS LA DÉFENSE

Sur 8000 m<sup>2</sup> de surface d'exposition, plus de 300 exposants vous présentent des milliers d'articles et toutes leurs nouveautés. Une mine d'idées pour vos cadeaux d'affaires et vos prochaines campagnes.

#### INFORMATIONS - INVITATIONS

S.I.J. - 103, rue La Fayette  
75010 PARIS  
Tél. : (1) 40 16 00 15  
Fax : (1) 40 16 03 58



SIEMENS  
NIXDORF

Siemens Nixdorf  
l'informatique  
toujours adaptée à la taille  
de l'entreprise.

Chez Siemens Nixdorf, nous savons  
qu'aucune entreprise ne se ressemble et que  
les solutions toutes faites sont trop souvent des  
solutions mal faites. Pour vous, nous adaptons  
les technologies de l'informatique à vos  
la moindre des choses.

Comment en effet concevoir une archi-  
tecture parfaitement adaptée aux besoins de  
votre entreprise en n'ayant qu'un seul type de  
matériel. L'entreprise croit, l'entreprise évolue  
à chaque stade de ses besoins changeant une  
architecture précise, micro-ordinateurs se  
ressort pour une petite entreprise, qui nécessite  
la plus large des ressources d'un main-frame  
tout en architecture complexe de la grande  
entreprise, à la fois centralisée et distribuée  
régionaux autour de main-frame et micro-ordinateurs.

Un constructeur responsable doit être  
capable de répondre à ces besoins diversifiés.  
C'est la moindre des choses, mais aussi d'être  
assuré totalement la maîtrise. C'est parce que  
chez Siemens Nixdorf, le concept d'architecte  
ne prend toute sa valeur que nous sommes en  
mesure de vous proposer des solutions adap-  
tées à votre métier, au travers de nos applica-  
tions sectorielles, des solutions adaptées à  
votre organisation, à travers nos compétences  
d'ingénierie et d'intégration.  
Siemens Nixdorf, 14 avenue des Bâges  
95802 Cergy St Christophe  
Tél. : 34.20.35.04.

La Synergie en Action



هكذا من الأصل

• Le Monde • Mercredi 20 mars 1991 27

## SIEMENS NIXDORF

Ne pensez-vous pas que ce soit à l'informatique de s'adapter  
à la taille de l'entreprise, plutôt que le contraire ?

### Siemens Nixdorf l'informatique toujours adaptée à la taille de l'entreprise.

Chez Siemens Nixdorf nous savons qu'aucune entreprise ne se ressemble et que les solutions toutes faites sont trop souvent des solutions mal faites. Pour nous, maîtriser toutes les technologies de l'informatique est bien la moindre des choses.

Comment en effet concevoir une architecture parfaitement adaptée aux besoins de votre entreprise en n'offrant qu'un seul type de matériel. L'entreprise croît, l'entreprise évolue : à chaque stade de ses besoins correspond une architecture précise, micro-ordinateurs en réseau pour une petite entreprise, qui nécessitera plus tard les ressources d'un mini-ordinateur, ou architecture complexe de la grande entreprise, à la fois centralisée autour de grands systèmes et décentralisée sur des sites régionaux autour de mini et micro-ordinateurs.

Un constructeur responsable doit être capable de répondre à ces besoins diversifiés, c'est la moindre des choses, mais aussi d'en assurer totalement la maîtrise. C'est parce que chez Siemens Nixdorf, le concept d'architecture prend toute sa valeur que nous sommes en mesure de vous proposer des solutions adaptées à votre métier, au travers de nos applications sectorielles, des solutions adaptées à votre organisation, à travers nos compétences d'ingénierie et d'intégration.

Siemens Nixdorf, 14 avenue des Béguines 95802 Cergy St Christophe.

Tél. : 34.20.35.04.

**La Synergie en Action**

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## LE LIVRET PORTEFEUILLE

SICAV DIVERSIFIÉE INTERNATIONALE

## MODIFICATION DES STATUTS

Le Conseil d'administration, réuni le 14 février 1991 a décidé de soumettre aux actionnaires de la Sicav, lors de l'assemblée générale extraordinaire du 11 avril 1991, un projet de mise à jour des statuts, conforme à la recommandation de la COB, prévoyant une modification des règles de valorisation des titres de créances négociables.

## MISE EN PAIEMENT DU DIVIDENDE DE L'EXERCICE 1990

Le Conseil d'administration propose, lors de l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 11 avril 1991, de fixer le dividende net de l'exercice clos le 28 décembre 1990 à 21,40 F par action.

	NET	CRÉDIT D'IMPÔT	
		personnes physiques	personnes morales
• obligations françaises non indexées	10,10 F	0,46 F	0,48 F
• actions françaises	2,56 F	1,49 F	1,56 F
• créances négociables	4,15 F	-	-
• Autres actifs	4,59 F	0,81 F	0,85 F
<b>TOTAL</b>	<b>21,40 F</b>	<b>2,76 F</b>	<b>2,89 F</b>

Sous réserve du vote de l'assemblée générale, ce dividende sera détaché le 13 avril 1991 et mis en paiement le 15 avril 1991 (possibilité de réinvestissement sans frais jusqu'au 15 juillet 1991).

## PERFORMANCES dividendes nets réinvestis au 28.12.90

- depuis 5 ans : + 39,95 %
- en 1990 : - 14,68 %

Valeur de l'action au 28.12.90 : 601,87 F

GESTION

GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CAISSES D'ÉPARGNE ÉCUREUIL, BUREAUX DE POSTE

## loca investissement

Chiffres caractéristiques de l'exercice

	en millions de francs			en millions de francs		
	1989	1990		1989	1990	
	CB	LS	Total	CB	LS	Total
Décassement de l'exercice...	3,4	13,4	16,8	1,2	9,3	10,5
Engagements nouveaux...	178,5	268	446,5	177	274,2	451,2
Engagements bruts cumulés...	33,8	37,2	71	32,4	39,1	71,5
Produits locatifs...						
Produits exceptionnels...		5,3			1,6	
dont plus-values sur levées d'option...		3,8				
Résultat...		41,1			37,7	
	en francs					
Dividende par action...		29,3			29,6	

Le conseil d'administration s'est réuni sous la présidence de M. Jean-Charles Naouri le 14 mars 1991, pour examiner l'activité de la société et arrêter les comptes de l'exercice 1990.

L'actualisation de l'expertise du patrimoine locatif (hors immobilisations en cours) au 31 décembre 1990 fait ressortir, par rapport à une valeur nette comptable de 214,8 millions de francs, une plus-value latente (théorique avant imposition) de 206,6 millions de francs.

Le résultat de l'exercice s'est établi à 37,7 millions de francs contre 41,1 millions de francs en 1989. Mais d'un exercice à l'autre les produits exceptionnels ont diminué d'environ 3,7 millions de francs, soit près de 10 % du résultat.

L'assiette distribuable s'élève à 39,1 millions de francs compte tenu de la reprise de plus-values sur levées d'option réalisées en 1988 et 1989.

Le conseil d'administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale la distribution d'un dividende de 29,60 F correspondant à un taux de distribution de 85,3 % de l'assiette distribuable.

Pour l'avenir, la société entend renforcer son orientation foncière et développer une politique d'investissements patrimoniaux de qualité même s'ils sont de rendement immédiat plus modeste. Sous réserve de l'asson des textes d'application de la loi de finances pour 1991, modifiant le régime fiscal des Sicav, la société n'envisage pas d'exercer l'option prévue pour conserver le bénéfice de l'exonération de l'IS sur certaines opérations nouvelles de crédit-bail.

En l'état actuel des engagements et compte tenu, notamment, de la taxation partielle des bénéfices retirés de la location simple, le résultat net 1991 devrait être comparable ou légèrement inférieur à celui de 1990.

L'évolution du dividende traduira celle du résultat, la réduction sensible, dès l'exercice 1991, de la quote-part des bénéfices concernés par l'obligation légale de distribution et la stratégie de l'entreprise privilégiant la valorisation plutôt que la distribution.



Le Conseil d'Administration de FRANKOPARIS s'est réuni le 8 mars 1991 sous la présidence de Monsieur Alain MARCHETEAU pour examiner les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1990.

FRANKOPARIS, qui est à la tête d'un patrimoine immobilier de 150.000 m<sup>2</sup> à Paris Montparnasse, a bénéficié en 1990 d'un niveau accru de revenus locatifs du fait de l'achèvement d'une nouvelle tranche de travaux.

Le résultat net de l'exercice 1990 ressort à 20,2 millions de francs qui se comparent à 0,5 million de francs en 1989.

Il sera proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires convoquée le 22 mai prochain à l'hôtel Méridien Montparnasse de mettre en distribution un dividende de 2,65 F par action payable le 16 juillet 1991.

## COMMUNICATION

Les éditions Balland devant le tribunal de commerce

## Neuf cents livres en quête d'éditeur

Le tribunal de commerce de Paris examinera, jeudi 21 mars, le dossier de la société industrielle Capital Développement (Cap D), propriétaire des éditions André Balland, qui vient d'être mise en cessation de paiement. Le tribunal doit décider de la liquidation de Cap D et étudier les éventuelles propositions de reprise du groupe ou de l'une ou l'autre de ses filiales éditoriales (Balland, Gautier-Languereau, les Deux Coqs d'or).

« Vues avec humour, ces tribulations financières pourraient être une bonne chose : l'équipe est réduite à ce genre d'aventure. » Ce trait lancé par l'un des quatorze salariés des éditions André Balland ne dissimule pourtant pas complètement l'anxiété qui ronge l'équipe depuis l'annonce de la cessation de paiement de leur société mère, Cap D (le Monde du 12 mars).

La société de portefeuilles Cap D, présente dans les matériels composites, les logiciels bancaires, les chaussures de luxe Harel, les bornes interactives (SITU) et les alcools blancs, avait poussé sa diversification jusqu'à racheter les éditions Balland, pour 15 millions de francs, en janvier 1990. L'année précédente, elle avait réalisé une percée dans l'édition pour enfants en prenant le contrôle des Deux Coqs d'or et de Gautier-Languereau (l'éditeur de Bécassine). Aujourd'hui, Cap D est en cessation de paiement.

La liquidation de la société mère des éditions Balland est, de l'avis même de son président, M. Gérard Noël, « ridicule ». Cap D réalise un chiffre d'affaires de 300 millions de francs et ses besoins en trésorerie n'excèdent pas quelques dizaines de millions de francs. La société, dont M. Noël reconnaît qu'elle s'est peut-être trop diversifiée, a tenté de se recentrer sur l'édition après avoir rencontré des déboires dans d'autres domaines où elle est présente — notamment dans celui des logiciels bancaires. Mais récemment la cession de son secteur matériaux composites à des acheteurs finlandais a été différée pour cause de guerre du Golfe.

## « Le redressement existait »

Résolu à sauver le secteur éditorial de Cap D, son président a proposé à ses actionnaires — Crédit agricole, CCF, groupe Damart, etc. — une augmentation de capital de 40 millions de francs, mais il n'a pu réunir que 25 millions de francs.

La mise en cessation de paiement de Cap D a entraîné celle des éditions Balland. Celles-ci pour-

o Protestations syndicales à RFI. — Les syndicats de Radio France-Internationale (RFI) — Syndicat national des journalistes, CFDT, SNU-CGT, FO, CGC — protestent contre la réduction de 150 millions de francs de la subvention que devait lui verser le Quai d'Orsay décidé par le ministre du budget, M. Michel Charasse (le Monde du 13 mars). Selon eux, « le contrat d'objectifs pluriannuel conclu entre RFI et l'Etat est remis en cause ». Ils estiment donc que la décision de M. Michel Charasse « doit être annulée ». En outre, les syndicats de RFI ont assigné en référé la présidence de la station pour « entrave manifeste ». Ils estiment que l'annonce de la réorganisation de la rédaction ne leur a pas été communiquée dans les délais légaux et réclament l'annulation des décisions prises (le Monde du 22 février).

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## Le grand

BÉNÉFICE : + 13,5%

Le Conseil s'est réuni sous la présidence de M. François Groppe pour arrêter les comptes de l'exercice 1990. Comptes consolidés (en millions de F)

	1990	1989	%
Chiffre d'affaires	9.239	8.715	+ 6%
Bénéfice net (part du Groupe)	704	620	+ 13,5%
% du chiffre d'affaires	7,6%	7,1%	
MBA	1.420	1.260	+ 13%
% du chiffre d'affaires	15%	14%	
Investissements industriels	938	753	+ 24%

En fonction de ces résultats, le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée Générale convoquée à Limoges le 21 mai 1991 la distribution d'un dividende en augmentation de 12,6% soit 53,50 F par action ordinaire et 85,60 F par action privilégiée (ADP). Après déduction de l'acompte déjà versé le 31 janvier, le solde, soit 29,75 F par action ordinaire et 47,60 F par ADP sera mis en paiement à compter du 14 juin 1991.

INFORMATION FINANCIERE n° 11 43.60.01.80

Les problèmes du « Quotidien de Paris »

## M. Tesson confirme ses discussions avec le groupe Bouygues

Un grand nombre des 136 salariés du Quotidien de Paris ont rencontré lundi 18 mars M. Philippe Tesson, directeur et fondateur du journal, afin de lui demander des explications sur les quarante licenciements qu'il envisage (le Monde du 17-18 mars). M. Tesson a indiqué que des discussions visant au rachat du titre par le groupe Bouygues (TF 1) avaient bien été engagées, mais qu'elles n'avaient pas abouti. Il y a quatre ans, M. James Goldsmith avait proposé d'injecter 100 millions de francs dans le journal pour le relancer et en faire un International Herald Tribune à la française. Les négociations avaient échoué. M. Tesson refusait la tentative de licenciements demandés par M. Goldsmith. M. Tesson a par ailleurs démenti envisager un dépôt de bilan du journal.

Les journalistes ont demandé une expertise des comptes et protesté une nouvelle fois contre les trente-trois licenciements à la rédaction (sur un total de soixante-quatorze journalistes), qui touchent, selon un délégué syndical, huit femmes sur les onze que compte la rédaction ainsi que quatre titulaires de mandat syndical sur cinq.

Le Syndicat national des journalistes-CGT a indiqué que « les difficultés rencontrées par le journal ne pourront pas se résoudre par la mise à la porte de près de la moitié des journalistes » en notant que « le nouveau concept du journal » fondé sur plus de commentaires et d'éditoriaux « n'assure en rien l'avenir du titre ». Le syndicat a noté que la situation du Quotidien de Paris « était le résultat d'une politique favorisant les grands groupes qui

drainent déjà le plus de publicité » et souligné que « le système d'aides à la presse favorise les plus riches ».

## Malgré le déficit du « Point »

## Pagnol offre un bon cru 90 à Gaumont

Le groupe Gaumont a nettement amélioré ses résultats en 1990, avec un bénéfice de 90,8 millions de francs contre 56,4 millions en 1989. A la base de cette embellie figurent les succès de trois films : les adaptations de Pagnol par Yves Robert (la Gloire de mon père et le Château de ma mère ont séduit respectivement 6,2 et 4 millions de spectateurs) et Nikita, de Luc Besson (3,3 millions d'entrées).

Ces trois films, qui pèsent à eux seuls plus de 10 % de la fréquentation nationale, expliquent le doublement du résultat net de la société mère Gaumont SA, qui atteint 117 millions de francs. En revanche, l'exploitation des salles reste stable, avec un résultat de 20 millions de francs. Et le pôle presse du groupe, qui comprend essentiellement le magazine le Point, accuse un déficit de 28 millions.

C'est l'intégration complète du Point dans les comptes du groupe qui explique le gonflement du chiffre d'affaires (1243,6 millions de francs contre 997,7 millions l'année précédente), alors que l'activité cinématographique est stable.

## EN BREF

o Création à Munich du pendant allemand de la SEPT. — Six stations régionales de télévision allemandes et la seconde chaîne nationale ZDF ont créé à Munich l'ARTE, l'association relative à la télévision européenne. Cette association doit former avec la SEPT française un GIE basé à Strasbourg, qui exploitera la future chaîne culturelle franco-allemande dont la création a été décidée en novembre 1988. Dotée d'un budget de 840 millions de francs partagé entre les deux pays, cette chaîne devrait commencer ses émissions à l'automne.

o M. De Benedetti relance son offensive sur Mondadori. — Le groupe CIR de M. Carlo De Benedetti a demandé une augmentation de capital de l'éditeur italien Mondadori, dont il dispute toujours le contrôle au groupe Berlusconi. Cette augmentation de capital ramènerait les deux protagonistes

au-dessous de la majorité des actions, dans une situation de quasi-égalité, en attendant le verdict de la Cour de cassation romaine, qui doit trancher le litige.

o Le Livre CGT opposé à « toute chasse aux sorcières » contre la CGT. — Après la démission de son mandat syndical de M. Christian Lelièvre, délégué CGT des Nouvelles messageries de la presse parisienne (NMPP), responsable d'une filiale d'un comité d'établissement actuellement soumise à une enquête du Parquet (le Monde du 13 mars), le Comité intersyndical du Livre parisien CGT a souligné qu'il n'accepterait pas « que s'organise aux NMPP une chasse aux sorcières contre la CGT ». Le Livre CGT souligne cependant qu'il « a pris acte » de cette démission, puis, d'après ses informations, « M. Lelièvre a failli et que son comportement ne correspond pas à l'idée que la CGT se fait de ses militants ».

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## LBI Livret BOURSE INVESTISSEMENTS

INVESTISSEZ DANS LES ENTREPRISES FRANÇAISES PERFORMANTES

## MISE EN PAIEMENT DU DIVIDENDE DE L'EXERCICE 1990

Le Conseil d'administration de la Sicav proposera à l'assemblée générale des actionnaires, qui se tiendra le 3 avril 1991, de fixer le dividende par action de l'exercice clos le 28 décembre 1990 à :

	NET	CRÉDIT D'IMPÔT	
		personnes physiques	personnes morales
• obligations françaises non indexées	9,10 F	0,39 F	0,40 F
• actions françaises	6,82 F	3,79 F	3,87 F
• titres de créances négociables	2,31 F	-	-
• Autres actifs	0,27 F	0,03 F	0,03 F
<b>TOTAL</b>	<b>18,50 F</b>	<b>4,21 F</b>	<b>4,30 F</b>

Sous réserve du vote de l'assemblée générale, ce dividende sera détaché le 12 avril et mis en paiement le 15 avril 1991 (possibilité de réinvestissement sans frais jusqu'au 15 juillet 1991).

## PERFORMANCES dividendes nets réinvestis au 28.12.90

- depuis 5 ans : + 53,68 %
- en 1990 : - 12,44 %

Valeur de l'action au 28.12.90 : 466,27 F

GESTION

GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

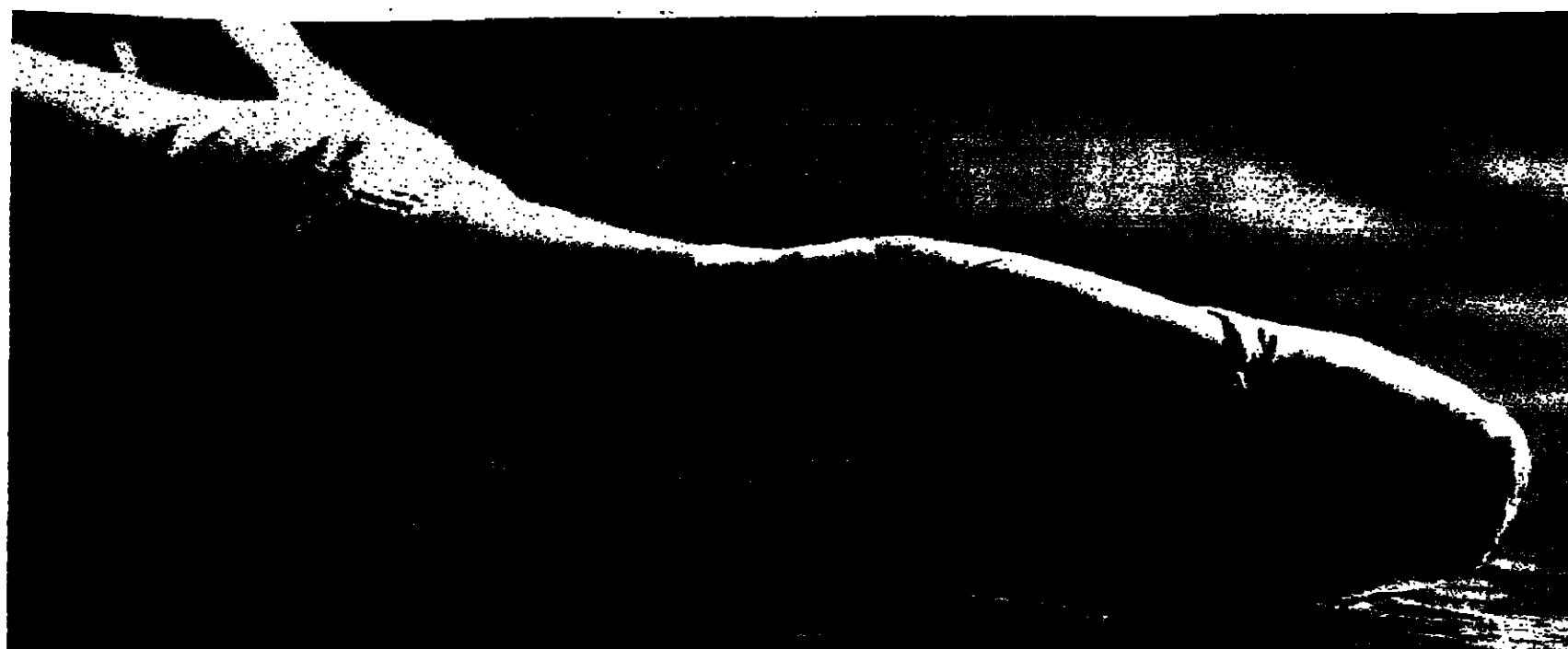
CAISSES D'ÉPARGNE ÉCUREUIL, BUREAUX DE POSTE, TRÉSOR PUBLIC

50/50

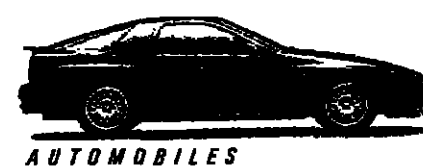


هكذا من الابد

• Le Monde • Mercredi 20 mars 1991 29



Trouver en soi l'émotion du corps qui sera partagée par les autres. Accepter de faire un pas vers l'inconnu pour découvrir un autre équilibre, un autre regard. Oublier qu'on a mal aux pieds. Avec son corps, l'homme écrit ses rêves. En se dépassant, il crée une autre réalité. En 1967, le moteur rotatif a donné à la voiture une nouvelle puissance, une nouvelle souplesse, une nouvelle sensation. Sa réalisation avait demandé des années d'effort. Cette expérience est un état d'esprit, celui qui anime l'entreprise qui s'est dépassée pour réussir ce défi : Mazda.



Sur le chemin de la civilisation.





## BOURSE DU 19 MARS

Cours relevés à 14 h 26

VALEURS										Règlement mensuel										VALEURS									
Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
3894	CHL 2%	3500	3500	3500	0	100	CHL 2%	3500	3500	3500	0	100	CHL 2%	3500	3500	3500	0	100	CHL 2%	3500	3500	3500	0	100	CHL 2%	3500	3500	3500	0
926	Q.L.P.V.	3500	3500	3500	0	100	Q.L.P.V.	3500	3500	3500	0	100	Q.L.P.V.	3500	3500	3500	0	100	Q.L.P.V.	3500	3500	3500	0	100	Q.L.P.V.	3500	3500	3500	0
1420	Remont T.P.	1285	1285	1285	0	100	Remont T.P.	1285	1285	1285	0	100	Remont T.P.	1285	1285	1285	0	100	Remont T.P.	1285	1285	1285	0	100	Remont T.P.	1285	1285	1285	0
1101	Sancti G. T.P.	1285	1285	1285	0	100	Sancti G. T.P.	1285	1285	1285	0	100	Sancti G. T.P.	1285	1285	1285	0	100	Sancti G. T.P.	1285	1285	1285	0	100	Sancti G. T.P.	1285	1285	1285	0
960	Thompson T.P.	1285	1285	1285	0	100	Thompson T.P.	1285	1285	1285	0	100	Thompson T.P.	1285	1285	1285	0	100	Thompson T.P.	1285	1285	1285	0	100	Thompson T.P.	1285	1285	1285	0
760	ADON	760	760	760	0	100	ADON	760	760	760	0	100	ADON	760	760	760	0	100	ADON	760	760	760	0	100	ADON	760	760	760	0
670	ADON	760	760	760	0	100	ADON	760	760	760	0	100	ADON	760	760	760	0	100	ADON	760	760	760	0	100	ADON	760	760	760	0
575	ADON	760	760	760	0	100	ADON	760	760	760	0	100	ADON	760	760	760	0	100	ADON	760	760	760	0	100	ADON	760	760	760	0
1650	ADON	760	760	760	0	100	ADON	760	760	760	0	100	ADON	760	760	760	0	100	ADON	760	760	760	0	100	ADON	760	760	760	0
410	ALSP	425	425	425	0	100	ALSP	425	425	425	0	100	ALSP	425	425	425	0	100	ALSP	425	425	425	0	100	ALSP	425	425	425	0
300	AFB Bt Canada	2075	2075	2075	0	100	AFB Bt Canada	2075	2075	2075	0	100	AFB Bt Canada	2075	2075	2075	0	100	AFB Bt Canada	2075	2075	2075	0	100	AFB Bt Canada	2075	2075	2075	0
1140	Am. Engr.	1120	1120	1120	0	100	Am. Engr.	1120	1120	1120	0	100	Am. Engr.	1120	1120	1120	0	100	Am. Engr.	1120	1120	1120	0	100	Am. Engr.	1120	1120	1120	0
1040	Am. Engr.	1120	1120	1120	0	100	Am. Engr.	1120	1120	1120	0	100	Am. Engr.	1120	1120	1120	0	100	Am. Engr.	1120	1120	1120	0	100	Am. Engr.	1120	1120	1120	0
225	Am Mid. Am.	238	238	238	0	100	Am Mid. Am.	238	238	238	0	100	Am Mid. Am.	238	238	238	0	100	Am Mid. Am.	238	238	238	0	100	Am Mid. Am.	238	238	238	0
245	Calif.	245	245	245	0	100	Calif.	245	245	245	0																		

**COMPTANT** (sélection)

**(selection)**

[illegible]**SICAV** (sélection)

**(sélection)**

VALEURS		VALEURS		VALEURS				
Emission	Rechet	Emission	Rechet	Emission	Rechet			
Frais incl.	net	Frais incl.	net	Frais incl.	net			
A.A.A.	1029 11	1002 03	Farsi Court	127394 11	127394 11	Plimouth	129 21	123 83
Action	219 55	213 67	Franchiser	236 87	233 37	Pain Gestion	50761 27	50761 27
Agroparc	772 81	736 53	Franchising	31 25	30 49	Parmalat (Ind)	11297 18	11279 90
Agrochimie	7446 53	7445 53	Franchising	833 35	813 03	Par. Econom.	112 21	111 10
Agrochimie	115 52	116 17	Franchising	28 98	29 13	Par. Econom.	26389 95	26389 95
AGF	1050 39	1050 39	Franchising	11153 19	11153 19	Par. Econom.	1035 40	1035 40
AGF	617 24	602 19	Franchising	4857 70	4875 51	Quercy	126 54	125 48
AGF ECU	1061 141	1041	Franchising	1289 28	1287 51	Rafaelov	927 66	900 84
AGF France	117 92	115 03	Gen. Assurances	13301 83	13236 05	Rantec	180 61	158 24
AGF Invest. Secur.	119 23	115 20	Gen. Assurances	163 85	160 34	Renaissance (Financ.)	5335 08	5332 24
AGF Invest. Secur.	431 37	417 37	Gen. Assurances	11156 25	11156 25	Renaissance (Financ.)	1574 34	1574 34
AGF	1123 27	1118 38	H.M. Moulins	12455 18	12455 18	St Honoré B-Glob.	919 86	878 15
AGF Securité Secur.	11416 61	11418 61	Interp.	111156 26	107917 73	St Honoré B-Glob.	241 73	230 77
AGF L.M.O.	657	640 88	Interp.	12733 55	12743 80	St Honoré B-Glob.	750 78	716 48
AMERIS-Can.	7019 19	6743 45	Intermediation Fin.	614 80	489 81	St Honoré B-Glob.	196 53	187 62
Anglofrance	632 22	632 22	Intermediation Fin.	219 78	206 74	St Honoré B-Glob.	564 84	564 84
Anglofrance Court L.	9659 59	9637 70	Journeymen	251 98	258 11	St Honoré P.M.E.	516 02	491 87
Assoc.	1094 39	1094 39	Lafite Autom.	215 82	207 79	St Honoré P.M.E.	13437 15	13383 62
Assoc. Financ.	354 92	358 02	Lafite Express	254 24	241	St Honoré Services	504 84	495 42
Assoc.	1228 55	1255 02	Lafite Express	254 24	241	Solac	1874 34	1874 34
Avant. Invest.	1659 18	1618 18	Lafite Express	219 78	206 74	Solac	1250 17	1250 17
Avant. Invest.	107 45	104 32	Lafite Immobil.	234 30	224 75	Solac	1253 07	1253 07
Av. Capital	147 30	147 86	Lafite Invest.	419 22	402 22	Solac	710 63	700 13
Av. Invest.	128 98	123 43	Lafite Oblig.	138 83	133 75	Solac Services	1865 58	1865 58
Av. Invest.	126 16	116 52	Lafite Rendement	188 43	180 27	S.P.L. et ses	675	663 09
Av. Invest.	189 40	185 40	Lafite Telle	202 37	197 08	S.P.L. et ses	419 57	408 24
Av. Invest. P.E.R.	124 71	115 34	Lafite Telle	202 37	202 34	S.P.L. et ses	1438 87	1378 91
Dependances	5678 31	5672 64	Leum C.T.	11318 70	11318 70	Singapore	655 87	637 86
Capacité	5867 58	5774 66	Leum C.T.	8380 82	8107 43	Singapore	431 44	419 89
Capital	1183 48	1183 48	Leum Association	11035 43	11035 43	Singapore	219 81	219 80
Capital	31 63	31 63	Leum Association	26448 30	26448 30	Singapore	431 44	419 89
Capital	51 27	51 27	Leum Association	879 50	881 27	S.N.I.	1193 40	1148 83
Capital	3146 96	3142 25	Leum Tréor	2235 30	2213 27	Solagrip	321 80	310 17
Commerces	371 77	372 80	Leum 20 000	23070 21	23070 21	Solagrip	56310 89	545670 77
Commerces	487 98	473 87	Leum 20 000	940 57	940 57	Solagrip	1086 47	1037 20
Commerces	1142 68	1142 68	Leum 20 000	940 57	940 57	Solagrip	1086 47	1037 20
Commerces	1142 68	1142 68	Leum 20 000	940 57	940 57	Solagrip	1086 47	1037 20
Commerces	1142 68	1142 68	Leum 20 000	940 57	940 57	Solagrip	1086 47	1037 20
Commerces	1142 68	1142 68	Leum 20 000	940 57	940 57	Solagrip	1086 47	1037 20
Commerces	1142 68	1142 68	Leum 20 000	940 57	940 57	Solagrip	1086 47	1037 20
Commerces	1142 68	1142 68	Leum 20 000	940 57	940 57	Solagrip	1086 47	1037 20
Commerces	1142 68	1142 68	Leum 20 000	940 57	940 57	Solagrip	1086 47	1037 20
Commerces	1142 68	1142 68	Leum 20 000	940 57	940 57	Solagrip	1086 47	1037 20
Commerces	1142 68	1142 68	Leum 20 000	940 57	940 57	Solagrip	1086 47	1037 20
Commerces	1142 68	1142 68	Leum 20 000	940 57	940 57	Solagrip	1086 47	1037 20
Commerces	1142 68	1142 68	Leum 20 000	940 57	940 57	Solagrip	1086 47	1037 20
Commerces	1142 68	1142 68	Leum 20 000	940 57	940 57	Solagrip	1086 47	1037 20
Commerces	1142 68	1142 68	Leum 20 000	940 57	940 57	Solagrip	1086 47	1037 20
Commerces	1142 68	1142 68	Leum 20 000	940 57	940 57	Solagrip	1086 47	1037 20
Commerces	1142 68	1142 68	Leum 20 000	940 57	940 57	Solagrip	1086 47	1037 20
Commerces	1142 68	1142 68	Leum 20 000	940 57	940 57	Solagrip	1086 47	1037 20
Commerces	1142 68	1142 68	Leum 20 000	940 57	940 57	Solagrip	1086 47	1037 20
Commerces	1142 68	1142 68	Leum 20 000	940 57	940 57	Solagrip	1086 47	1037 20
Commerces	1142 68	1142 68	Leum 20 000	940 57	940 57	Solagrip	1086 47	1037 20
Commerces	1142 68	1142 68	Leum 20 000	940 57	940 57	Solagrip	1086 47	1037 20
Commerces	1142 68	1142 68	Leum 20 000	940 57	940 57	Solagrip	1086 47	1037 20
Commerces	1142 68	1142 68	Leum 20 000	940 57	940 57	Solagrip	1086 47	1037 20
Commerces	1142 68	1142 68	Leum 20 000	940 57	940 57	Solagrip	1086 47	1037 20
Commerces	1142 68	1142 68	Leum 20 000	940 57	940 57	Solagrip	1086 47	1037 20
Commerces	1142 68	1142 68	Leum 20 000	940 57	940 57	Solagrip	1086 47	1037 20
Commerces	1142 68	1142 68	Leum 20 000	940 57	940 57	Solagrip	1086 47	1037 20
Commerces	1142 68	1142 68	Leum 20 000	940 57	940 57	Solagrip	1086 47	1037 20
Commerces	1142 68	1142 68	Leum 20 000	940 57	940 57	Solagrip	1086 47	1037 20
Commerces	1142 68	1142 68	Leum 20 000	940 57	940 57	Solagrip	1086 47	1037 20
Commerces	1142 68	1142 68	Leum 20 000	940 57	940 57	Solagrip	1086 47	1037 20
Commerces	1142 68	1142 68	Leum 20 000	940 57	940 57	Solagrip	1086 47	1037 20
Commerces	1142 68	1142 68	Leum 20 000	940 57	940 57	Solagrip	1086 47	1037 20
Commerces	1142 68	1142 68	Leum 20 000	940 57	940 57	Solagrip	1086 47	1037 20
Commerces	1142 68	1142 68	Leum 20 000	940 57	940 57	Solagrip	1086 47	1037 20
Commerces	1142 68	1142 68	Leum 20 000	940 57	940 57	Solagrip	1086 47	1037 20
Commerces	1142 68	1142 68	Leum 20 000	940 57	940 57	Solagrip	1086 47	1037 20
Commerces	1142 68	1142 68	Leum 20 000	940 57	940 57	Solagrip	1086 47	1037 20
Commerces	1142 68	1142 68	Leum 20 000	940 57	940 57	Solagrip	1086 47	1037 20
Commerces	1142 68	1142 68	Leum 20 000	940 57	940 57	Solagrip	1086 47	1037 20
Commerces	1142 68	1142 68	Leum 20 000	940 57	940 57	Solagrip	1086 47	1037 20
Commerces	1142 68	1142 68	Leum 20 000	940 57	940 57	Solagrip	1086 47	1037 20
Commerces	1142 68	1142 68	Leum 20 000	940 57	940 57	Sol		

### Cote des Changes

Cote des Changements	
Changements	Changements

MARCHE OFFICIEL	COURS		COURS 19/3	L
	préc.			
Europe-Union (1 tonne).....	5 511	5 540		
Ecu.....	6 999	6 995		
Allemagne (100 dm).....	340 760	340 830		
Belgique (100 f.).....	28 581	28 581		
France (100 f.).....	302 400	302 190		
Italie (100 lire).....	88 563	4 584		
Libra (100 sh.).....	50 780	88 750		
Grèce (100 dr.).....	3 945	8 920		
Grèce (100 drachmes).....	394 400	385 130		
Italie (100 lire).....	93	83		
Portugal (100 esc.).....	87 290	87 220		
Nonville (100 kr.).....	43 230	48 420		
Autriche (100 sch.).....	5 974	6 475		
Espagne (100 pes.).....	3 414	3 835		
Portugal (100 esc.).....	4 768	4 634		
Canada (1 \$ can.).....	3 932	4 050		
Japon (100 yens).....				

## Marché libre de l'or

MONNAIES	COURS	COUR
----------	-------	------

achat.	vente	RT ET DEVISES	préc.	19/
5 500	5 700	Cr. fin (d'o en barre)	14 000	94 250
360	360	Cr. fin (en lingot)	63800	64 250
10 050	9 750	Napoleon 120s	476	38
311	4 800	Plaques P. 10	315	37
4 000	4 000	Plaques Suisse 120 s	407	37
9 050	4 050	Plaques Letonie 120 s	379	37
8 000	90	Soviet	484	48
82	96	Plaques 20 dollars	2280	2250
10 18	58 700	Plaques 10 dollars	1180	1200
5 500	5 750	Plaques 5 dollars	700	700
3 550	4 350	Plaques 50 pesetas	2410	2400
3 650	3 680	Plaques 10 florins	375	38

1970	483	....
1971	210	....
1972	297	....

... ..	300	...
... ..	...	...

Jaguar	136 20	147
Lecteurs du Monde	349 50	322
Nicolas	840	.....
Pennette RD	1850	.....
Perrich, Pénard	355	.....
Quénec	240	.....
Rouven N.V.	191	191
St Gabriel-Emballage	2830	2810
Sims Mens	211 50	.....
S.E.P.R.	1540	.....
S.P.R. acc. R.	378	.....
Ulfens	380	.....
Westwood	1500	1300

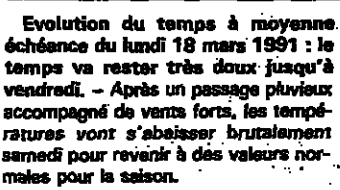
## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**  
45-55-91-82 poste 4330





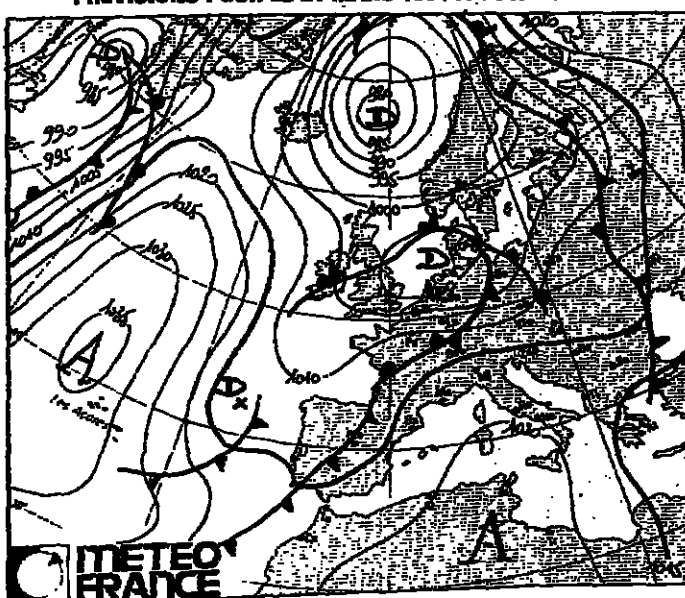
**Prévisions pour le mercredi 20 mars**  
**Pluie sur la moitié Nord. Belles éclaircies dans le Sud**



**Jeudi 21 mars : pluie et vent à l'ouest.** - Le ciel sera généralement nuageux en toutes régions. Sur les régions du Sud-Est, ces nuages ne feront que voiler le soleil, en revanche, ils seront épais et menaçants près de l'Atlantique et de la Manche. Il pleuvra d'abord sur ces régions le matin, puis les pluies s'étendront vers l'intérieur du

Les températures seront très élevées pour la saison. Au lever du jour, 9 à 12 degrés en général, localement 16 degrés sur l'est du pays, jusqu'à 14 degrés sur le Midi. L'après-midi, 17 à 17 degrés sur l'Ouest et le Nord-Ouest, 18 à 22 degrés ailleurs, jusqu'à 24 degrés localement.

**PRÉVISIONS POUR LE 21 MARS 1991 A 12 HEURES TU**



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé  
le 19-03-01

Vols autres relatives aux													
le 18-03-1991 à 18 heures TU et le 19-03-91 à 8 heures TU													
FRANCE													
ALGER	16	4	D	C	TOULOUSE	15	5	C	LIJENBOURG	10	5	F	D
AMSTERDAM	17	11	C	P	TOULON	14	10	P	NADRID	10	5	F	D
BAGDADE	17	11	C	P	PARIS-ATLANTIC	13	1	P	MARSEILLE	25	11	C	P
BOMBES	13	8	P	P	ETRANGER								
BREST	13	11	P	P	ALGER	16	5	D	MONTREAL	5	1	P	C
CABR	13	11	P	P	AMSTERDAM	12	5	P	MOSCOW	5	1	P	C
CHERBOURG	11	10	P	P	ATHINES	13	11	C	NAIROBI	30	12	P	D
CHERBOURG-POR	14	1	C	P	BANGKOK	16	6	D	NEW ORLEANS	10	17	P	D
DUMON	13	1	P	P	BAGDADE	16	6	D	NEW-YORK	11	7	P	D
GENOBLA-REH	16	1	P	P	BERLIN	12	4	B	OSLO	3	1	B	D
LILLE	13	5	P	C	BERLIN	10	9	P	PALMA-DE-MAJ	17	2	P	D
LONDON	13	5	P	C	BETHLEEM	10	9	P	PERIN	15	7	P	D
LONDON	13	5	P	C	COPTAHAGUE	26	18	C	RIO-DE-JANEIRO	21	21	D	D
LYON	14	4	C	P	DAKAR	16	12	C	SINGAPOUR	31	23	P	D
MARSEILLE-HEL	16	5	P	N	GENOVA	16	12	C	STOCKHOLM	4	3	P	D
NANCY	12	12	5	P	GENOVA	30	17	C	SYDNEY	30	20	C	D
NANTES	15	11	D	P	HONGKONG	22	10	C	TOKYO	13	8	P	D
NANTES-MONTS	15	10	P	P	ISLAND	9	22	C	TONGA	9	2	C	D
NICE	16	9	C	C	JERUSALEM	25	14	P	TRINIDAD	9	2	C	D
PARIS	13	11	C	P	LA PALME	18	10	D	YANKEE	17	8	P	D
PERMANA	12	11	C	P	LONDON	18	9	C	VIENTIANE	17	8	P	D
RENNES	12	11	C	P	LONDON	18	9	C	VIENTIANE	17	8	P	D
ST-ETIENNE	14	4	C	C	LOS ANGELES	17	13	P					
STRASBOURG	14	4	C	C									
A	B	C	D	N	O	P	T						
avance	bruce	coi couvert	cel dép	net mangeux	orange	pile	tegrave	nage					
à l'heure de la France : heure légale													

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.  
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■■ Ne pas manquer ; ■■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

**TF 1**

- 20.35 Sport : Football.**  
Quart de finale de la Coupe d'Europe des vainqueurs de Coupe : Montpellier-Manchester United, en direct de Montpellier.
- 22.40 Magazine : Ciel, mon mardi !**
- 0.30 Au trot.**
- 0.35 Journal, Météo et Bourse.**

## A-2

- 20.45 Les Dossiers de l'écran :**  
Une femme d'affaires.  
Film américain de J. J. Pakula (1981).
- 22.45 Débat :** Les voix multiples  
de l'argent international.
- Animé par Alain Jérôme. Invités : Paul-Loup Sulitzer, Yves Guérinac, journaliste au Point, René Wack, chef de l'Office central de répression des infractions financières, Yves André Izuel, président de la banque Wasserstein-Perella, Henri Bourguin, directeur du laboratoire d'analyses économiques du CNRS, Philippe Jurgensen, directeur général de la Caisse de coopération économique, Jean-Jacques Burgard, délégué général à l'Association française

## Puissance

- 23.55** Journal et Météo.  
**0.20** Concert : Musiques au cœur.
- 
- FR 3**
- 
- 20.35** Téléfilm : Marie Curie, une femme honorable.  
 De Michel Boisrond, avec Marie-Christine Barrault, Roger Van Hool (2<sup>e</sup> partie).

**TF 1**

- |       |   |
|-------|---|
| 13.35 | Série : Alerte à Malibu.  |
| 14.35 | Club Dorothée.  |
| 17.35 | Série : Chlps (redif.).   |
| 18.25 | Jeu : Une famille en or.  |
| 18.55 | Fouilleton : Santa Barbara.   |
| 19.20 | Jeu : La Roue de la fortune.  |
| 19.50 | Diversissement : Le Babête Show.  |
| 19.52 | Tirage du Loto.   |
| 20.00 | Journal, Tapis vert, Météo et Loto.   |
| 20.55 | Variétés : Sacrée soirée.   |
|       | Émission présentée par Jean-Pierre Foucault.  |
| 22.50 | Sport : Football.   |
|       | Quart de finale de la Coupe d'Europe des clubs champions : Olympique de Marseille-Milan A.C., en direct de Marseille. |
| 0.30  | Journal, Météo et Bourse.   |
| 0.55  | TF1 Nuit. Revue de nuit.  |
| 1.30  | Fouilleton : C'est déjà demain.   |
| 1.55  | Info revue.   |

**A 2**

- 13.40 Feuilletin : Générations.
- 14.25 Série : Fantômes.
- 16.00 Hit NRJ.
- 17.00 Magazine : Giga.
- 18.10 Jeu : Des chiffres et des lettres junior.
- 18.30 Série : Alf (redif.).
- 19.00 INC.
- 19.05 Série : Mac Gyver (redif.).
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.45 Téléfilm : Bébé express. De François Truffaut, avec Jean-Luc Ménessier, Michèle Laroque.  
*Un héritage empoisonné...*
- 22.10 Documentaire :  
Les Aventures de la liberté.  
2. Le temps du mépris.  
*Des intellectuels au fascisme.*
- 23.10 Journal et Météo.
- 23.20 Journal et Météo.
- 23.45 Magazine : Prolongations.  
Spécial Rugby.

## FR 3

- |       |   |
|-------|---|
| 13.35 | Série : Chers Détectives.   |
| 14.30 | Magazine : Montagne (redif.).   |
| 15.05 | Magazine : Objectif Tintin.   |
| 16.20 | Jeu : L'Œuf de Colomb.  |
| 17.05 | Magazine : Une pêche d'enfer.   |
| 17.30 | Amuse 3.  |
| 18.10 | Magazine : C'est pas juste.   |
| 18.30 | Jeu : Questions pour un champion.   |
| 19.00 | La 19-20 de l'information.<br>De 19.12 à 19.30, le journal de la région.  |
| 20.05 | Diversissement : La Classe.   |
| 20.35 | Magazine :<br>La Marche du siècle.<br>La Sex Society.   |
| 22.20 | Journal et Météo.   |
| 22.40 | Magazine : Fait pas rêver.<br>Séance de : Le tor au pays bleu : URSS : le Silence des Nénets ; Islande : Haki, la Porte de l'enfer. |
| 23.35 | Magazine : Minuit en France.  |
| 0.30  | Magazine : Espace francophone.<br>Les questions : Le Québec entre deux destins.   |
| 1.20  | Musique : Carnet de notes.  |

**CANAL PLUS**

- 13.30** Téléfilm :  
Rendez-vous à Dingoville.  
**15.05** Jeu : V.O.  
**15.35** Téléfilm : Le Mur du silence.  
**17.10** Les Nuis... l'émission (rediff.).  
**18.00** Canaille peluche.

— En clair jusqu'à 20.30

- 18.30 Ça cartoon.**  
Présenté par Valérie Payet.
- 18.50 Top albums.**
- 19.20 Flash d'informations.**

- 22.05 Journal et Météo.**  
**22.25 Télévision régionale.**  
**23.25 Variétés : Eurotop.**  
**0.15 Magazine : Espace francophone.**  
 La francophonie en questions : le cinéma français doit-il être anglophone ?  
**1.00 Musique : Carnet de notes.**
- CANAL PLUS**

**CANAL PLUS**

- 20.30 **Cinéma : Octopussy.** ■  
Film britannique de John Glen (1983).
- 22.35 **Flash d'informations.**
- 22.40 **Cinéma : L'Insoutenable  
Légèreté de l'être.** ■ ■ ■  
Film américain de Philip Kaufman  
(1987) (v.o.).
- 1.25 **Cinéma : La Lampe.** ■  
Film américain de Tom Daley (1986).
- 
- LA 5**
- 20.45 **Cinéma : Le ciel peut attendre.** ■  
Film américain de Warren Seatty et Buck  
Henry (1978).
- 22.25 **Magazine : Ciné Cinq.**
- 22.35 **Cinéma : Patricia,  
un voyage pour l'amour.** □  
Film hispano-allemand d'Hubert  
Frank (1980).
- 0.10 **Journal de minuit.**

## M 6

- 20.35** Téléfilm : **Les Rescapés de l'Alaska.**  
De Zoltan Degen.
- 22.15** Téléfilm : **Le Train de l'angoisse.**  
De David Lowell Rich.
- 23.30** Six minutes d'informations.

**19.30 Sport : Football.**  
Olympique de Marseille-Milan A. C. Quart  
de finale retour de la Coupe d'Europe des  
clubs champions. En direct du stade vélo-  
drome de Marseille.

**22.40 Flash d'informations.**

**22.45 Cinéma : Le Singe fou. ■**  
Film franco-espagnol de Fernando Trueba  
(1988). Avec Jeff Goldblum, Miranda  
Richardson, Anémone.

**0.30 Cinéma**  
**La Race des champions. ■**  
Film canadien de Charles Jarrold (1985).

**2.00 Série : Les Nick Mancous,**  
les dossiers secrets du FBI.

## LA 5

- 13.30 Série : Arabesque. .  
14.25 Série : Le Renard.  
15.30 Série : Solo,  
brigade des stupes.  
16.30 Youpi ! l'école est finie.  
18.30 Série : Happy Days.  
19.00 Série : Riptide.  
20.00 Journal.  
20.40 Journal des courses.  
20.45 Histoires vraies.  
Plus fort que le nuit.  
Les combats d'une jeune aveugle.  
Débat :  
Vivre comme tout le monde.  
0.00 Journal de minuit.  
0.10 Les Animaux du soleil (redif.).  
0.35 Série : Voisin, voisin

**M 6**

- 13.25 Série :  
Madame est servie (redif.).
- 14.00 Cinéma :  
Maestro contre le fantôme. ■  
Film italien de Giacomo Gentilomo (1962).  
Avec Gordon Scott, Gianna Maria Canale,  
Leonora Ruffo.
- 15.30 Jeu : Quizz cœur.
- 16.15 Série : Drôles de dames.
- 17.05 Jeu : Hit hit hit hours !
- 18.05 Série : Supercopier.
- 19.00 Série : La Petite Maison  
dans la prairie.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Madame est servie.
- 20.35 Téléfilm :  
Deux adolescents jouent dangereusement  
avec le téléphone.
- 22.15 Série : Equalizer.
- 23.05 Documentaire :  
Le Gléna et la Balence.  
L'affaire Gilles Burgos.
- 0.00 Six minutes d'Informations.
- 0.05 Magazine : Dazibao.
- 0.10 Musique : Boulevard des clips
- 2.00 Rediffusions.

### Audience TV du 18 mars 1991

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

**LA SEPT**

- 16.30 Documentaire : Histoire parallèle.
- 17.30 Magazine : Mégamix.
- 18.25 Moyen métrage : Turbulences.
- 18.55 Documentaire : Ici bat la vie.
- 19.20 Magazine : Dynamo.
- 19.55 Chronique :  
► Le Dessous des cartes.
- 20.00 Documentaire : South of the Border.
- 20.59 Série : Souvenirs souvenirs.
- 21.00 Documentaire : Tabarka 42-87.
- 22.25 Cinéma d'animation : Images.

**FRANCE-CULTURE**

- 20.30 Antipodes. Francophonie version belge, en direct de Bruxelles.
- 21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
- 22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Histoires fantastiques, d'après Edgar Allan Poe.
- 22.40 Les nuits magnétiques. Adolescence.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda. Aux sources du rap.

**FRANCE-MUSIQUE**

- 20.30 Concert** (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : Carmen Saecularis, oratorio de Prélard, par La Grande Écurie et les membres du Roy et Ensemble Secours de la Jeune-Croix Malgouët ; sol. : Ghytine Raphaëlle, soprano, Sophie Fournier, mezzo-soprano, Martyn Hill, ténor, Jean-François Gardail, baryton.
- 23.07 Poussières d'étoiles.** Jazz club en direct du Topaze à Angers : Denis Badaut, piano, Simon Cato Spang-Hanssen, saxophone, Jean Torchinsky, contrebasse, François Lizeux, batterie.

**Du lundi au vendredi, à 9 heures  
sur FRANCE-INTER**  
**« ZAPPINGE »**  
*Une émission de GILBERT DENOYAN  
avec ANNICK COJEAN  
et la collaboration du « Monde »*

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDE LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	58,7	Samedi ann. 16,4	Mac Gyver 12,2	Journal. rég. 21,4	Nulle part 1,5	Ripside 2,2	Mission possible 2,5
19 h 45	61,3	Rous fortunes 25,3	Mac Gyver 15,7	19-20 13,1	Nulle part 2,3	Ripside 1,8	Mission possible 3
20 h 15	71,3	Journal 27,6	Rocrest 18,6	La classe 9,9	Nulle part 3,6	Journal 4,1	Mé-est servis 6,1
20 h 55	73,8	Pub 19,1	Médis 19,3	SOS fantôme 18,5	Lady Beware 2,8	Police Story 9,1	L'Addiction 6,9
22 h 8	61,2	Pub 19,7	L'Assomoi. 6,9	SOS fantôme 19,4	Lady Beware 3,4	Police Story 9,3	L'Addiction 3,1
22 h 44	32,1	Pub 15,8	Témoins 3,8	Soir 3 5,4	Et la lumière... 0,8	Scène crime 5,1	Hongkong... 2,5

## Magasins saccagés, armes volées

## Nouveaux incidents à la Réunion

SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION  
de notre correspondant

De nouveaux incidents se sont produits, au cours de la nuit du lundi 18 au mardi 19 mars, dans les quartiers des Camélias et du Chaudron, à Saint-Denis. Plusieurs magasins ont été saccagés et pillés. Des armes — des fusils de chasse et des carabines — auraient été volées dans une quincaillerie de Montgaillard.

Lundi soir, la cité Michel-Debré, au Chaudron, était toujours le théâtre d'affrontements entre plusieurs groupes de jeunes très mobiles et les forces de l'ordre. Une nouvelle fois, les casseurs ont assiéé la brigade de gendarmerie du Chaudron et l'ont bombardée, plusieurs heures, à coups de gâteaux. Depuis dimanche soir, cinquante personnes ont été interpellées et une quinzaine d'entre elles étaient toujours en garde à vue mardi matin. Lundi, quatre manifestants ont été condamnés à des peines allant de

deux à cinq mois de prison ferme.

Le bilan de ces incidents est très lourd pour plusieurs entreprises de Saint-Denis. Les casseurs s'attaquent, au hasard de leurs déplacements, aussi bien aux magasins de luxe qu'aux commerces les plus modestes.

Dans une déclaration remise à la presse locale, M. Alain Defaud, secrétaire départemental du RPR, a estimé qu'on assistait à la Réunion « à la fin de l'autorité de l'Etat ». « Les Réunionnais ne tiennent plus la discipline dans la joie et la bonne humeur, mais la peur au ventre », a-t-il ajouté. Mardi 19, la Réunion devait en effet célébrer le quarante-cinquième anniversaire de la loi de départementalisation de l'île, votée par l'Assemblée nationale le 19 mars 1946 à l'initiative de plusieurs députés de gauche des quatre colonies qui constituaient alors la Réunion, la Guyane, la Martinique et la Guadeloupe.

De son côté, M. Camille Sudre, président-directeur général de Radio et Télé-Free-DOM, a annoncé qu'il suspendait, en signe de protestation, les émissions de sa station pour une durée indéterminée. « M. Rocard a affiché son mépris pour les Réunionnais », a-t-il déclaré au lendemain d'un entretien qu'il avait eu avec un conseiller du premier ministre.

ALIX DILLOUX

RECTIFICATIF. — C'est par erreur qu'il a été écrit dans l'article de notre correspondant à la Réunion (le Monde du 19 mars), que M. Michel Rocard a effectué en hélicoptère le trajet entre l'aéroport et la ville de Saint-Denis, lors de sa visite dans l'île, dimanche 17 mars. Le premier ministre a rejoint la ville par la route, en traversant le quartier du Chaudron.

## La lutte contre le choléra

## Le ministre péruvien de la santé est limogé

LIMA

de notre correspondant

Le ministre de la santé, M. Carlos Vidal, a été victime de la lutte qu'il menait contre le choléra : après trois semaines d'une controverse opposant au chef de l'Etat et au ministre de la pêche sur les mesures à adopter pour enrayer l'épidémie, il a été limogé lundi 18 mars. Son remplaçant est un médecin, M. Victor Yamamoto.

M. Vidal avait lancé une vaste campagne de prévention de la maladie. Il avait demandé à la population de faire bouillir l'eau avant de la consommer, de laver les légumes et les fruits, de ne plus fréquenter les plages et surtout de ne plus manger le plat traditionnel, le ceviche, préparé avec du poisson cru. Il avait aussi réussi à limiter à 0,5 % le taux de mortalité de l'épidémie et reçu les félicitations de l'Organisation mondiale de la santé.

Mais le président de la République, M. Fujimori, et le ministre de la pêche, M. Félix Canal, préoccupés par les conséquences économiques de la campagne contre le choléra, agissaient en sens inverse : ils multipliaient les dégustations publiques de poisson cru pour démontrer que sa consommation est inoffensive. A tel point que le ministre, victime d'une prétendue « déshydratation », mais surtout de l'abus de cravates populaires, a dû être hospitalisé la semaine dernière.

M. Vidal a durci sa position lorsque l'épidémie a redoublé, après avoir été en perte de vitesse. Invité le 14 mars à un forum sur le Pérou et le choléra, il a attaqué de front la politique du gouvernement. Il a révélé avoir été l'objet de pressions pour ne pas dévoiler l'origine de l'épidémie de dysenterie. Lorsqu'il a réclamé de l'argent pour améliorer les services d'hygiène, a-t-il ajouté, il s'est heurté à un mur

d'indifférence parce que « le choléra ne frappe que les pauvres » et que ceux-ci sont des « victimes anonymes ». ... Et, claire allusion au goût du chef de l'Etat pour le poisson cru, il a dit : « Il y a le ceviche pour les riches et le ceviche pour les pauvres. C'est la différence qui crée le danger ».

Le choléra n'est pas seul responsable de la démission du ministre. M. Vidal était également mécontent de la politique économique du gouvernement, de plus en plus inspirée par l'ultra-libéralisme.

NICOLE BONNET

## La production industrielle a fortement progressé en janvier

La production industrielle a fortement progressé en France au cours du mois de janvier. L'indice calculé par l'INSEE sur la base 100 en 1985 s'est inscrit — après correction des variations saisonnières — à 112,7 contre 109,5 en décembre, soit une augmentation de 2,9 % en un mois.

La progression de janvier, particulièrement forte dans le secteur de la production des biens de consommation et de biens intermédiaires (+5,3 % en un mois dans les deux cas) compense la chute d'ensemble enregistrée en décembre (-1,6 % par rapport à novembre).

L'indice d'ensemble de la production industrielle se situe ainsi à un niveau supérieur de 1,1 % à celui atteint au cours du quatrième trimestre 1990. Il n'en demeure pas moins inférieur au sommet (indice 115,1) de la production atteint durant l'été 1990. En un an (janvier 1991 comparé à janvier 1990), la progression n'est que de 0,7 %.

## Une grève du Livre CGT empêche la parution de nombreux quotidiens régionaux

La fédération nationale du livre CGT a lancé, lundi soir 18 mars, une grève dans la presse de province, en raison de l'échec des négociations salariales pour les employés et ouvriers des imprimeries.

Cette grève a empêché la parution mardi matin de nombreux quotidiens, en particulier dans l'Ouest et le Sud-Ouest : Ouest-France, le Télégramme de Brest, Paris-Normandie, Sud-Ouest, la Dépêche du Midi n'ont pu paraître. La grève a aussi affecté les quotidiens alsaciens, le Bien public à Dijon, le Dauphiné libéré à Grenoble, et plusieurs quotidiens du Nord et de l'Est, comme l'Union de Reims, le Républicain lorrain, ou Nord-Eclair et Nord-Matin.

En revanche, les quotidiens liés aux conventions parisiennes, comme la Voix du Nord et le Courrier picard, sont parus normalement, tout comme les quotidiens des régions marseillaise et lyonnaise.

## Dans le Lot-et-Garonne

## Trois morts dans un accident d'avion militaire

Un appareil militaire français s'est écrasé, mardi 19 mars, près de Port-Sainte-Marie (Lot-et-Garonne), provoquant la mort de trois des quatre membres de l'équipage. Une quatrième personne a été grièvement blessée dans l'accident, mais on ignorait encore, mardi matin, s'il s'agissait ou non du quatrième membre de l'équipage.

L'avion, un Jodel Mousquetaire basé à Toulouse-Francazal, s'est écrasé dans un bois, au lieu-dit La Pouleille, selon les indications données par le SIRPA (service d'information des armées) à Bordeaux. Les Jodel Mousquetaire sont utilisés pour des vols d'entraînement par les équipages du Commandement du transport aérien militaire (COTAM), si-on précise au SIRPA. Les circonstances de l'accident n'étaient pas encore connues mardi en fin de matinée.

## SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## On s'en tape !

SADDAM ? Qui c'est, Saddam ? Ça vous dit plus rien, hein ! Voyons, essayez de vous rappeler. Saddam Hussein. Vous savez bien, ce tyran psychopathe qui a mobilisé une bonne trentaine de pays contre lui en envahissant le Koweït en août dernier. Mais si, vous l'avez vu encore l'autre jour à la télé se vanter d'avoir écrabouillé les forces rebelles, enfin soulevées, opposées à sa folle sanguinaire.

Ah bon ! vous avez zappé ? Au fond, vous avez raison, quel intérêt ? Finie, terminée, cette foutue guerre du Golfe. Maintenant qu'on lui a mis la pèste, on n'a plus qu'à remballer notre arsenal et le laisser massacrer, pillonner au napalm, tous ceux qui tentent de le renverser au sud et au nord du pays. Quel pays ? Ben, l'Irak. Oui, c'est ça, l'Irak qu'on a armé pour qu'il puisse envahir l'Iran et nous débarrasser des potes à Khoméini : Vas-y, mon grand, rentre leur dedans, te mets pas à compter les morts. Combien ? Un million en neuf ans ? Tant que ça ? Tiens donc !

On va quand même pas commencer à s'apitoyer sur tous les cadavres de chutes plus ou moins manipulés par Téhéran qui ensanglantent les trottoirs de Bassorah, de Nadia et de Karbala. C'est où, au juste ? On avait du mal à s'y retrouver quand on nous les montrait sur une carte d'état-major, mais alors, là, on est complètement paumé. Pour les insurgés kurdes, on a déjà donné. On y est allé d'une petite larme en voyant leurs femmes et leurs enfants tomber comme des mouches sous les bombardements à l'arme chimique. Non, c'est vrai, on avait les yeux qui picaillaient.

De toute façon, il est maître de faire ce qu'il veut à l'intérieur de ses frontières. Saddam, du moment qu'il embête pas les autres. Pareil au Koweït. Ils peuvent bien s'entretuer entre eux, au lendemain d'une libération lourde de débordements vengeurs, dans l'attente exaspérée d'un changement de régime, on en a rien à cirer. C'est son problème, à l'émir Jaber.

La nouvel ordre international, ça concerne pas les peuples, ça concerne les Etats. Et plus particulièrement les chefs de ces Etats. Démocratiques ou pas. Chacun chez soi. Chacun pour soi. Il ferait beau voir qu'on aide nos frères humains à devenir les citoyens du monde de demain.

Le RPR critique le projet de loi sur la Corse. — M. Jacques Chirac, président du RPR, a estimé, mardi 19 mars, à Paris, que le projet de loi réformant le statut de la Corse présentait « des possibilités de dérives particulièrement graves ».

Il a qualifié de « boîte de Pandore » l'article premier, qui fait référence à la notion de « peuple corse ». M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, a ajouté, à propos du ministre de l'intérieur, que « M. Marchand connaît sans doute très bien la situation de la Charente (où il est élu), mais il n'est certainement pas compétent s'agissant de la Corse ».

## Nouvelles Collections de la Simple Retouche au plus beau vêtement

Le grand maître tailleur COSTUMES MESURE à partir de 2 490 F PANTALONS 30 F VESTES 1 980 F 3 000 chemises

Luxueuses draperies anglaises Fabrication traditionnelle TAILLEURS, JUPES, VESTES MANTEAUX et PARDESSUS

UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra

Téléphone : 47-42-70-81.

Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

SVM Mac

NOUVELLE FORMULE MENSUELLE

LES TRAITEMENTS DE TEXTE DE A à Z

FullWrite, MacWrite II, Nisus, WinText, Works, Word, WordPerfect, WriteNow...

Un dossier complet pour choisir le traitement de texte à votre main.

Pour répondre aux exigences d'un marché en constante évolution et satisfaire les attentes de tous les utilisateurs, SVM MAC paraît désormais tous les mois. Découvrez vite ce nouveau SVM MAC avec encore plus de bancs d'essai de matériels et de logiciels, encore plus de conseils pratiques, de trucs et astuces pour aller plus vite, plus loin.

LE PERIPHERIQUE INDISPENSABLE DE VOTRE "MAC"

## L'ESSENTIEL

## SECTION A

## Débats

Affaires : « L'injustice faite à Antoine Gaudino », par Thierry Pfister ; Revues : « Le « mal » populiste », par Frédéric Gausson. .... 2

Diagonales « Ce printemps-là », par Bertrand Poirot-Delpech. .... 6

M. Dumas en Amérique latine Visites au Mexique, au Venezuela et au Nicaragua. .... 8

La rentrée parlementaire Débats sur le Golfe à l'Assemblée nationale et sur la Corse au Sénat. .... 9

Les élections en Polynésie Le grand retour de M. Gaston Flosse. .... 10

Affaire Notin Les mystérieuses raisons d'un vice de forme. .... 12

Football M. Cheresse refuse de favoriser les clubs endettés. .... 14

## SCIENCES • MÉDECINE

La stérilisation des malades mentaux : Recherche : des économies bien tempérées • Les vingt-six siècles de l'île koweïtienne de Fatiakah • Les conflits de la drogue • Point de vue : « Quelle recherche pour l'environnement ? », par Yves Le Bars • Des diamants de synthèse plus parfaits que nature 15 à 17

Le programme de la Comédie-Française Racine, Hugo, Camus, Molière, Lermontov et quelques grandes reprises. .... 20

## SECTION B

Nouvelle baisse du taux d'intervention de la Banque de France

Le dollar poursuit sa hausse, le franc en bonne position. .... 23

La SNCF et le fret La fermeture de deux mille gares d'ici à 1994 inquiète les cheminots. .... 25

La TVA en Europe Les Douze espèrent parvenir à un accord sur l'harmonisation des taux. .... 25

## Services

Abonnements. .... 17  
Carnet. .... 32  
Marchés financiers. .... 30-31  
Météorologie. .... 33  
Mots croisés. .... 32  
Radio-Télévision. .... 33  
Spectacles. .... 21

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un supplément « Initiatives » folioté de I à XXVIII comprenant les annonces classées.

Le numéro du « Monde » daté 19 mars 1991 a été tiré à 565 907 exemplaires.

## L'affaire des fausses factures et du financement du Parti socialiste

## Le ministre de l'intérieur a révoqué l'inspecteur Gaudino

M. Philippe Marchand a annoncé la révocation de l'inspecteur Antoine Gaudino de la police nationale, lundi 18 mars, pour « manquement à l'obligation de réserve » et « violation du secret professionnel ». M. Gaudino avait été au cœur de l'enquête sur les fausses factures du Sud-Est, mettant en cause le financement du Parti socialiste et de la campagne électorale de M. François Mitterrand en 1988.

Racontant ses déboires dans un livre, *« Enquête impossible »*, aujourd'hui vendu à 250 000 exemplaires, l'inspecteur de la brigade financière de la PJ marseillaise avait notamment dénoncé l'absence d'ouverture d'une information judiciaire sur l'implication d'Urba-Tech, un bureau d'études lié au PS, ainsi que le vote de la loi d'amnistie sur le financement des partis politiques qu'avait suscité la révélation de cette affaire.

Reprochant à M. Gaudino d'avoir « révélé le déroulement d'enquêtes auxquelles il a participé, révélé des informations sur le fonctionnement des services de la police nationale, critiqué la hiérarchie, voire mené des enquêtes de sa propre initiative, de façon assez outrancière », le ministre de l'Intérieur a décidé de révoquer l'inspecteur. Estimant que celui-ci a « très largement dépassé la mesure », M. Marchand suit ainsi l'avis du conseil de discipline de la police nationale qui avait proposé, la semaine dernière, la révocation du policier, malgré l'opposition des représentants syndicaux (le Monde du 18 mars).

L'attitude de M. Gaudino « n'est pas tolérable », selon le ministre, car elle participe à « un déséquilibre de la démocratie » par une « atteinte à une garantie fondamentale de tout citoyen : la discrétion ». « Que penserait-on d'un inspecteur des

impôts, d'une assistante sociale qui agiterait de même ? », a demandé le ministre, lundi 18 mars, en commentant sa décision, avant d'ajouter : « Il ne s'agit pas de bâillonner les fonctionnaires de police, de les empêcher de s'exprimer », mais ils ne peuvent le faire que « dans le cadre du devoir de réserve » qui a été « outrepassé par cet inspecteur ».

« Il y a eu une affaire Urba et une affaire Gracco qui ont été enterrées. Il y a une affaire Gaudino qui ne fait que commencer », a estimé M. Gaudino après la décision de révocation, sans cacher sa volonté d'en faire appel devant la justice administrative. « Cette décision est tout à fait politique, affirme-t-il. Le ministre prétend que j'ai manqué au secret professionnel. Or j'ai agi en tant qu'officier de police judiciaire, dans le cadre d'une action judiciaire, sous le contrôle des magistrats. Et la justice ne m'en a fait aucun reproche. Aucune poursuite en diffamation n'a été ouverte à la suite de la publication de mon livre. » Aussi le policier entend-il « rétablir la réalité des faits » qui lui sont reprochés, souligner la responsabilité de ceux « qui déséquilibrent la démocratie », et continuer son « combat pour l'indépendance de la justice ».

« Un auxiliaire de justice à qui ses supérieurs hiérarchiques ont demandé de traquer la vérité se voit sanctionné et frappé d'ostracisme pour avoir découvert et fait connaître la vérité », a commenté M. Philippe de Villiers, député (UDF) de Vendée, auquel M. Gaudino avait fait appel comme témoin devant le conseil de discipline, ajoutant que « le pouvoir socialiste s'est déshonoré [par cette] opération de basse police ».

De son côté, M. Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, a dénoncé « la démission des autorités judiciaires ».

Lire également page 2 : « L'injustice faite à Antoine Gaudino », par Thierry Pfister.